

La taxe sur le pétrole passe à \$5.20

OTTAWA — A compter du premier juin, les Canadiens pourront être qualifiés à raison d'Arabes aux yeux bleus" puisque le Canada percevra plus de revenus fiscaux sur chaque baril de pétrole exporté aux États-Unis que l'Arabie Saoudite, le Koweït, Abu Dhabi, Qatar et Dubai.

Hier, le ministre fédéral de l'Énergie, M. Donald S. Macdonald, a demandé à l'industrie pétrolière de relever de \$4 à \$5.20 la taxe à l'exportation sur chaque baril d'or noir expédié sur le marché américain dès le mois prochain. Ce nouvel ajustement porterait aux environs de \$12.50 le prix du pétrole canadien vendu sur les riches marchés de Chicago et du Pacifique.

L'augmentation, qui s'ajoute aux revenus fiscaux additionnels perçus par les provinces de l'Ouest depuis le premier avril, fera ainsi grimper les taxes fédérales et provinciales à \$7.80 sur chaque baril de pétrole de l'Ouest, soit environ 62 pour cent de la valeur du baril une fois livré aux États-Unis.

Cette somme sera supérieure aux taxes perçues dans les grands pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient sur le pétrole extrait de leur sous-sol par les compagnies pétrolières internationales. La moyenne de la "prise fiscale" dans le Golfe arabe oscille autour de \$7 le baril depuis le premier janvier dernier.

Le ministre Macdonald n'a pas indiqué pourquoi il avait relevé ainsi de 25 p. cent la surtaxe imposée à l'exportation du pétrole canadien. Cependant, plusieurs économistes et spécialistes de l'énergie avaient indiqué au cours des derniers mois que la surtaxe canadienne n'était pas assez élevée et qu'en plafonnant la surtaxe à \$4 le baril, le Canada se trouvait à subventionner indirectement l'industrie américaine.



L'eau de la rivière des Mille-Iles ne s'est pas encore retirée des rues et des emplacements de chalets qu'elle occupe depuis vendredi dernier, forçant ceux qui veulent se déplacer dans les avenues 21e à 29e à utiliser la bonne vieille chaloupe. Les citoyens des environs, qui signalent que la situation se répète à chaque printemps, craignent que l'eau ne monte encore de quatre pouces.

Québec, prêt à indemniser les victimes d'inondations

par Gilles NORMAND

Il est fort possible que toutes les victimes d'inondations à travers le Québec, lors des dernières crues printanières, soient indemnisées par le gouvernement québécois, qui a déjà commandé des études pour évaluer les dommages matériels subis.

Il est possible également que le gouvernement investisse plusieurs millions de dollars pour que des travaux soient entrepris afin de corriger de façon permanente les anomalies ou encore les accidents géographiques qui occasionnent, chaque année, l'inondation de milliers de propriétés riveraines.

C'est sur l'une ou l'autre de ces conclusions — peut-être même sur les deux — que déboucherait le conseil des ministres, le tout dépendant du rapport préliminaire que doit lui présenter, le 24 mai, le comité interministériel qui vient d'être formé pour étudier la situation dans les huit régions les plus touchées par les crues printanières.

Un porte-parole du ministère des Richesses naturelles (division des eaux) a déclaré à LA PRESSE que les régions qui seront visitées, depuis hier jusqu'au 21 mai, sont celles de la Matapédia, de Matane, du lac Maskinongé, de Saint-Michel-des-Saints, de Sainte-Clotilde-de-Horton, de la Beauce, du lac Louise (à Weedon) et enfin la région de Chambly-Carignan.

Hier matin, le comité interministériel, composé de huit spécialistes dont des évaluateurs, s'est rendu dans le bas du fleuve, en hélicoptère.

M. Jacques Bilodeau, ingénieur en génie hydraulique au ministère des

Richesses naturelles, a précisé que les propriétaires riverains de 35 régions du Québec déplorait des dommages causés par l'eau, mais qu'en dehors des huit régions dites prioritaires, il s'agissait de dégâts mineurs ou moins importants.

Quant à la région de Montréal, où les inondations font aussi des ravages annuellement, elle a volontairement été exclue du programme du ministère, parce qu'une étude indépendante y est déjà en cours, a souligné M. Bilodeau.

Le but de ces expéditions est évidemment d'évaluer les ravages, mais aussi recueillir le plus d'informations possible sur les inondations et leurs causes, afin que le conseil des ministres puisse se mettre sérieusement à l'étude.

Ensuite, le conseil décidera s'il accordera des fonds pour faire corriger les "situations" de façon permanente, ou s'il indemnisera les victimes de l'eau. Il se peut fort bien qu'on en vienne à la conclusion que les deux solutions sont nécessaires, a d'autre part déclaré un porte-parole.

Selon lui, il se pourrait que le conseil des ministres prenne une décision dans un délai assez bref.

Saint-Gabriel-de-Brandon

La situation s'est aggravée de façon alarmante au cours des dernières heures, à Saint-Gabriel-de-Brandon, où l'eau annonçait-on, hier, montait d'un pouce à l'heure sur les rives du lac Maskinongé, tandis que de fortes vagues poussaient des débris flottants contre des habitations.

Voir VICTIMES, page A 6

AUJOURD'HUI



photo Pierre Côté, LA PRESSE

La soirée Callas

Dans le cadre de leur présente tournée mondiale, Maria Callas et Giuseppe di Stefano chantaient hier soir devant 3,000 personnes, à la Place des Arts. Informations en pages A 6 et F 11.

HEBDO-ECONOMIE

- \$200 millions en transport pour la baie James
- "Qu'on ne nous reproche pas de vendre Melchers aux étrangers"
- 500 agences pour développer Montréal

— CAHIER F

SOMMAIRE

Alimentation : B 11
Arts et spectacles : F 11 à F 13
Bandes dessinées : F 10
Cinéma : F 13
Décès, naissances, etc. : F 14, F 15
Economie : F 1 à F 7
Editorial : A 4
Etes-vous observateur ? : F 10
Horoscope : B 6
Informations étrangères : D 1
L'auto : C 8 à C 10
Les maux de notre langue : D 17
Loisirs et Récréation : F 10
Médecins d'aujourd'hui : B 3
Mon Oeil sur Montréal : B 4
"Mot-mystère" : F 10
Mots croisés : D 8
Petites annonces : D 2 à D 18
Radio et télévision : A 16
Sports : C 1 à C 7, C 15
Tribunaux : F 14, D 17, D 18
ULTIMATUM : D 5
Vivre aujourd'hui : B 2 à B 6

Pour doubler les profits, doubler d'abord le nombre de libre-service

— 3 —

par Daniel MARSOLAIS

Dans le monde de la distribution du pétrole, c'est fou ce que les sociétés qui en sont responsables se ressemblent. Non seulement s'imitent-elles constamment, mais quand l'une double ses profits les autres les doublent également. On dirait qu'elles fonctionnent selon le principe des vases communicants : peu importe la grosseur des tubes, la colonne de liquide est toujours à la même hauteur.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner qu'unaniment elles répondent qu'il n'est pas question d'éliminer les stations-service conventionnelles pour les remplacer par des libre-service.

Si les postes libre-service se multiplient c'est, bien sûr, dû en partie à leur popularité. Mais, prétendent les compagnies pétrolières, ce n'est pas parce qu'il y a collusion entre nous pour nous emparer de la distribution exclusive de l'essence. Selon ces dernières, la multiplication des libre-service serait plutôt liée à la concurrence qu'elles se livrent. Pourtant, quand on leur demande des précisions sur l'objectif qu'elles poursuivent, les réponses se font évasives.

Le directeur de la vente au détail de la compagnie Shell, M. Gérard Bédard, estime que d'ici cinq ans 40 p. cent de toutes les ventes d'essence effectuées au Québec se feront par l'intermédiaire des libre-service. Pour sa part, M. Jacques Bédard, directeur des ventes à l'automobiliste pour la compagnie Imperial Oil (Esso), prétend que le pourcentage d'essence

vendu dans les libre-service sera de 25 p. cent.

Signalons qu'en Suède, 60 p. cent des ventes totales d'essence sont faites par des libre-service et qu'au Groenland, pays encore plus froid que le Québec et la Suède, le pourcentage est de 90 p. cent.

Jusqu'à maintenant, quelque 95 postes libre-service sont déjà en opération au Québec : la plupart étant concentrés dans la région métropolitaine. Bien que les compagnies soient réticentes à dévoiler leurs projets à court

et à moyen termes, elles invoquent le secret industriel... à cause de la concurrence, une chose est certaine : les libre-service vont proliférer.

Non pas qu'il y ait concertation entre les compagnies pour inonder le marché de ces nouveaux débits d'essence, mais tout simplement par effet d'entraînement. Dans ce domaine, l'initiative de l'un est immédiatement suivie par les autres.

Selon nos renseignements Esso va construire une dizaine de nouveaux

Voir PROFITS, page A 6

Bagarre pour une école à Laval

par Florian BERNARD

La violence a éclaté, hier soir, à la Commission scolaire de Chomedey-Laval alors que des centaines de citoyens ont chassé les commissaires d'école et les ont remplacés à la table des délibérations.

Ces commissaires "du peuple" ont littéralement pris l'assemblée en main et ont décidé, séance tenante, d'adopter une résolution faisant de l'école Présentation-de-Marie une institution exclusivement francophone. Sous le regard des policiers qui ne sont pas intervenus, les citoyens devenus commissaires ont répudié et congédié les commissaires élus.

Avant cette prise du pouvoir, les citoyens avaient généralement conspué les dirigeants de la Commission scolaire. La violence a éclaté lorsque les commissaires, faisant fi de la protestation massive de la salle, ont voulu adopter une résolution faisant de l'école Présentation-de-Marie une institution anglophone.

Des citoyens ont bondi sur la tribune, ont giflé les commissaires, tenté de déshabiller l'un d'eux et y

Voir BAGARRE, page A 6



Les deux camps de citoyens s'opposant au sujet de l'école Présentation-de-Marie, à la Commission scolaire Chomedey-Laval.

photo Réal St-Jean, LA PRESSE

FLASH/ELECTIONS

Itinéraires des chefs de partis

Le leader du NPD, M. David Lewis, entreprendra dimanche prochain la tournée de dix villes, tournée qui durera dix jours. Il passera une journée dans les villes suivantes: Toronto, Winnipeg, Regina, Vancouver, Edmonton, Saskatoon, Sudbury, Montréal, Halifax et Ottawa.

Le premier ministre Trudeau, pour sa part, doit parler samedi prochain à Toronto, à l'université York, à une réunion des candidats libéraux en Ontario.

Les prochains voyages de M. Robert Stanfield ne sont pas connus. Même chose dans le cas de M. Réal Caouette. On croit que celui-ci se tiendra surtout au Québec durant la campagne électorale. Le Québec a élu 15 créditistes aux dernières élections fédérales.

Nouveaux noms de comtés

Sept des 264 comtés fédéraux ont des noms différents de ceux qu'ils avaient aux dernières élections. Deux de ces comtés sont au Québec. Ce sont Montréal-Lachine-Bord-du-Lac, autrefois Montréal-Lachine, et Montréal-LaSalle-Emard-Côte Saint-Paul, autrefois Montréal-LaSalle. Les cinq autres comtés sont en Ontario. L'un d'eux est Ottawa-Vanier, autrefois Ottawa-Est.

John Turner est indigné

Le ministre des Finances, M. John Turner, trouve "pas mal cyniques" ceux qui prétendent qu'il n'était pas tellement intéressé à faire adopter le budget qu'il a présenté le 6 mai parce que, selon eux, une défaite libérale aux élections du 8 juillet lui fournirait la chance de succéder à M. Pierre Trudeau comme chef du Parti libéral du Canada.

Heureusement, dit-il, que l'immense majorité des Canadiens ne pensent pas de même.

M. Turner était interviewé à l'émission "Question Period" du réseau CTV.

Il a déclaré qu'il croyait et croit toujours dans le budget qu'il a présenté et que, même s'il avait présenté l'Ancien et le Nouveau Testament au NPD, il n'aurait pas eu plus de chance qu'avec le budget.

Un premier sondage de CKAC

Matthias Rioux, animateur de "Québec d'aujourd'hui", a effectué

hier après-midi, de 13 heures à 15 heures, un premier sondage d'opinion parmi les auditeurs réguliers de son émission.

Cet échantillonnage, fondé sur 394 appels téléphoniques, n'a toutefois pas la prétention d'être scientifique. Il ne fait que refléter les tendances actuelles d'un auditoire à l'écoute à ce moment précis de la journée du lundi 13 mai 1974. En voici les résultats:

Libéraux: 49 p. cent
Conservateurs: 8 p. cent
N.P.D.: 27 p. cent
Créditistes: 10 p. cent
Autres: 6 p. cent

Un journaliste candidat du PC

M. Ron Collister, courriériste parlementaire à Ottawa pour le réseau anglais de télévision de Radio-Canada, a fait savoir hier qu'il briguerait la candidature du Parti conservateur dans la circonscription de York-Scarborough, à Toronto, en vue de la prochaine élection fédérale, qui aura lieu le 8 juillet. Ce comté est représenté aux Communes par le ministre du Revenu, M. Robert Stanbury.

Un porte-parole de Radio-Canada a indiqué que s'il remporte la candidature, il sera requis de démissionner de son poste.

M. Collister, qui est actuellement en vacances pour une semaine, a déclaré pour sa part que s'il est choisi candidat, il demandera un congé sans solde. Le porte-parole de la société d'Etat a affirmé qu'il serait impossible de lui accorder un tel congé.

Il a précisé qu'en vertu d'un règlement de la Société, quiconque se présente à une élection fédérale doit résigner ses fonctions.

M. Collister a affirmé qu'il avait reçu plusieurs offres de deux partis en vue de se présenter comme candidat.

Trudeau se vend bien...

Une photo dédicacée du premier ministre Trudeau a rapporté le meilleur montant, parmi les articles à caractère politique, qui ont été vendus à un encan, hier, à Port Hope, en Ontario.

La photo fut vendue \$39, tandis qu'une copie de la Déclaration des Droits de l'Homme, signée personnellement par l'ex-premier ministre John Diefenbaker, se vendit \$37,50.

Un caleçon long pour homme, autographié par le leader conservateur Robert Stanfield a trouvé preneur à \$25.

L'UPA va plaider sa cause devant le cabinet

QUEBEC (PC) — L'Union des producteurs agricoles ira jusqu'au cabinet Bourassa pour plaider devant l'ensemble des ministres la cause de l'agriculture au Québec.

La rencontre, dont la date sera fixée vers la fin du mois ou au début de juin, doit être organisée par le ministre de l'Agriculture, M. Normand Toupin, qui a eu un entretien privé d'environ trois heures avec les dirigeants de l'UPA, lundi à ses bureaux de Québec.

L'annonce de cette rencontre a toutefois été faite par M. Paul Couture, président de l'organisme, qui est allé présenter devant la presse parlementaire un bilan de l'entretien qu'il venait d'avoir avec M. Toupin.

Si l'on en juge par l'ordre du jour préparé par le conseil général de l'UPA, cet entretien a été passablement utile au monde agricole, puisque les deux parties ont discuté l'ensemble des problèmes de cette industrie en souffrance.

Il a évidemment été question du budget de \$115 millions dont dispose le ministère de M. Toupin en 1974-75. Ce budget semble insuffisant aux yeux du ministre lui-même, mais il compte sur des crédits supplémentaires en cours d'année.

Réaction

Pour réaliser tous ses programmes, M. Toupin espérait un budget d'environ \$125 millions, tandis que l'UPA aurait voulu qu'il soit d'environ \$150 millions.

Que doit-on faire alors? Le ministre Toupin a déjà brandi la menace d'une démission et il persiste à dire qu'il ne pourra pas rester à la barre de l'Agriculture si le cabinet ne lui donne pas les ressources financières vitales pour l'application de ses nombreux programmes.

C'est donc dans cette optique qu'il faut envisager la rencontre prochaine entre le cabinet Bourassa et le conseil général de l'UPA. Pour l'UPA, il ne s'agit pas d'une "motion de non-confiance" à l'égard du ministre Toupin, mais si on peut l'aider dans ses revendications, on s'en réjouira, a noté M. Couture au fil de la conversation avec les journalistes.

Du reste, M. Toupin leur a promis une politique plus généreuse dans le secteur du drainage et un programme d'assurance-récolte mieux adapté aux besoins actuels, mais encore faut-il obtenir l'argent nécessaire pour ce faire.

Coupe de sonde

C'est précisément ce que l'UPA veut savoir: le cabinet Bourassa est-il disposé à investir dans l'industrie agricole, une industrie naguère choyée au Québec, mais délaissée depuis qu'on a donné une vocation industrielle à cette province?

M. Couture expliquera aux ministres qu'il faudra songer de toute urgence à relever l'agriculture, "plutôt que d'injecter des sommes considérables dans de nouvelles industries qui nous sont encore inconnues".

L'UPA s'appuie bien sûr l'opinion publique pour sensibiliser le gouvernement. Depuis l'avènement au pouvoir de l'équipe Bourassa en 1970, il faut croire que cela n'a pas suffi, car l'UPA sent le besoin de ressusciter une vieille tradition d'avant 1970, celle d'avoir une rencontre avec l'ensemble des ministres.

En plus du premier ministre Bourassa, les dirigeants de l'UPA souhaitent pouvoir rencontrer principalement les ministres Kevin Drummond, Terres et Forêts, Raymond Garneau, Finances, Victor Goldbloom, Affaires municipales et Environnement, Raymond Mailoux, Transports, et Jérôme Choquette, Justice, de même que Guy Saint-Pierre, Industrie.

En somme, M. Couture ne voit pas qui serait mieux préparé que M. Toupin pour diriger le ministère de l'Agriculture, mais de son côté, une chose est claire: l'UPA va prendre le taureau par les cornes pour amener les autorités gouvernementales à réagir favorablement aux pressantes demandes du monde de l'agriculture, un monde dont on ne pourrait se passer.



Le chef du Parti conservateur, M. Robert Stanfield, a inauguré hier la campagne du député conservateur d'Ottawa-Ouest, M. Peter Reilly (à gauche). Il n'eut comme auditoire que quelques journalistes et curieux.

Le CTC accorde à la FTQ un "statut particulier"

par Pierre VENNAT
envoyé spécial de LA PRESSE

VANCOUVER — La Fédération des travailleurs du Québec est officiellement vu reconnaître hier, par le président du Congrès du travail du Canada, le droit à un statut particulier au sein du syndicalisme canadien.

Et cette victoire de principe obtenue dès les premières minutes du congrès du CTC ouvre la voie à la conclusion d'un accord négocié entre les deux organismes et fait disparaître presque entièrement la crainte d'un schisme au sein de la centrale pancanadienne et du retrait de la FTQ du CTC.

C'est donc avec une joie non dissimulée que MM. Louis Laberge et Fernand Daoust, respectivement président et secrétaire général de la FTQ, ont accueilli ce pas en avant, que les deux hommes auraient cru impossible de la part d'un Donald MacDonald qui, il y a quelques semaines à peine, s'opposait encore à la reconnaissance de tout statut particulier pour le Québec.

Pour M. Laberge, donc, la déclaration de M. MacDonald est bon signe, c'est la première fois que le CTC reconnaît le principe d'un statut particu-

lier pour la FTQ. C'est donc un grand pas en avant qui a fait dire à M. Daoust, quant à lui, que le Québec est maintenant prêt à tout compromis acceptable sur sa résolution visant à concrétiser, dans les faits, cette déclaration de principe.

Divergences compréhensibles

Dans son allocution aux congressistes, M. MacDonald avait reconnu qu'il ne fait aucun doute que le CTC a souvent des divergences de vue avec la FTQ. Mais selon lui, il s'agit d'une situation compréhensible et, à bien des égards, à l'image de la société canadienne prise dans son ensemble.

Ce qui l'inquiète, cependant, c'est que les dirigeants canadiens et québécois ne soient pas parvenus à trouver moyen de réconcilier leurs divergences.

C'est pourquoi M. MacDonald s'est avancé jusqu'à déclarer que le CTC doit "reconnaître le caractère particulier du mouvement syndical québécois et, en collaboration avec les dirigeants du Québec, chercher un moyen d'adapter et de coordonner l'application de la politique du congrès dans cette province, de manière à garantir la sauvegarde des intérêts les plus chers et le bien-être des travailleurs québécois, en même temps que l'unité et la solidarité de tout le mouvement syndical canadien".

Pour la FTQ, de dire M. Daoust, il s'agit maintenant de s'assurer que cette déclaration de principe ne sera pas qu'un vœu pieux, qu'on prendra les moyens pour que la FTQ puisse avoir les instruments pour remplir son rôle, face à ses obligations particulières, brei qu'en cherchant à trouver des moyens pour en venir à une solution, on ne fasse pas subir un entêtement de première classe à la proposition officielle de la centrale.

Résolution

La FTQ, en effet, croit avoir trouvé la formule susceptible de régler le problème et soumet une résolution en ce sens au congrès, résolution accompagnée d'une brochure explicative, alléguant que "quoique structurellement équivalente aux autres fédérations, la FTQ joue un rôle plus considérable en raison des différences culturelles (langues) et syndicales (présence de centrales rivales), rôle que le CTC est incapable d'assumer de façon compétente, entraînant ainsi des pertes financières pour ses affiliés québécois".

La résolution prévoit une prise en main du service d'éducation par la FTQ au Québec, la négociation avec le CTC d'une formule de péréquation de l'argent versé au CTC par les travailleurs québécois et la délégation à

la FTQ, par le CTC, de la juridiction sur les conseils du travail, ce qui implique juridiction sur le personnel du CTC oeuvrant auprès de ceux-ci.

La discussion sur ce sujet doit se faire demain et les délégués québécois en étaient encore, hier, à préparer leur stratégie à ce sujet.

Chose certaine, M. Daoust a déclaré que le Québec s'assurera que ce précédent, puisqu'il s'agit de la première fois que le CTC reconnaît un statut particulier à la FTQ, ne sera pas qu'un vœu pieux.

Mais ce précédent, croit-il, augure bien pour l'avenir et laisse entrevoir que la fédération provinciale et la maison mère en arriveront probablement, demain, à une solution acceptable pour tout le monde.

"MacDonald étant le moins susceptible de pencher envers le statut particulier, le fait qu'il l'ait fait en public devrait entraîner l'assemblée à comprendre notre position", a dit M. Daoust.

L'inflation a détruit nos efforts

— MacDonald

VANCOUVER (PC) — Dans son discours d'adieu au Congrès du travail du Canada, M. Donald MacDonald, président sortant de cet organisme, a déclaré hier que l'espoir de faire des progrès dans la guerre à la pauvreté a été détruit par l'inflation. Selon lui, la hausse des prix cause une injustice cruelle, surtout aux gens qui doivent consacrer leur revenu en majeure partie à l'achat de produits essentiels dont les prix ont monté plus vite que ceux des biens et services non essentiels. M. MacDonald quitte la présidence cette semaine, au terme de ce congrès biennal.

"A la lumière des tendances inflationnistes actuelles et en perspective pour le reste de cette décennie, dit-il, et comme nous manquons encore d'une politique essentielle de distribution des revenus, la solution au problème de la pauvreté est loin de s'annoncer."

Le chef syndicaliste a notamment déclaré que depuis des années, des politiciens sans conscience, "qui ne se soucient aucunement du citoyen ordinaire", se sont joués des Canadiens.

Une feinte

Les politiciens, dit-il, ont essayé de convaincre le public qu'un taux de chômage de 5,5 à 6 p. cent, c'est du plein emploi. Mais en même temps, les salaires n'ont pas monté au même rythme que le coût de la vie.

M. MacDonald a déclaré que l'argument du ministre des Finances John Turner, à savoir que le véritable revenu disponible a augmenté, n'est qu'une "fustierie arithmétique". Le projet de loi contre les profits excessifs, présenté aux Communes juste avant la chute du gouvernement, a également été une feinte délibérée, selon M. MacDonald.

Pour lui, les travailleurs organisés doivent chercher à ouvrir leurs contrats de travail, pour ajuster leurs salaires au coût de la vie. Et les syndicats devraient dire aux travailleurs non syndiqués, qu'il leur faudrait recourir à la négociation collective pour se protéger des effets de l'inflation.

"Notre tâche principale, notre plus grand défi, est encore d'organiser ceux qui ne le sont pas. Il faut transmettre notre message dans toutes les usines, bureaux et autres entreprises, sans oublier un moment que les deux tiers des pauvres en ce pays sont des travailleurs qui ont des emplois à faible revenu."

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI
Minimum 40 Maximum 40
Partiellement nuageux

DEMAIN
Doux et nuageux,
possibilité de pluie.

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	40	55	Partiellement nuageux	Nuageux
Outaouais	40	60	Partiellement nuageux	Doux et nuageux
Laurentides	40	55	Partiellement nuageux	Nuageux
Cantons de l'Est	40	55	Partiellement nuageux	Nuageux
Québec	40	55	Partiellement nuageux	Nuageux
Rimouski	35	50	Généralement nuageux	Gén. ensoleillé et doux
Lac Saint-Jean	40	55	Partiellement nuageux	Nuageux
Baie-Comeau	35	50	Généralement nuageux	Ensoleillé et doux
Sept-Îles	35	50	Généralement nuageux	Ensoleillé et doux
Gaspé	35	50	Généralement nuageux	Ensoleillé et doux

au Canada

	AUJOURD'HUI	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Averses	40	55
Alberta	Ensoleillé	40	55
Saskatchewan	Ensoleillé	—	—
Manitoba	Averses	40	50
Nouveau-Brunswick	Dégagement	40	60
Nouvelle-Écosse	Dégagement	40	60
Ile-du-Prince-Édouard	Dégagement	40	55
Terre-Neuve	Pluie	35	40
Ontario	Averses	45	60

si vous partez

Aux Etats-Unis								
	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	52	73	Chicago	51	72	New Orleans	67	87
Washington	50	82	San Francisco	48	72	Miami	72	88
Boston	46	75	Los Angeles	—	—			

Vers les capitales

Paris	—	55	Moscou	—	41	Hong Kong	—	79
Londres	—	59	Stockholm	—	54	Lisbonne	—	61
Rome	—	72	Tokyo	—	64	Sydney	—	70
Berlin	—	68	Athènes	—	68	Tunis	—	81
Amsterdam	—	61	Casablanca	—	64	Vienne	—	64
Bruxelles	—	66	Genève	—	66	Varsovie	—	61
Madrid	—	72	Le Caire	—	77			

(Ces chiffres indiquent le minimum enregistré hier et le maximum la nuit dernière)

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 700, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. "Courtier de la deuxième classe" — Enregistrement numéro 1400. Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS	174-7272
Livraison à domicile: Lundi au samedi \$1.15	REDACTION 174-7070
Lundi au vendredi 1.00	EDITORIAL 174-7030
Samedi seulement 0.35	PROMOTION 174-7100

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE	174-7383
par porteur: 13 28 52	PETITES ANNONCES 174-7111
Lundi au samedi \$13.80 \$27.60 \$55.20	Commandes du lundi au vendredi: 9h à 17h
Lundi au vendredi 12.00 24.00 48.00	Pour changer ou annuler du lundi au vendredi: 9h à 18:30h
Samedi seulement* 9.10 18.20	

par courrier:	174-7300
Lundi au samedi \$26.00 \$52.00 \$104.00	Grandes annonces 174-7306
Lundi au vendredi 19.50 39.00 78.00	National, Télé-Presse, Vacances, voyages
Samedi seulement 9.10 18.20 36.40	Carrières et professions, nominations 174-7320

* Minimum de 26 semaines
Côte-Nord, par avion, 0.40

Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 9h à 20h (Samedi: 9h à 17h)
174-6911

Créé en juin 1972, réuni pour la première fois en mars 1973, le Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et de plein air rend public aujourd'hui à Québec son premier rapport annuel, remis au ministre responsable, M. Paul Phaneuf, il y a une quinzaine de jours.

Il s'agit d'un rapport de près de 80 pages, complété par deux annexes, la première reproduisant l'allocation prononcée par le ministre à la première réunion du conseil, la deuxième étant une analyse des politiques du gouvernement en matière d'assistance financière.

Cette question aura d'ailleurs été, si l'on en juge par le rapport dont LA PRESSE a obtenu une copie, la principale question étudiée par les quinze membres du Conseil québécois.

Elle aura même été l'occasion d'un accrochage entre le conseil et le ministre, qui fut invité à expliquer pourquoi on l'avait ignoré en transmettant

les cahiers de la population se donne pour manifester et répondre à certains de ses besoins en loisir.

Les membres du conseil ont également noté la constatation suivante dans leur rapport: "La majorité des organismes de loisir au Québec démontrent un désir accru de participation aux décisions qui les concernent. Par ailleurs, il faut constater que le climat de confiance et l'ouverture au dialogue font souvent défaut."

Dans les conclusions et recommandations, on peut également souligner d'autres sujets qui ont agacé les membres du Conseil québécois qui s'est, par ailleurs, refusé à se prononcer sur le problème de la centrale administrative unique, dossier mis de l'avant par les fonctionnaires en septembre dernier et qui n'est pas encore complété.

Le conseil affirme donc que le haut commissariat doit appuyer, faire confiance et respecter les organismes pri-

visés que la population se donne pour manifester et répondre à certains de ses besoins en loisir.

Egalement, le conseil souligne que le travail de coordination interministérielle en loisir est essentiel. Il ajoute: "De la même façon, il s'avère nécessaire de rendre publics les résultats de ces travaux."

Parce qu'un comité interministériel, créé également en juin 1972, a produit un rapport depuis ce temps et que, malgré des demandes répétées, le conseil n'en a pas obtenu communication, l'occasion de le faire remarquer au ministre ne pouvait être ratée.

D'autant plus que ce rapport, préparé par des représentants de ministères qui ont tous des programmes affectant le loisir, pourrait avoir une importance certaine sur l'avenir prochain du haut commissariat, soit qu'on y recommande l'augmentation de sa juridiction, ou plus simplement son démantèlement.



C'est en tombant du toit de cette maison que le pompier Guy Filiatrault a trouvé la mort hier soir.

photo René Picard, LA PRESSE

Un incendie coûte la vie à un pompier

Un pompier de 41 ans, M. Guy Filiatrault, est mort cette nuit, vers minuit, en tombant du toit d'une maison d'appartements en flammes, avenue Claremont, dans l'ouest de Montréal. M. Filiatrault, qui était père de quatre enfants, occupait au Service des incendies le poste de chef de district pour le centre de la ville.

Au dire du directeur du Service, M. René Plaisance, l'accident s'est produit au cours des manœuvres qui ont suivi la deuxième alerte. Vers deux heures ce matin, alors que l'incendie était pratiquement maîtrisé, M. Plaisance disait encore tout ignorer des circonstances exactes de la mort de M. Filiatrault.

Celui-ci, selon l'hypothèse émise par des pompiers, aurait fait un faux pas, alors qu'il se trouvait sur le bord du toit, après avoir été aveuglé par la fumée.

Un autre pompier — dont on n'a pas communiqué le nom — a aussi fait une chute. Ce dernier, selon le directeur, est tombé dans un puits d'aération, alors qu'il était lui aussi, sur un toit. Il a été hospitalisé à l'hôpital Queen Elizabeth, rue Marlowe.

Cinq alertes

L'incendie s'est déclaré à 23 h 11, à l'arrière du 2106, avenue Claremont, pour gagner ensuite les côtés et l'avant de la maison d'appartements de trois étages.

Vu sa propagation très rapide, cinq alertes (ce qui équivaut à une alerte générale) furent lancées dans les trente minutes qui suivirent.

150 pompiers étaient sur les lieux, auxquels sont venus se joindre environ 25 autres un peu plus tard.

Au dire du directeur, tous les occupants des appartements touchés (par les flammes ou par l'eau et la fumée),

soit 45 familles, ont pu quitter à temps la maison.

Par ailleurs, 21 pompiers souffrant de blessures légères ou d'asphyxie ont été traités à l'hôpital Queen Elizabeth.

Malgré l'heure tardive, une foule nombreuse — dont beaucoup de gens tenant un chien en laisse — se pressaient autour de la maison. Ça et là, quelques personnes avec une couverture sur les épaules. Ils habitaient la maison en flammes.

"J'ai entendu un craquement et le bruit d'objets qui tombaient, raconte une institutrice de 29 ans, Patricia Anne David, qui demeurait au rez-de-chaussée. J'ai pensé que c'était le chat mais en regardant dans la cour j'ai vu l'appartement voisin en feu..."

Mme Alice McAuliffe, qui est dans la soixantaine, est sortie pour sa part par une fenêtre. Elle était, dit-elle, dans le corridor de son appartement, au rez-de-chaussée, quand elle a aperçu la porte vitrée d'entrée... toute rouge.

Une femme de 45 ans, Mme Dorothy Weekes, qui occupait un appartement au sous-sol avec sa mère et un neveu, explique qu'elle a été éveillée par des voisins qui ont frappé à une de ses fenêtres.

"Tout ce qu'on voyait, c'était du feu", dit-elle.

Des médecins du Queen Elizabeth Hospital ont déclaré, par ailleurs, que trois autres pompiers ont dû être traités, l'un pour suffocation par la fumée, un autre pour blessure au pied et un troisième pour une blessure qualifiée de légère.

L'incendie a laissé des centaines de locataires des immeubles ravagés, dans un état d'épouvante. Certains déambulaient dans les rues alors que d'autres s'assemblaient au coin des rues pendant que les pompiers s'efforçaient de maîtriser le sinistre.

Le Conseil scolaire accuse Québec de retarder la construction d'écoles

par Pierre-Paul GAGNE

Le président du Conseil scolaire de l'île de Montréal, M. Jacques Mongeau, a accusé le gouvernement provincial, hier, de se servir de faux prétextes pour retarder la construction ou l'agrandissement d'une douzaine d'écoles secondaires sur l'île de Montréal.

Cette question est venue sur le tapis au cours d'une réunion spéciale du Conseil scolaire de l'île de Montréal, hier soir, alors qu'un groupe de parents anglophones étaient venus s'informer des raisons pour lesquelles le gouvernement provincial venait de retarder la construction de la polyvalente Lester-B. Pearson, à Montréal-

Nord, et l'agrandissement de l'école secondaire J.-F. Kennedy, à ville Saint-Michel.

Selon le gouvernement québécois, les montants requis (environ \$6 millions) ne pourront pas être accordés tant que les commissions scolaires impliquées n'auront pas accepté de réviser la conception même des deux projets.

Répondant aux questions des parents courroucés, M. Mongeau a affirmé qu'il y avait tout lieu de croire qu'il s'agissait là d'un faux prétexte et que le gouvernement, en réalité, veut retarder la construction ou l'agrandissement de ces écoles par simple souci d'économie.

Aux dires de M. Mongeau, une dizaine d'autres écoles, outre Lester-B. Pearson et J.-F. Kennedy, sont dans la même situation sur l'île de Montréal et leur construction pourrait être retardée d'un an.

Pour M. Mongeau, il s'agit assurément d'un faux prétexte parce que

tous ces projets avaient déjà été acceptés par les commissions scolaires impliquées et par le Conseil scolaire de l'île de Montréal. De plus, tous ces projets avaient fait l'objet de discussions avec les hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation qui, à l'époque, n'avaient formulé aucune objection majeure à leur réalisation.

Quoi qu'il en soit, M. Mongeau a promis, à la grande satisfaction des parents, qu'il rencontrera le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, dans les plus brefs délais afin de "savoir à quoi s'en tenir au juste".

Le cas des écoles Kennedy et Pearson affecte quelque 4,000 étudiants qui auraient normalement dû prendre possession de leurs nouveaux locaux dès septembre prochain. Plusieurs dizaines de milliers de dollars ont déjà été investis dans ces deux projets en honoraires d'architectes et d'ingénieurs.

Par ailleurs, les membres du Conseil scolaire ont adopté à l'unanimité,

hier soir, un projet visant à établir une carte de la pauvreté, carte qui permettra d'identifier dans toutes les commissions scolaires de l'île les écoles de milieux défavorisés.

Cette carte devrait être terminée d'ici environ six mois et coûtera un peu plus de \$20,000 au Conseil scolaire. Sa confection a été confiée, hier soir, à trois chercheurs, MM. Raymond Dépatrice, Yvon Lefebvre et Claude Parent.

Ceux-ci se baseront principalement sur les données économiques du recensement fédéral de 1971 pour établir cette carte qui fournira aussi bien des données d'ordre général que des données spécifiques à chaque commission scolaire et à chacun des districts scolaires.

Dans un premier temps, les chercheurs tenteront d'identifier les facteurs de pauvreté à partir d'indices d'ordre démographique (langue d'usage, origine ethnique), socio-économique (revenu, charges familiales) et

socio-culturel (scolarité des parents, concentration des immigrants, isolement culturel, etc.).

Cette identification des facteurs de pauvreté permettra par la suite de dresser une série de cartes indiquant les secteurs prioritaires où une intervention serait requise en ce qui concerne l'aide aux écoles des milieux défavorisés.

Emprunt

Dans un autre ordre d'idée, les membres du Conseil scolaire ont dû retarder à une séance ultérieure l'approbation d'un projet d'emprunt à long terme pour financer des dépenses en immobilisation, projet qu'ils voulaient lancer, ces jours-ci, sur le marché des obligations.

Ce projet d'emprunt qui, a-t-on appris, se situerait entre \$10 et \$20 millions a été retardé en raison de la détérioration des marchés qui a considérablement fait augmenter les taux d'intérêts au cours des derniers mois.

Leur force: le poulet vivant

par Madeleine BERTHAULT

DOUVILLE — "Notre force, c'est le poulet vivant!" Tel est le slogan de quelque 1,700 travailleurs d'abattoirs qui refusent de tuer un million et demi de poulets par semaine depuis le 30 avril.

Quant aux poulets déjà morts "les employeurs peuvent bien appeler l'anti-émeute pour les sortir des entrepôts... après ça on aura la paix..."

Et tandis que le poulet mort se fera de plus en plus rare, les poulets vivants vont se multiplier et les éleveurs seront obligés de faire des pressions auprès des propriétaires d'abattoirs car les poulets ne peuvent pas attendre pour être tués étant donné qu'ils doivent avoir tel poids et tel âge pour aller à l'abattoir!...

Au cours d'une vaste assemblée syndicale hier après-midi à Douville près de Saint-Hyacinthe, les travailleurs des abattoirs Québec Poultry ont rejeté les offres patronales (\$0.50 de l'heure) en demandant catégoriquement une augmentation de \$0.85 l'heure.

Grève illégale

Leur grève est illégale puisque leur convention collective est encore en vigueur. Leur geste s'inscrit dans le cadre de la rouverture de cette convention relativement aux salaires à cause principalement de la hausse du coût de la vie et aussi pour "rattraper", c'est-à-dire avoir des salaires plus décents.

Actuellement la moyenne des salaires dans les abattoirs de volailles est

de \$2.60, alors que la moyenne des salaires de tous les travailleurs au Québec est de \$4.28 (Canada: moyenne de \$4.54).

En plus des employés de Québec Poultry, ceux de White Rock à Saint-Damase et de Chanteclerc (Avico) à Iberville, se sont joints au mouvement de protestation et ont formé un front commun. Leurs syndicats respectifs sont affiliés à la CSN, dans la Fédération du Commerce. Par ailleurs, 70 employés de la Co-op fédérée du Québec à Saint-Félix-de-Valois sont aussi en grève, mais légale, puisqu'il s'agit d'une nouvelle négociation collective.

Au cours de l'assemblée d'hier qui fut particulièrement bruyante et enthousiaste, les dirigeants syndicaux ont souligné que la solidarité se fait sentir depuis deux semaines dans le do-

main du poulet. On a dit aussi que l'augmentation du coût de la vie n'est pas due aux travailleurs mais plutôt aux exploités qui veulent faire plus d'argent et qui plument (sic) les travailleurs et les consommateurs.

Tant les directeurs de grève que les conseillers syndicaux ont prévenu les travailleurs de ne pas "tomber dans le piège de la violence et de résister à la provocation". On leur a demandé de respecter les ordres du comité de stratégie et de ne pas sombrer dans le vandalisme. "Ceux qui ont des 12 et des bâtons de dynamite, oubliez ça chez vous; la violence, c'est le moyen des faibles et nous, nous sommes forts parce que nous sommes solidaires et déterminés à gagner la bataille".

Trudeau a oublié une dette

OTTAWA (PC) — Le bureau du premier ministre Trudeau, à Ottawa, s'est dit surpris, intrigué et confus en apprenant que le chef du gouvernement n'avait pas payé ses taxes sur un terrain dont il est prétendument propriétaire dans le sud-est de l'Alberta.

Un porte-parole du premier ministre a déclaré qu'il n'a pas retracé une lettre concernant le transfert de cette propriété à M. Trudeau et il a demandé à quiconque peut résoudre le quiproquo de communiquer avec Ottawa.

"Le premier ministre paie toujours ses dettes... quand il en a."

En effet, en 1972, à la blague, un terrain de 50 pieds par 120 dans le village de la Patricia en Alberta a été donné au premier ministre.

Mais les autorités du comté commencent à trouver la blague moins drôle, car le premier ministre doit au moins \$3, peut-être même \$6, en arriérés de taxes foncières sur ledit terrain.

Selon le maire Tom Musgrove, "toutes sortes de gens viennent et demandent si Trudeau a payé ce qu'il doit, et je dois leur répondre 'non'; alors ils veulent savoir pourquoi eux paieraient leurs propres taxes".

Le titre du lot a été envoyé à M. Trudeau à l'automne de 1972 par un fermier de la région, M. Albert Ketchmark, comme cadeau, "juste pour lui montrer, après l'élection des 19 candidats conservateurs en Alberta cet automne-là, qu'il a encore un ami en Alberta", avait expliqué M. Ketchmark.

Le titre fut légalement transféré au premier ministre en janvier 1973. Mais M. Ketchmark, comme tout le monde sait, est un conservateur invétéré, et toute l'affaire avait été montée en blague.

M. Trudeau, cependant, a gardé le titre, et est maintenant enregistré comme propriétaire de ce terrain qui, entre-temps, est joliment négligé, selon M. Musgrove.

**ANGLAIS - ESPAGNOL
ALLEMAND
COURS DE
CONVERSATION**

\$119

**OFFRE SPÉCIALE VALABLE
CETTE SEMAINE SEULEMENT**
ADULTES et ADOLESCENTS
DÉBUT DES COURS: JUIN - JUILLET - AOÛT

LPS®

Étage F. Place Bonaventure 878-2821
Reconnue par le Ministère de l'Éducation
Permis no 749766 — (Culture personnelle)

**ELIE
BUSINESS
COLLEGE**

COURS DU JOUR
Secrétaire de services

- Détenteur d'un permis du Ministère de l'Éducation
- Au service du public depuis plus d'un demi-siècle
- Pour jeunes filles seulement

COURS D'ÉTÉ (SOIR)
Dactylographie

4510, rue Saint-Denis,
au nord de Mont-Royal

Demandez notre prospectus 845-2628

ÉCOLE DE CONDUITE!

De préférence

LAUZON

André Talbot
OPTICIEN D'ORDONNANCES
7168, ST-HUBERT, Mtl Tél. 271-4868

**RÉOUVERTURE DU
TRAINATORIUM**
LE 15 MAI
NOMBREUX SPÉCIAUX NON ANNONCÉS
à 5026 ouest, rue Sherbrooke, 487-4881
Toujours à la même intersection mais de l'autre
côté de la rue juste à l'ouest de Claremont

Cours accélérés
préparant pour le marché du travail

PLACEMENT
NATIONAL ET
INTERNATIONAL

**STÉNO
DACTYLO**
dicta., réceptionniste
SECRÉTARIAT
général, légal, médical
Reconnus par le ministère de l'Éducation

POUR RENSEIGNEMENTS
COMPOSEZ
878-9186
POSTE 7

INSTITUT DE STÉNOTYPIE INTERNATIONALE INC.
dûment affilié à
Institut de Secrétariat International
1015, CÔTE DU HÉAVER HALL, MONTRÉAL

la presse

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER LEMELIN
président et éditeur

ROCH DESJARDINS
vice-président

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS
directeur de l'information

MARCEL ADAM
editorialiste en chef

Au Barreau comme aux Postes

Qui l'aurait cru? Les avocats du Québec connaissent maintenant les mêmes problèmes que les postiers du Canada. Pour les uns comme pour les autres, l'évolution du monde, qu'elle soit technique ou sociale, ferme des portes brutales à des domaines autrefois rassurants et rémunérateurs.

L'apparition de la Cour des petites créances a déjà frappé durement plusieurs avocats dont les causes se situaient souvent autour d'un conflit de quelque \$300. Comme cette Cour semble produire de bons résultats, on ne doit pas prévoir de changement dans le système. Ou peut-être un seul: la possibilité d'élever ce maximum de \$300.

Les avocats prétendent que leur exclusion de cette Cour prive les citoyens du droit au service d'un défenseur. L'observation est juste. Mais elle ne dissimule pas vraiment les autres raisons qui motivent les avocats dans leurs regrets officiels. Le fond du problème réside dans la perte de gains occasionnée par l'évolution de la société.

Les membres du Barreau craignent cependant davantage une autre intention du gouvernement provincial, qui consisterait en l'établissement de l'assurance-automobile appelée "d'indemnisation sans responsabilité". Si un tel projet prenait force de loi à Québec, les avocats perdraient alors une nouvelle source de revenus bien plus importante. On peut prévoir que plusieurs bureaux devraient fermer leurs portes.

Il ne s'agit pas de conserver des règles vétustes pour protéger une profession qui ne saurait pas s'adapter au changement. Mais les mem-

bres d'une profession doivent voir à ce que les législations nouvelles servent le public aussi bien qu'eux-mêmes peuvent le faire.

Dans l'éventualité d'une assurance d'indemnisation sans responsabilité, le Barreau défend les intérêts de la population en défendant ceux de ses membres. Car les conducteurs qui ont le sens de la responsabilité refuseront toujours de payer pour ceux qui ne l'ont pas. Car finalement, tout se paie.

Autre pierre d'achoppement pour les avocats: le service actuel de l'Assistance judiciaire qui les empêche presque, en pratique, de recevoir les clients qui pourraient les choisir. Les avocats aimeraient qu'il soit possible à tous ceux qui ont besoin de leurs services de se rendre à leur bureau; ils voudraient un système aussi simple que celui des médecins; ils voudraient que l'Etat paie la note de tous les frais qu'ils jugeront à propos de faire.

La chose est probablement réalisable. Mais les avocats devront d'abord accepter d'être dépendants d'une socialisation qui créera un jour les mêmes remous que chez les médecins. Car l'Etat découvrira peut-être dans quelques années que le droit à la justice est aussi grand que celui à la santé.

Quand on change des machines, aux Postes, on dit que c'est pour l'amélioration du service. En Droit, on dit la même chose. Mais le progrès, ça se paie.

Jean-Guy DUBUC

Syndicalisme et bien commun

Il faut se rendre à une évidence: au Québec, n'importe qui peut, n'importe quand, paralyser de vastes chantiers de travail ou de grands services publics.

Après l'arrêt spectaculaire des travaux de la baie James en mars, ainsi que ceux plus récents du service des postes et des transports aériens, le public a dû subir l'arrêt intermittent d'émissions à Radio-Canada, ainsi que celui de nombreux travaux de construction dans la Métropole, sans oublier les embarras créés par les chauffeurs de taxi à l'aéroport.

On dirait que, dans "la belle Province", on adore s'empoisonner l'existence. Pour un oui ou pour un non, on monte sur ses grands chevaux et l'on prend les grands moyens. Le phénomène devient tellement fréquent qu'on n'en voit plus l'absurdité. Cols bleus ou cols blancs, intellectuels ou manoeuvres, plus personne ne se parle autrement qu'avec de gros mots. On ne négocie plus, on lance des ultimatum et l'on pratique l'intimidation sous toutes ses formes.

Le syndicalisme a été vraiment de l'or en barre pour une élite de travailleurs au Québec. "Comment en un plomb vil (cet or) s'est-il changé?" Comment une si grande et noble chose a-t-elle pu devenir la proie de petits chicaneaux?

On a souvent l'impression que le but de certains syndiqués n'est plus de travailler au bien des membres, mais d'abord à celui du syndicat, et tant pis si les membres doivent en souffrir. Le contenant devient plus important que le contenu; le moyen a préséance sur la fin. On sauve le bateau et au diable l'équipage.

Tout se passe comme si l'objectif n'était plus de travailler à la paix et à l'harmonie entre patrons et ouvriers, mais plutôt de cultiver les irréductibilités entre les deux. Bref, on dirait que le syndicalisme existe, non plus pour aider ses membres et pour mieux servir la population, mais au contraire pour enquiquiner le plus de monde possible.

La grève des Postes a embarrassé le gouvernement et généré nombre de petites gens. La violence à la baie James a coûté aux contribuables plusieurs millions de dollars, et a fait chômer durant sept semaines quelque 850 travailleurs de la

construction. Tout cela pour rien. Ce coup de force insensé n'a rien fait avancer.

La violence et l'intimidation dans les cimenteries Miron et Francon ont paralysé les travaux sur les chantiers du terrain olympique, du vélodrome, de l'autoroute Mirabel, de l'extension du métro, de la Place Desjardins et de quantité d'immeubles dans le centre de la ville. On évalue à 30,000 le nombre de travailleurs affectés par cette situation qui découle du fait que les grandes centrales syndicales n'arrivent pas à mettre fin à leurs rivalités.

Il doit pourtant y avoir un moyen de ramener les autorités à la logique et à la raison. Comment? En faisant appel à la bonne volonté et en prenant davantage ses responsabilités.

Le gouvernement se montre plutôt passif. Pourtant, sa tâche consiste à faire respecter davantage, et d'une façon plus expéditive, l'intérêt général. Si on laisse bafouer impunément le bien commun, on en dégrade la respectabilité. Pour aucune considération, le gouvernement ne saurait tolérer que des groupes d'individus privent de force la collectivité et d'autres groupes d'individus de services et d'emplois auxquels ils ont un droit strict.

De leur côté, les centrales syndicales, comme les grandes entreprises, n'ont pas le droit de bâtir des monopoles sur le dos de la collectivité. Elles ont des droits, mais la collectivité aussi en a, et ses droits à elle passent avant ceux des particuliers ou des groupes de pression.

Si chacun se retranche sur son bon droit individuel, un jour viendra où plus rien ne pourra fonctionner dans le monde. Le bien particulier arrête là où commence le bien général. C'est un truisme bien sûr, mais les faits démontrent qu'il importe de le rappeler.

Les grandes centrales syndicales doivent se hâter de régler leurs dissensions autour d'une table. Elles doivent, et elles peuvent sûrement, en venir à des compromis honorables. Elles doivent, et elles peuvent, se purger de tous les éléments troubles qui ternissent leur bonne réputation et qui enveniment, beaucoup plus qu'ils ne règlent, les problèmes nouveaux qui se posent.

Jean PELLERIN

Saint Georges et le dragon

Samedi dernier, sous le titre "M. Bourassa et les élections", j'écrivais que le Parti libéral du Québec pourrait difficilement éviter d'afficher une neutralité bienveillante à l'égard des candidats libéraux aux élections fédérales.

Mais qu'en est-il du Parti québécois? C'est au Parti lui-même qu'il revient de se définir, et je n'ai personnellement aucun titre à l'exercice de je ne sais quelle fonction intellectuelle à son égard. Mais que voulez-vous? c'est l'actualité elle-même qui propose des thèmes de réflexion.

Partisan déclaré de l'indépendance du Québec, le PQ peut, en théorie, juger que les élections du 8 juillet ne le concernent nullement, et qu'il n'a pas plus à se prononcer entre Trudeau, Stanfield, Lewis et Caouette qu'il n'a à choisir le prochain Président de la République française.

Mais, comme l'écrivait Gil Courtemanche, dans le *Jour* d'hier, "nous pourrions bien fermer nos appareils de télévision, refuser de lire la page des nouvelles canadiennes, ils (les élus du 8 juillet) seront quand même les arbitres de notre bien-être". Autrement dit, si le PQ comme tel n'est pas preneur, les Québécois, eux, ont le droit de vote aux élections fédérales, et ils entendent bien (pour la majorité d'entre eux) s'en prévaloir. Les choses étant ce qu'elles sont, la tentation pourrait devenir grande pour le Parti québécois de peser, d'une manière ou d'une autre, sur le choix des électeurs.

Sans attendre de consigne, une partie de la clientèle du PQ ira au NPD, bien que ce parti soit le plus centralisateur de tous. Il s'en trouvera aussi qui, ayant voté pour Lévesque, ne verront aucun inconvénient à soutenir Trudeau, "parce que c'est l'un des nôtres".

De son côté, Yves Michaud écrivait (le *Jour* de samedi) que "sous ce rapport (allusion à la

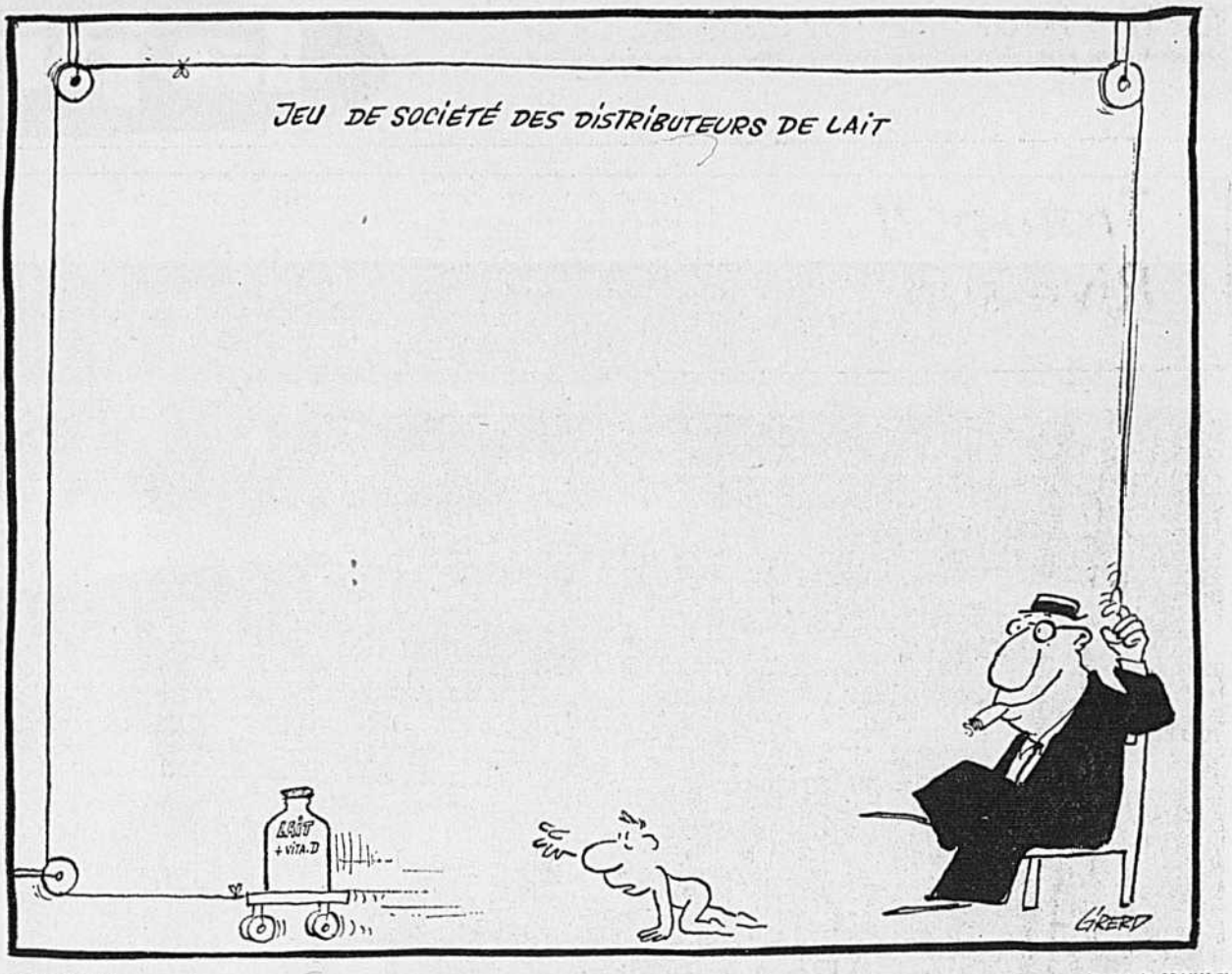
constitution) les positions du Parti conservateur paraissent plus conciliables avec l'esprit du fédéralisme que celles de libéraux". Il serait certainement abusif de tenir pareille affirmation pour une invite aux péquistes à jeter leur dévolu sur les conservateurs. Mais elle prouve jusqu'à quel point les positions constitutionnelles de M. Trudeau sont jugées perverses par le Parti québécois.

Si les choses sont bien telles qu'on paraît les comprendre au sein du Parti québécois, l'habileté suprême consisterait peut-être, pour lui, à investir sa propre "défaite" dans la compétition qui s'engage. Je mets le mot "défaite" entre guillemets, parce que je n'ignore pas comment les exégètes du Parti québécois interprètent les chiffres des dernières élections provinciales. Mais il n'en demeure pas moins vrai que M. Bourassa a été présenté à New York comme le grand vainqueur du "séparatisme" et que M. Trudeau lui-même estime que la fièvre sécessionniste se résorbe et qu'il l'a dit.

Or, qu'est-ce qui nous prouve que le Canada anglophone n'a pas lui-même acquis la conviction que la question du Québec est réglée une fois pour toutes (grâce à MM. Trudeau et Bourassa) et que ce sentiment-là n'a pas joué dans la chute du gouvernement? Bien entendu, le budget, l'inflation, la hausse des prix ont fait basculer l'équipe libérale. Mais quelle preuve avons-nous que le Canada anglophone n'a pas également acquis la certitude que saint Georges Trudeau a vaincu une fois pour toutes le dragon "séparatiste" et qu'il peut maintenant laisser la place à d'autres et rentrer tranquillement chez lui?

Si cette analyse est exacte, le PQ n'a, d'ici le 8 juillet, qu'à laisser courir, tout simplement.

Guy CORMIER



Tous droits réservés

(parue le 12-VIII-71)

ce que pense LE LECTEUR

Un éditorialiste en or

Monsieur Ivan Guay, dans son éditorial du 26 avril dernier, a dit la vérité, toute la vérité sur l'inflation.

Nous concevons avec lui que nos dirigeants n'en lèvent pas gros pour régler ce problème d'une si grande envergure. S'il est vrai que "gouverner c'est prévoir" c'est minable comme effet. Nous sommes dans la mouise jusqu'aux oreilles et "rien ne se crée et tout se perd". Quelle déchéance! On n'a plus les politiciens qu'on avait. C'est une marchandise qui baisse en qualité tout en montant de prix. Ça fait partie de l'inflation. Ils sont inconscients ou incapables; mais ils voyagent beaucoup. Si ces déplacements pouvaient enrichir leur jeunesse, comme tout irait mieux!

Il va sans dire que le peuple est bien dépressif: on lui fait tant de promesses qui n'aboutissent à rien. Ça tourne toujours à la rigolade. Mais ce n'est pas drôle du tout pour ceux qui en font les frais.

S'il est vrai que nos gouvernements n'ont pas de politique alimentaire ni d'énergie, pas surprenant que nous en sommes au bord de la faillite.

Un gouvernement qui a manqué de prévoyance devrait être éliminé ipso facto pour une durée au moins de dix ans, ce qui lui donnerait à réfléchir.

Dans la veine où nous allons il est évident que nous ne récolterons pas d'or.

Il semble que sur nos collines parlementaires on manque de sérieux. Viendra un jour où nous serons obligés de remplacer tout cela par un TRUST, sans députés, ni ministres, ni partis. Vous voyez l'économie?... Ce serait basé comme une entreprise commerciale avec des profits en perspective et non des déficits. Nous aurions ainsi la crème des financiers (et DEVIENDRIONS DES PRETEURS D'ARGENT, DE QUEMADREUX QUE NOUS SOMMES).

Rosario VENNE,
Saint-Hippolyte, Qué.

VINCENT PRINCE

Vers un rôle plus grand des nôtres au sein de l'industrie

Le ministre de l'Éducation, M. François Cloutier, annonçait récemment la création d'une École de technologie supérieure qui relèverait de l'Université du Québec. Cette école, qui aura un statut semblable à celui de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), sera établie à Montréal et recevra ses premiers élèves dès la rentrée scolaire de l'automne.

Disons immédiatement qu'il s'agit d'une excellente nouvelle. L'école en question était réclamée depuis de nombreuses années par plusieurs corps intermédiaires, notamment par la Chambre de commerce de la province qui en faisait l'objet d'un mémoire à l'hon. Paul Sauvé dès le 11 mai 1959.

L'École supérieure de technologie dispensera un cours de premier cycle universitaire couronné par un baccalauréat en technologie. Elle offrira pour commencer la spécialisation en électricité et la spécialisation en mécanique.

En somme, on y formera, sous le nom de technologues, des ingénieurs ayant une formation plus pratique que scientifique, une sorte d'ingénieurs-techniciens. On peut se demander d'ailleurs pourquoi l'on n'a pas retenu ce dernier vocable. C'est celui qu'utilisait le Conseil supérieur de l'éducation dans un rapport en date du 11 mars 1971.

Justement, dans ce rapport, le Conseil supérieur expliquait que l'industrie contemporaine exige, pour son bon fonctionnement, cinq catégories de spécialistes: deux au niveau de la technique (l'ouvrier qualifié et le technicien) et trois au niveau de la technologie. Or, en

Que de problèmes pour un costume!

Lorsque les étudiants gouverneront les écoles, peut-être en ce temps-là, mais en ce temps-là seulement, comprendront-ils les difficultés auxquelles les directeurs de ces institutions doivent faire face chaque jour...

Pour le moment, il ne semble pas que ces étudiants se montrent compréhensifs, au contraire ils créent des problèmes... Pas tous heureusement. Je parle, plus particulièrement, du cas de Benoît Courteau qui fut renvoyé de la Polyvalente parce qu'il refusait de porter le costume de l'institution et dont LA PRESSE a fait mention dans l'édition du premier mai.

A première vue, sa situation, malheureusement pour lui, me semble tout à fait ridicule... Non content d'avoir fait parler de lui dans un grand quotidien, il en profite pour parler de la stupidité du règlement de la Polyvalente, qui, en vérité, n'est pas si draconien que cela.

A cet étudiant, je dirai qu'il n'est pas tellement obligé et j'espère pour lui qu'il aura le sens de la collaboration, ça s'acquiert! Car si, à quinze ans et pour à peine cinq ans, il ne peut accepter de porter un costume comme tout le monde, qu'est-ce que ce sera plus tard??? S'il devient pilote d'avion, chauffeur d'auto-bus, policier ou chimiste, il aura à se plier au règlement en ce temps-là et ne pourra, dans le cas du pilote, conduire l'avion en jeans, car j'ai plutôt l'impression qu'on ne tolérerait pas son manque flagrant de civisme et de respect envers ses obligations.

Peut-être choisira-t-il alors une profession où il n'y aura pas d'uniforme? Avant, on choisissait d'éventuelles carrières par nos goûts et nos possibilités intellectuelles, mais selon la méthode Courteau, on choi-

sira d'après le port des vêtements et de l'uniforme... C'est peut-être bien là que nous mènera la sottise de quelques-uns...

Et plus encore... Que fera Benoît Courteau si, plus tard, on lui propose de suivre un cours de conditionnement physique??? Il refusera, car il n'accepte pas de porter un uniforme, n'importe lequel. Que de problèmes, simplement pour un costume! J'exagère, trouvez-vous? Que non! Si cet étudiant proteste pour cela maintenant et s'il est sincère dans ses protestations, il conservera, je suppose, la même philosophie toute sa vie; à moins bien sûr qu'il ne se rende compte à temps de la bêtise dans laquelle il s'aventure piteusement et dangereusement...

En ce qui concerne le costume à la Polyvalente Calixa-Lavallée, il n'est pas si encombrant que cela. Je l'ai quitté cette année, seulement, et si je ne l'ai pas regretté, il ne m'a pas empêché de faire de bonnes études et de vivre normalement.

Assister aux cours, ce n'est pas un défilé de mode... Dans les cours, on ne compte pas sur les prix des vêtements à Calixa-Lavallée, on compte surtout sur l'intelligence des élèves... C'est bien plus important. Cependant, il y a peut-être certains étudiants pour qui l'étude ne signifie plus grand-chose, et qui maintenant, s'infiltrant dans des problèmes purement administratifs, afin de faire savoir au monde entier (car on prend goût à la popularité, qui sait???) qu'un costume brime toute la liberté de l'individu. A ces gens, je dis, que pour le moment, ce sont eux qui briment la liberté et la paix de bien des individus...

Christiane Dupont,
ancienne étudiante à la
Polyvalente Calixa-Lavallée.

Girerd est en vacances
pour une semaine.

pleins feux sur l'actualité

Transport Rive sud

1 La compagnie Chambly Transport va être expropriée. De ses cendres, naîtra dans quelques semaines, la Commission de Transport de la Rive sud, qu'on s'habitue à appeler familièrement la CTRS. Dans ce premier

d'une série de trois articles sur cette Commission, Lucien Rivard décrit le travail d'une petite équipe qui s'emploie présentement à atteindre des objectifs importants dans des délais très courts.



photo Réal St-Jean, LA PRESSE

Quelques bureaux perdus dans un immense local de 6,200 pieds carrés à l'étage de la station de métro de Longueuil, c'est l'aspect que revêt actuellement le siège social de la CTRS. Seulement sept personnes travaillent présentement à régler les derniers détails pour rendre ce service de transport en commun opérationnel le premier juillet prochain. A compter de ce moment ce local offrira davantage l'image d'une entreprise en pleine exploitation.

Le compte à rebours est commencé...

par Lucien RIVARD

DEPUIS le début de la semaine dernière, une activité fébrile règne dans l'immense bureau à peu près désert de la nouvelle Commission des transports de la Rive sud, alors que l'on a entrepris le compte à rebours en fonction de la journée fixée pour rendre cet organisme réellement opérationnel.

On sait que c'est le 1er juillet prochain que la CTRS doit devenir une "véritable" entreprise de transport en commun alors que l'on prendra "officiellement" possession de la compagnie Chambly Transport, qui détient actuellement le permis pour l'exploitation de ce service dans six municipalités de la Rive sud.

Que les négociations en vue de l'expropriation de cette compagnie soient terminées ou non, la CTRS prendra la relève légalement en effectuant un dépôt représentant 50 pour cent du dernier chiffre d'affaire de la compagnie.

Pour le personnel actuellement très réduit de la CTRS, le défi est de taille et ce n'est pas le boulot qui manque pour tenter de mettre tout au point afin d'être prêt à temps.

Le calendrier indique en effet qu'il ne reste que 48 jours avant le jour "J", dont seulement 32 jours ouvrables. Il faut donc mettre les bouchées doubles et il semble que chacun collabore joyeusement à la corvée.

Esquif en pleine mer

Le petit noyau de personnel permanent qui travaille au règlement des détails de l'opération future de la CTRS ressemble davantage à un frêle esquif perdu sur une mer démontée qu'à l'équipage complet et stylé qui devra mener cet immense paquebot à bon port.

En fait seulement sept personnes se "perdent" actuellement dans l'immense local de 6,200 pieds carrés qui constitue les bureaux de la CTRS à l'étage de la station de métro de Longueuil.

Si ce bureau est appelé éventuellement à loger les employés des divers services que nécessite l'opération d'un service de transport en commun, pour l'instant, on y retrouve que quelques-uns des dirigeants de ces futurs services et trois secrétaires.

On a l'impression, en pénétrant dans cette grande place, que l'on viole les locaux d'une entreprise en faillite ou sur le point de fermer définitivement ses portes. Quelques bureaux, qui ne sont pas du tout dernier cri, constituent le seul "obstacle" entre la porte d'entrée et le fond de cette grande salle.

Le président de la commission, M. Jean-Jacques Lemieux, nous explique qu'en fait, il s'agit de meubles usagés qui ont été prêtés à la commission en attendant la fourniture du mobilier qui garnira éventuellement le local.

M. Lemieux nous a également expliqué à grand renfort de gestes de la main comment seront répar-

tis les divers services à travers cette grande salle.

Si l'équipage de la CTRS est actuellement très réduit, il est toutefois de qualité. M. Lemieux signale que chacune des personnes qui a été engagée par la CTRS a été triée sur le volet et offre toutes les garanties pour faire de cette entreprise un organisme dynamique.

"Il s'agit, dit M. Lemieux, de personnes qui ont été choisies par concours. Elles viennent toutes de l'entreprise privée et arrivent avec un bagage de connaissances, un calibre et une grande expérience. Il s'agit d'une deuxième carrière qui démarre pour chacune de ces personnes qui ont accepté le défi de la mise sur pied de la CTRS pour en faire une entreprise efficace et d'avant-garde."

La CTRS ne peut se permettre pour l'instant d'embaucher beaucoup de personnel parce qu'elle devra absorber les employés de la compagnie Chambly Transport au moment de l'expropriation.

Tous les employés syndiqués de Chambly Transport deviendront des employés permanents de la CTRS à compter du 1er juillet. Quant aux autres employés et aux cadres de Chambly Transport ils posent un problème à la CTRS.

M. Lemieux affirme que la CTRS prendra à son emploi le plus grand nombre possible de ces employés. "On ne cherchera à congédier personne, souligne le président, mais rien ne nous oblige à prendre les employés non syndiqués s'ils ne sont pas intéressants".

On ignore actuellement le nombre des employés de Chambly Transport qui passeront à la CTRS parce que l'on ne dispose pas de fiches d'évaluation des employés. De plus, la collaboration de la compagnie Chambly Transport à ce chapitre n'a pas été jusqu'à ce jour ce qu'elle aurait peut-être dû être.

Les tarifs

Parallèlement au travail de ceux qui dirigeront la future entreprise et qui sont déjà en place et de celui des quatre commissaires, qui siègent à temps partiel à la CTRS, des firmes de consultants ont été embauchées pour mener diverses études.

L'une de ces études, qui porte sur les tarifs qui seront imposés aux usagers, doit être publiée au cours du mois de juin.

La question des tarifs est sûrement celle qui inquiète le plus les futurs usagers de la CTRS. On sait que la compagnie Chambly Transport avait décidé de hausser ses tarifs de 15 cents le passage (de 35 à 50 cents), l'automne dernier, et que cette augmentation a été portée en appel devant la Commission des transports du Québec par les six villes desservies par cette compagnie.

La décision de la Commission des transports est toujours attendue et l'on ignore actuellement si l'augmentation sera maintenue. M. Lemieux signale que l'étude sur les tarifs pourra être modifiée à la suite de cette décision.

Toutefois, le président de la CTRS semble très réticent sur la question d'augmentation des tarifs. "Si la Commission des transports maintient la demande d'augmenta-

tion de Chambly Transport, je ne sais pas si l'on gardera cette augmentation à la CTRS", a souligné M. Lemieux.

Il ajoute d'ailleurs que des études sérieuses ont déjà démontré qu'à partir d'un certain niveau, une augmentation de seulement 1 pour cent des tarifs dans les transports publics se traduit par une baisse de la clientèle.

Si on en juge par l'attitude de M. Lemieux, qui n'est toutefois pas seul à prendre la décision, il est fort probable que le prix du billet demeurera le même qu'actuellement, c'est-à-dire à 35 cents.

Une autre étude a également été effectuée par téléphone pour connaître les habitudes des futurs usagers de la CTRS dans les huit villes qui seront desservies. Cette enquête "origine-destination" est actuellement complétée et l'on est à codifier les données recueillies en vue de les soumettre à l'ordinateur.

Ces renseignements, de même que ceux recueillis dans les autobus de la Chambly Transport par le biais d'une fiche distribuée aux passagers, permettront aux dirigeants de la CTRS d'établir de nouvelles lignes et de connaître les besoins de tous les secteurs du territoire.

Les véhicules

Pour commencer ses opérations, la CTRS disposera de 59 autobus dont la moyenne d'âge est de 19 ans. L'état de la plupart de ces véhicules laisse à désirer mais la nouvelle commission n'a d'autre alternative pour l'instant que de "rafistolier" ces vieilles guimbarde en attendant mieux.

M. Lemieux précise toutefois que l'on s'assurera de la sécurité totale de ces véhicules. Ils seront minutieusement inspectés et réparés au besoin avant de prendre la route.

On prévoit également repindre ces autobus le plus rapidement possible en vue d'améliorer leur présentation.

Les usagers ne verront probablement pas le changement immédiat en passant de Chambly Transport à la CTRS, sauf peut-être que le service "risque" d'être plus régulier.

Les lignes desservies seront exactement les mêmes au départ et il faudra probablement attendre au cours du mois d'août ou au début de septembre pour assister à la modification des circuits ou à l'établissement de nouveaux.

Le temps est très court, d'ici le 1er juillet. Mais avant cette date, la CTRS devra avoir soumis un budget d'exploitation afin de disposer des fonds pour opérer le service.

Elle devra également soumettre au Conseil des maires un projet de règlement d'emprunt pour l'achat de matériel, dont des véhicules neufs et autres immobilisations.

Face aux problèmes, M. Lemieux déclare qu'il faut faire des actes de foi tous les jours, en raison du grand nombre d'impondérables. Il ne cesse pourtant pas de croire que les objectifs principaux seront atteints dans les délais prévus.

DEMAIN: Trente mois pour attendre.

Le matériel nucléaire est mal protégé

LA COMMISSION de l'Energie Atomique américaine dépense chaque année 50 milliards de dollars pour protéger son uranium et son plutonium contre le vol. Et pourtant, cette somme est de loin insuffisante.

"Les risques que peut faire courir au public l'explosion d'une arme nucléaire fabriquée illégalement sont plus grands que ceux qui peuvent résulter de n'importe quel accident dans une centrale électrique... Nous sommes persuadés que les précautions qui sont prises pour mettre le matériel nucléaire hors de portée de toute personne non autorisée sont hors de proportion avec les dangers que court le public."

Telle est la conclusion du rapport de 35 pages publié par l'équipe de recherche de cinq hommes qui comprenait un représentant de la Commission de l'Energie Atomique et quatre conseillers extérieurs, dont William Sullivan, ancien directeur adjoint du FBI et directeur du bureau national des narcotiques.

Si les termes du rapport étaient soigneusement pesés, ils ne laisseraient aucun doute quant à la menace que le terrorisme fait planer sur le monde.

Ces groupes (de terroristes), expliquait le rapport, sont en mesure de disposer des connaissances techniques nécessaires à la construction d'armes nucléaires.

Les terroristes

"Ils sont également capables de lancer des attaques efficaces contre les installations et le transport (des matériaux nucléaires). Et le rapport concluait: nous sommes convaincus que ces facteurs exigent que nous modifiions immédiatement et radicalement nos méthodes de sécurité."

Parmi les modifications préconisées par l'équipe de recherche, on relève notamment la création d'une police spéciale chargée d'assurer la protection des transports d'uranium et de plutonium. Le rapport critique particulièrement le fait que ce soient des compagnies privées qui soient actuellement responsables de la protection et du transport de ces matériaux et estime que cet appel au secteur privé est tout simplement inconcevable.

Menace subtile

Les compagnies privées, explique le rapport, n'ont ni la capacité ni le désir de faire face aux menaces que leur posent les terroristes. Pour l'équipe de recherche, la plus grave menace que l'on puisse concevoir à l'heure actuelle serait une attaque menée par 15 hommes très entraînés dont trois au moins travailleraient à l'intérieur de l'entreprise qui fabrique, manipule ou transporte l'uranium ou le plutonium.

"Nous sommes convaincus, expliquent les auteurs du rapport, que de tels hommes de l'intérieur peuvent exister jusque dans les plus hauts échelons de l'entreprise. Certes, et de par sa nature même, cette menace est difficile à évaluer avec précision. Mais l'hypothèse que nous envisageons a été formulée après une série de discussions informelles avec la CIA et le FBI."

Critiques antérieures

Le problème du recours aux armes lors du transport de matériaux nucléaires a été soulevé par l'équipe. Selon le rapport, certaines compagnies privées chargées de la protection des convois ne fournissent pas de munitions à leurs gardes et d'autres donnent à leurs employés la consigne de ne se servir de leurs armes que lorsque leurs vies sont en danger.

On sait que le transport du plutonium et de l'uranium avait déjà été vivement critiqué dans une étude récemment publiée par l'Office général des comptes qui citait notamment le cas d'un transfert d'uranium qui avait été effectué à bord d'un camion dépourvu de système d'alarme ou de radio et conduit par un seul homme non armé. Plus grave encore, le conducteur pouvait choisir lui-même son trajet et n'avait à rendre compte de sa mission à aucun moment du voyage.

Le rapport qui vient d'être publié pose aussi la question de la comptabilité, à avoir, quelles sont les méthodes employées pour vérifier que les quantités d'uranium ou de plutonium qui entrent dans une usine en ressortent sous la forme appropriée et sont dérivées au bon endroit.

Comme à Hiroshima

Les incertitudes que l'on relève en ce qui concerne les quantités de matériaux manipulés dans le pays sont telles qu'il est impossible de savoir si une masse explosive n'a pas été détournée, explique le rapport.

On sait qu'un peu plus tôt dans l'année le Congrès avait appris que la Commission de l'Energie Atomique avait dépensé cinq millions de dollars pour enquêter sur la disparition de 132 livres d'uranium-235 d'une usine située à Pallo, Pennsylvanie. L'uranium avait disparu sur une période de plusieurs années et l'on avait même soupçonné un temps la république de Chine populaire. Or 132 livres d'uranium, c'est exactement la quantité nécessaire à fabriquer une bombe semblable à celle qui détruisit Hiroshima en 1945.

□ The Washington Post

La psychologie comme arme contre la piraterie aérienne

LA PSYCHOLOGIE du terrorisme politique reste encore à peu près inconnue. Au cours de ces dernières années la piraterie aérienne a impliqué des hors-la-loi de maintes nationalités et races, des Noirs désireux de se rendre à Cuba, des extrémistes japonais, des Palestiniens à bout de patience, etc. Les autorités concernées prises pour ainsi dire entre des aventuriers dangereux (ou supposés tels) et d'innocents otages ont réagi en employant des mesures politiques ou policières, ou policières et politiques.

Le premier changement de "tactique" s'est produit à Vienne le 29 septembre dernier, à l'aéroport de Schwechat. Deux Arabes, qui avaient capturé trois Juifs d'origine soviétique et un douanier autrichien à bord du train allant de Moscou à Vienne, ont fait connaître leurs exigences à l'aéroport.

Le chancelier Kreisky a réagi d'abord en faisant appel à deux psychiatres. L'un, le Pr Frederick Hacker, 59 ans, est peut-être le plus grand spécialiste du monde en matière de terrorisme politique. Né à Vienne même, professeur à l'université de Californie (Sud), ami du chef de l'Etat autrichien dont il a traité l'épouse, il a passé des heures à Schwechat, se disant médecin, durant la crise provoquée par les pirates avec lesquels il s'est entretenu et qu'il a observés ainsi que leurs otages.

Il opine fermement que la décision prise par le chancelier, de caractère politique, était la bonne en l'occurrence, encore que le gouvernement aurait dû la prendre avec son chef.

Tout comme Kreisky, Hacker s'oppose à la pratique d'Israël de répondre à la terreur par la terreur. "Dire qu'on encourage le terrorisme en se rendant aux exigences des pirates c'est un argument stupide", assure-t-il. Mais il n'en tient pas moins à l'application de mesures sévères pour décourager la piraterie aérienne ou non aérienne.

Hacker recommande, en règle générale, dans les cas comme celui qu'il a connu, d'employer tous les moyens possibles pour prolonger la situation. Dans son nouvel ouvrage "Terreur", dans lequel il parle longuement de la tragédie survenue à l'occasion des Jeux olympiques de Munich, tragédie dans laquelle onze Israéliens, des athlètes, ont perdu la vie au cours d'une tuerie à l'aéroport de Furerstendbruck, il reproche vivement au gouvernement de Bonn d'avoir aveuglément suivi l'avis de Tel Aviv.

Le terrorisme va croissant, a affirmé le professeur dans une interview accordée à Vienne. Ce fait même prouve qu'on ne peut pas le combattre par des mesures policières ou par la contre-terreur... Si vous l'éliminez dans un pays (le professeur parlait d'Israël) il s'internationalise."

Pour revenir à "Terreur", il écrit qu'en "refusant absolument d'envisager d'autres solutions le gouvernement de Tel Aviv a condamné à mort les onze prisonniers". Onze Israéliens.

La situation à Schwechat se présentait autrement à maints points de vue; elle était plus dangereuse que celle de Munich, selon le Pr Hacker. Les deux Arabes et leur quatre otages se trouvaient à l'arrière d'une camionnette, très à l'étroit. De plus, les prisonniers et leurs gardiens ne pouvaient guère communiquer entre eux. Aucun des Juifs ne parlait l'anglais.

Parmi ces derniers il y avait une vieille femme qui bougeait sans cesse, pleurait et même perdait parfois connaissance. De surcroît, les deux "geoliers" prenaient des amphétamines pour rester éveillés et alertes.

"Cette drogue est très dangereuse dans de telles situations, d'après le Pr Hacker. Elle peut rapidement conduire à des comportements irrationnels". Un faux mouvement et la mort peut s'ensuivre.

En un autre sens, la situation était meilleure qu'elle ne l'est généralement en pareilles circonstances. Le "facteur proximité" — ex-

pression du professeur — jouait. Otages et gardiens se trouvaient en contact étroit avec les Autrichiens. Les négociations se poursuivaient entre l'intérieur et l'extérieur du véhicule.

"Ces contacts produisaient une relation émotive étrange qui profitait aux otages, note Hacker. Après un certain laps de temps les Arabes faisaient vraiment confiance aux Autrichiens et étaient convaincus de pouvoir quitter le pays en vie".

Le spécialiste souligne: "Dans le monde des faits et des choses qui l'appelle, en quelque sorte, la violence n'est pas toujours évitable. Mais dans 99 pour cent des cas on ne peut employer la violence que si tous les autres moyens ont échoué. Il ne faut certes pas l'employer de prime abord ni uniquement."

Le Pr Frederick Hacker loue le chancelier Kreisky d'avoir sauvé quatre vies. De plus, beaucoup de gens ont protesté contre le projet de clore le camp de transit de Schoenau, même si M. Kreisky, Juif lui-même, a promis de laisser les portes de son pays ouvertes aux émigrés juifs en provenance de l'URSS qui veulent se rendre à leur destination par l'Autriche.

□ The Los Angeles Times

VENTE

ACHETEZ MAINTENANT ET ÉPARGNEZ POUR 7 JOURS SEULEMENT NOUVEAU MODÈLE 1974

FENÊTRES

d'ALUMINIUM ÉTÉ-HIVER

ÉPARGNEZ JUSQU'À 25% SUR VOTRE CHAUFFAGE, ENTRETIEN ET RÉPARATION

La nouvelle fenêtre **MORRIS & FILS**

STORM-TILT

EN 6 COULEURS FINI EMAIL CUIT 3 rainures Modèle no M300

Panneaux amovibles

Les deux côtés des fenêtres se nettoient facilement de l'intérieur.

Calefrage de laine. Traitement au silicone. Pas de porte de chaleur et glissement plus doux des fenêtres.

Élimine la pose et l'enlèvement saisonnier des moustiquaires et des fenêtres.

Fabrication traitée à chaud assurant long usage, sans ennuis - antirouille - solide.

Fenêtres se verrouillant facilement en plusieurs positions, à l'abri du vol.

- CONTRÔLE REVERSIBLE
- CALFEUTRAGE
- AUTOREMISAGE
- ALUMINIUM REFOULE
- VERROUILLAGE SÛR

GARANTIE MORRIS depuis plus de 48 ans "Marchandise satisfaisante" ou "remplacement sans frais supplémentaires"

NE PAS CONFONDMES AVEC LES IMITATEURS

NOUS AVONS DEMÉNAGÉ DE CÔTE-DE-LIESSE À UN ENDROIT PLUS COMMUNE A

5479 Royalmount, V.M.R.

Wm MORRIS & FILS LTD INC. MTL INC.

Estimations gratuites **342-3800** Soirs, congés ou fin de semaine **737-1960**

LE PLUS GRAND NOM DANS LE DOMAINE DES PORTES ET FENÊTRES

Le divorce en Italie, un dur coup pour l'Église et pour Rumor

ROME (PA, AFP, UPI) — Rejetant les appels de la démocratie chrétienne et du Vatican, les Italiens ont voté en faveur du maintien de la loi du divorce dans une proportion de près de trois contre deux.

Les résultats définitifs donnent une majorité de 59,1 pour cent pour le maintien de la loi du premier décembre 1970 instituant le divorce en Italie. Alors que les partisans de l'abolition du divorce recueillaient 13,188,184 voix, les "non" se chiffraient par 19,093,929. Il y a eu 33,039,217 votants, soit 88,1 pour cent des 37,497,091 inscrits.

Au-delà de l'enjeu immédiat de la consultation, le maintien ou la suppression du divorce, c'est peut-être l'avenir politique de l'Italie qui était en question de même que l'influence de l'Église sur la vie du pays.

Le résultat pourrait placer en difficulté le gouvernement de coalition du premier ministre Mariano Rumor,

dont le parti démocrate-chrétien avait fait campagne en faveur de l'abolition du divorce. Les communistes, qui ont été les plus militants parmi les groupes appuyant la loi du divorce, sortent plus forts de l'épreuve et pourraient bien accentuer leurs pressions pour obtenir une participation au gouvernement.

L'influence politique de l'Église aura du mal à se remettre de ce coup, le plus grave qui lui ait été porté depuis que les troupes piémontaises ont chassé le pape de ses États en 1870. En effet, l'épiscopat avait exhorté les catholiques à voter pour le rappel de la loi et le pape Paul VI avait finalement appuyé publiquement les vues de ses évêques.

Le résultat du référendum a été accueilli par de joyeuses célébrations à Rome, à Florence et en d'autres grandes villes.

"C'est une grande victoire pour la liberté, pour la raison et pour l'Italie,

a déclaré M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste. La défaite de ceux qui voulaient ce référendum à tout prix et qui ont tenté de le transformer en croisade nous permet maintenant de considérer avec une grande sérénité les problèmes sérieux qui se posent au pays et de les affronter dans un esprit constructif."

M. Berlinguer a ajouté que le parti communiste entendait maintenant "agir en faveur de la collaboration de toutes les forces démocratiques et populaires."

C'est seulement dans les circonscriptions rurales, plus particulièrement dans le sud de l'Italie, que les "oui" l'ont emporté sur les "non". A Rome, le divorce a été appuyé par près de 70 pour cent et à Gènes, la proportion des "non" atteint 75 p.c.

Conséquences politiques

Dans les milieux politiques ayant préconisé le "non", on interprète généralement le résultat indiscutable du référendum comme une manifestation de l'indépendance du corps électoral à l'égard de l'Église et partant, de la démocratie chrétienne, le "parti-guide de la nation". Dans un pays catholique comme l'Italie, cette évolution est "historique", remarquent certains observateurs.

Le score réalisé par les "divorziisti" revêt une importance politique d'autant plus grande qu'il ne reflète plus le rapport des forces parlementaires des deux camps. En effet, démocrates chrétiens et membres du mouvement social italien néo-fasciste, adversaires du divorce, accusent une perte d'environ sept points par rapport à leur représentation parlementaire issue des

élections législatives de mai 72, qui est de 47,5 pour cent contre un peu plus de 52 pour cent aux partis laïcs.

La démocratie chrétienne sort donc nettement battue de cette consultation. D'une part, le problème de la révision du Concordat qui sanctionne le caractère indissoluble du mariage, ne peut plus être évité. D'autre part, le grand parti catholique a été désavoué par une partie de son corps électoral.

Le grave échec enregistré par le parti catholique pourrait en outre être exploité par ses alliés laïcs gouvernementaux, les socio-démocrates, les républicains et les socialistes. Ces derniers surtout sont sensibles aux appels du pied, de moins en moins discrets du Parti communiste italien qui voit dans les résultats de ce référendum la possibilité de réaliser un "compromis historique": une large alliance ouverte non seulement aux socialistes mais aussi aux démocrates chrétiens.

Déjà sapée par les graves difficultés économiques et financières qui ont provoqué une sorte d'isolement de l'Italie de la communauté européenne, la coalition de centre gauche sort extrêmement affaiblie de cette consultation.

Les socio-démocrates et les républicains qui sont farouchement hostiles à toute ouverture à l'extrême gauche, estiment que le succès du "non", doit inciter à la solidarité au sein du gouvernement. Mais, M. Antonio Giolitti, ministre socialiste du budget a estimé que son parti devait tirer les conséquences de la dure leçon infligée à la démocratie chrétienne. C'est en d'autres termes, poser le problème des rapports entre les partis de la coalition et, partant de l'avenir de celle-ci.

PROFITS

SUITE DE LA PAGE A 1

postes libre-service cette année. Shell en construira une vingtaine dans la région de Montréal et une dizaine d'autres dans la région de Québec. BP laisse entendre que d'ici les quatre prochaines années elle en comptera une centaine. Sunoco, de son côté, prévoit 20 constructions nouvelles d'ici un an. Gulf affirme qu'elle en construira encore cette année mais refuse d'en préciser le nombre. Quant à Petrofina, elle doit se lancer dans l'aventure dès le début de l'été, mais sur une base modeste.

Bref, tout le monde s'écie et tout le monde s'imite. Ainsi en a-t-il été lorsque la compagnie Imperial Oil a lancé ses deux premiers libre-service (un à Verdun et l'autre dans le quartier Rosemont) il y a déjà quatre ans.

L'initiative d'Esso a immédiatement été suivie par la compagnie Shell qui, à l'automne de 1970, ouvrirait à son tour deux libre-service. Deux ans plus tard, c'est la compagnie BP qui entrerait dans la ronde presque en même temps que Gulf et Sunoco. La compagnie Texaco, certes la plus conservatrice de toutes les sociétés pétrolières opérant au Canada, devait suivre timidement en 1973 en ouvrant son premier libre-service à Brossard.

A ce jour, seule la compagnie Petrofina s'est abstenue de se lancer dans l'aventure, quoique selon son directeur de l'expansion des marchés, M. Maurice Morin, les premiers libre-service Fina devraient faire leur apparition dès le début de l'été.

En d'autres termes, il faut s'attendre à ce que l'offensive des compagnies pétrolières dans le domaine des libre-service se poursuive de façon intensive d'ici les deux prochaines années à tout le moins.

Moins de stations

En conséquence, le nombre de stations-service va encore diminuer. Mais, assurent les pétroliers, elles ne vont pas disparaître. Voyons ce qu'ils disent à ce sujet: "Ce qui a fait notre force et notre succès, c'est le service qu'Esso a rendu aux automobilistes par l'intermédiaire de ses détaillants", dit M. Jacques Bédard, d'Imperial Oil. "Néanmoins, ajoute-t-il, on ne peut pas se permettre de ne pas avoir de libre-service. Il s'agit, pour nous, de combiner les deux formules."

Pour M. Gérard Bétournay, porte-parole de la compagnie Shell, "les stations-service conventionnelles vont diminuer en nombre, certes, mais elles vont demeurer. Les changements qui vont survenir par suite de la création des postes libre-service vont faire en sorte que les deux types de postes d'essence vont accroître leur rentabilité."

Pour sa part, M. André Jeghers, directeur des techniques marchandes dans la division des stations-service à la compagnie BP, affirme que la création des libre-service "ne se fait pas au détriment de quelque chose".

"Il nous a fallu faire un choix, dit-il, en tenant compte de la spécialisation de chacun. La vente d'essence et autres produits pétroliers relève de la compétence de la compagnie. Pour ce qui est de l'entretien préventif et la réparation des voitures, c'est le domaine des spécialistes, c'est-à-dire les détaillants."

Il ajoute qu'il est faux et gratuit de prétendre que la compagnie BP veut éliminer les stations-service conventionnelles. "On est dans le commerce du millage de la voiture, dit-il, et nous allons continuer à donner des services à l'automobiliste."

M. Bertrand Martel, gérant de la compagnie Sunoco pour l'est du Canada, estime pour sa part que les stations conventionnelles ne sont pas menacées de disparition. "Il y avait trop

de stations-service, déclare-t-il. A l'avenir, celles qui vont demeurer vont être opérées par des gens plus compétents."

Reprenant les paroles d'un de ses collègues de la direction, le vice-président, pour l'est du Canada, de la compagnie Texaco, M. Otto Cleyn, déclare: "Nous continuerons à supporter la station-service traditionnelle opérée par un homme d'affaires indépendant en offrant une ligne complète de produits pétroliers et de services à l'automobiliste. Nous sommes convaincus que c'est la meilleure façon de répondre aux besoins de l'automobiliste nord-américain." "Toutefois, ajoute-t-il, nous reconnaissons également le besoin urgent de continuer d'explorer et d'expérimenter de nouvelles formes du marché pétrolier pour assurer la viabilité de notre organisation et celle de nos détaillants."

Enfin, le directeur de l'expansion des marchés de la firme Petrofina, M. Maurice Morin, estime que les détaillants constituent la colonne vertébrale du réseau de distribution Fina et qu'il est hors de question qu'ils soient éliminés.

"Ce qui est stable, c'est notre réseau de locaux, de dire M. Morin. Si nous nous lançons dans les libre-service, c'est parce que la concurrence nous y oblige et que nos ventes d'essence diminuent. Nous ne sommes pas sans ignorer les conséquences que cela va avoir sur notre réseau actuel de distribution et l'insatisfaction que cela va créer chez nos détaillants."

Les automobilistes n'ont donc pas à s'inquiéter outre-mesure: ils trouveront toujours une station-service où effectuer l'entretien et les réparations de leur voiture. Mais, peut-être leur faudra-t-il chercher un peu plus que par le passé.

VICTIMES

SUITE DE LA PAGE A 1

Le ministère des Richesses naturelles a même annoncé qu'il envoyait précipitamment des brise-lames pour tenter d'empêcher que la situation n'empire.

Les familles qui avaient regagné leurs chalets ou leurs maisons après que l'eau eut baissé suffisamment, la semaine dernière, ont dû évacuer à nouveau, hier, l'eau étant revenue au même point que mardi dernier.

Quant à la rivière Mastigouche, qui se déverse dans le lac Maskinongé, elle était gonflée de façon inquiétante.

Devant la gravité de la situation à Saint-Gabriel, le ministère des Richesses naturelles envisage de compléter le plus tôt possible une étude sur le contrôle du lac Maskinongé, étude déjà amorcée depuis il y a deux ans. Dès le début de l'été, une étude écologique du lac sera entreprise et elle durera tout l'été.

C'est ce qu'a déclaré M. André Boucher, directeur général des Eaux, à Québec, lors d'une visite chez les sinistrés de Saint-Gabriel. Il a aussi déclaré, à cette occasion, que l'on entreprendrait le dragage de la rivière Maskinongé, qui décharge le lac, afin d'en connaître le profil. Puis il est possible que le creusement de la rivière commence en juillet. On envisage aussi sérieusement la possibilité d'ériger un barrage sur la rivière, pour contrôler son débit d'eau.

Ces décisions surviennent après de nombreuses pressions exercées par un comité des propriétaires riverains formé par une propriétaire, Mlle Lise Rose.

Ailleurs

Comme c'est le cas à pareille époque, annuellement, l'eau de la rivière des Mille-Iles et du lac des Deux-Montagnes a envahi des dizaines de chalets à Saint-Eustache, à Saint-Marthe-sur-le-Lac et à Pointe-Calumet. L'eau a par ailleurs fermé de nombreuses rues, dans ces localités.

A Saint-Eustache, la municipalité a entrepris de relever le niveau de plusieurs avenues, à l'aide d'une subvention gouvernementale de \$20,000, mais dans certains cas c'est peine perdue.

Par ailleurs, des relevés récents indiquent que, le 2 mai dernier, le niveau de l'eau de la rivière Richelieu atteignait 98,35 pieds au-dessus du niveau de la mer, alors que le niveau normal est de 94 pieds.

Callas: Y être ou ne pas y être...

par Jean-Paul BROUSSEAU

A huit heures, rue Saint-Urbain à l'entrée du garage, c'est déjà de toute apparence le branle-bas de combat des grands soirs.

Voilà pourquoi, à huit heures, il y a près des guichets un couple, l'homme en smoking et madame en pantalons de grand soir avec turban et jaquette assortis. Avec un vrai boa de toilette.

Mais il y a aussi beaucoup de commis de bureau et même des cheuvs de la longueur qu'on a l'habitude de les voir au concert de Shawn Phillips.

L'heure de l'événement musical de la décennie à Montréal a sonné et c'est le temps d'être là. D'être compté et conté. D'être vu.

Les guichets sont fort peu achalandés. Dans la liste des spectacles dont les billets sont maintenant disponibles, un gros SOLD OUT vis-à-vis le nom de Guy Lombardo. Nous sommes en pleine... nostalgie.

Je pense que j'ai dû voir arriver ou même entrer: le plus bel homme du Canada — du moins cette année — et j'ai nommé Pierre Lalonde, en compagnie d'une jeune femme charmante dont l'identité m'échappe.

La journaliste Pierrette Champoux est en robe et manteau de grand soir, mais pas le soprano Colette Boky ni le soprano Claire Gagnier.

Des chanteurs aussi

C'est aussi la soirée des chanteurs: Joseph Rouleau est là aussi. Gaston Germain aussi. Après quoi il faut passer à un autre des plus beaux hommes du Canada (du moins sur une des listes d'avant 1974): Daniel Pilon.

De mon siège, j'entends plus que je ne vois (d'abord), le comédien Jacques Lavallée. Ça m'a l'air plus sérieux que la comédie; ce qu'il crie, ce qu'il applaudit, ce qu'il se démène, dans cette salle qui a décidé de le prendre caloroso piano.

Non accompagné, il me tarde de savoir avec qui le hasard de la course aux billets restants m'aura placé. Il ne m'en voudra pas de mettre son nom ici; c'est excellent pour sa publicité et je ne pense pas avoir jamais signé une seule critique négative sur son travail — c'est René Dionne, l'adaptateur de... "Adaptation" présentée au Quat'Sous récemment et d'autres pièces bien plus importantes. Il se dit "calassien" non pas enragé mais convaincu. Le "calassien" moyen. Pas un subito fortissimo, mais un sostenuto caloroso en amour. (J'invente. René ne parle pas latin, je crois...). Au dernier duo de la soirée, il dit que Callas a chanté "mieux que sur disque". Il m'informe aussi qu'un sien ami

"les" a vus à Toronto et qu'à comparer, "ils" sont en splendide forme pour Montréal. Je transmets.

Tenant "sa" main

Miracle: le concert n'a pas commencé 25 minutes en retard, comme il aurait été facilement prévisible. A neuf heures moins vingt et une minute, sous deux "spots" bleus, deux oranges et deux blancs (un équilibre flatteur pour le teint), un homme en habit sort de la coulisse tenant...

Tenant "sa" main. Ils n'ont pas fait la moitié du trajet entre le piano et la coulisse que déjà, douze roses rouges à longues tiges jonchent le parcours. Giuseppe di Stefano se penche, les ramasse et jette cette brassée d'homages dans les bras couverts de Maria Callas. La gerbe a passé le temps du concert sur le piano, sous les reflets...

Ils marchent tous deux lentement, comme une promenade sur la Cinquième Avenue à New York, en avril, au temps des lilas dans Central Park.

La salle est debout en moins de temps qu'il m'en faut pour décider si je vais vraiment, mais vraiment me lever maintenant.

Elle a des boucles d'oreilles, un bracelet, une montre, une ou deux bagues, un collier d'un seul rang de perle et ses cheveux blonds sont relevés en torsade vers le haut et l'arrière de la tête.

Comme une femme ivre

Elle sourit déjà, comme une femme un peu ivre à qui vous vous obstinez à raconter quelque chose qui, à cause de l'heure, n'a vraiment plus d'importance. Le bout des moccassins rouges sort à peine de dessous le cafetan de mousseline rouge — qu'elle relèvera à deux ou trois reprises sur l'épaule pour laisser voir un fourreau à paillette rouges, avec appliques en paillettes jaunes et blanches et...

Non. Je ne ferai pas la critique, mais...

Après la grande tragédie que j'ai vue dans le "Suicidio" de "La Gioconda" de Ponchielli et dans le dernier duo du concert, je me mets à souhaiter qu'on oublie la Médée de Passolini et qu'on lui demande de jouer la Phédre de Racine.

Ah oui, j'oubliais: Myron Galloway, du Montreal Star était là aussi. Il remplaçait le critique Eric McLean, retenu au concert de l'Orchestre de chambre McGill, salle Port-Royal de la même Place des Arts.

"Are you working tonight, my dear?" de demander Galloway.

Non, je ne travaille pas. Je suis seulement venu voir qui serait là.

BAGARRE

SUITE DE LA PAGE A 1

sont presque parvenus, se sont emparés des micros, et ont molesté à l'arrière-salle les représentants légitimes de la Commission scolaire, président et directeur général en tête.

C'est donc dans une confusion totale que les commissaires officiels ont ajourné l'assemblée à une date encore indéterminée, après avoir passé un bien mauvais quart d'heure.

Cinq comités d'école avaient uni leurs efforts en vue de réaliser ce "coup d'Etat scolaire". Déjà, hier midi, les représentants de ces comités d'école avaient réuni les journalistes pour leur faire part de leur opposition farouche à ce que l'école Présentation-de-Marie soit cédée aux anglophones alors que la population du quartier est à 95 p. cent francophone. Le président du

comité d'école de la Présentation, M. Bérubé, avait lui-même prédit la violence et la radicalisation du conflit si la Commission scolaire persistait dans sa décision. Il a répété cet avertissement, hier soir, juste avant le début de l'assemblée.

Les citoyens en colère avaient aussi reçu l'appui de nombreux organismes, dont celui de la société St-Jean-Baptiste de Laval. Cette dernière avait délégué plusieurs de ses membres, hier soir, à la "prise du pouvoir" de la Commission scolaire par les représentants des citoyens.

C'est la confusion la plus totale qui règne actuellement à la Commission scolaire Chomedey-Laval et tout le problème devra probablement être référé aux autorités du ministère de l'Éducation, à Québec, qui doivent maintenant parlementer avec des commissaires nommés séance tenante par le peuple, non légitimes, mais recevant un appui massif de la population.

H. Darwin présente un groupe select d'artistes Européens

17^e exposition et vente annuelle de plus de

150 PEINTURES À L'HUILE ORIGINALES

Qui ne rêve d'avoir chez lui quelques toiles originales? Des peintures à l'huile uniques? C'est un élément de décoration remarquable. C'est une façon élégante de placer son argent. C'est aussi un magnifique cadeau à offrir.

Nous faisons actuellement une exposition de plus de 150 peintures à l'huile originales. Nous les avons découvertes pour vous dans plusieurs pays d'Europe pour vous les offrir à des prix incroyablement bas.

Venez choisir parmi les tableaux abstraits et semi-abstraites, les paysages et les marines de toute beauté, les portraits, les natures mortes de style traditionnel et contemporain.

N'avez-vous jamais rêvé de posséder un tableau original?

Un exemple de nos prix (mais venez voir nos peintures):		Admission et catalogue gratuits.
14"x16". \$18.00	27"x31". \$58.00	32"x44". \$88.00
18"x22". \$28.00	27"x35". \$62.00	31"x55". \$98.00
23"x27". \$48.00	27"x35". \$72.00	31"x55". \$120.00
Prix incluant un cadre de qualité		

DU LUNDI 13 MAI AU MERCREDI 15 MAI INCL. DE MIDI À 10 H. P.M.

SALON PRINCE DE GALLES
HÔTEL WINDSOR, MONTRÉAL

AMERICAN EXPRESS
CHARGE

DINERS CLUB
MASTER CHARGE

Vous désirez du bon temps?

Adressez-vous à l'une ou à l'autre de ces

AGENCES DE VOYAGES

CENTRE-VILLE		
VOYAGES ALPERN INC.	1253, McGill College, suite 240, coin rue Ste-Catherine	866-7811
AMERICAN EXPRESS CO. LTD.	1200 rue Peel	861-3611
VOYAGES BEL-AIR INC.	2155 rue de la Montagne	844-8817
VOYAGES R. BERGERON INC.	Métro Guy	935-1182
VOYAGES CONSTELLATION LTÉE	215, rue Saint-Jacques	871-3298
AGENCE DE VOYAGES HOLIDAY INC.	550 ouest, rue Sherbrooke	849-3571
VOYAGE HONE	1460 Union	845-8221
VOYAGES KUEHNE & NAGEL	485 rue McGill	861-9311
LM VOYAGES LTÉE	1184 ouest rue Ste-Catherine, 4 ^e étage	879-1184
MAISON DES VOYAGES	Coin Union et Président Kennedy	842-8008
AGENCE de VOYAGES HENRI KELENY	2112, boul St-Laurent (Angle Sherbrooke)	845-3111
AGENCE de VOYAGES MEADOWS	751 Square Victoria	849-1243
VOYAGES PANORAMA INC.	Tour de la Bourse Place Victoria	866-8856
VOYAGES SELECT LTÉE	620, rue Cathcart suite 504	866-3345
TOUREX VOYAGES INC.	1454 de la Montagne, Suite 211	843-8873
VOYAGES TRAVELAIDE	1010 ouest, rue Sainte-Catherine	861-7272
VOYAGES UNIVERSE TRAVEL SERVICE	1, Plaza Alexis-Nihon Etage de Modes	932-2911
AGENCE DE VOYAGES VIAU	3428, rue St-Denis	842-1751
EST		
AGENCE DE VOYAGES ATLAS	1821 est, rue Sherbrooke	527-8881
VOYAGES R. BERGERON INC.	7190 boul. Pie-IX	376-6700
AGENCE DE VOYAGES MAISONNEUVE	3905 est. RACHEL	255-4162 255-4141
VOYAGES TRAVELAIDE	4454, rue Saint-Denis	845-8225
VILLE D'ANJOU		
AGENCE DE VOYAGES MARTIN	Place Versailles 7275 est, rue Sherbrooke	353-6930
AGENCE DE VOYAGES VIAU	Les Galeries d'Anjou	353-7650
OUEST		
AGENCE DE VOYAGES ATLANTIC & PACIFIC	4950 ch. Queen Mary suite 405	735-4181
AGENCE DE VOYAGES LAING INC.	6260 ave Victoria suite 1	735-4451
AGENCE DE VOYAGES LaSALLE	388, rue Lafleur LaSalle	366-8262
NORD		
VOYAGES R. BERGERON INC.	7725 St-Denis	273-3301
AGENCE DE VOYAGES IONICA	5392 boul. St-Laurent	279-6396
TOTAL VOYAGES ENR.	361 est, boul. Henri-Bourassa	382-2429 382-3483
VOYAGES TRAVELAIDE	911 est, rue Beaubien	273-7755
LAVAL		
AGENCE DE VOYAGES MARKSTED	3812, boul. Notre-Dame, Chomedey, Laval	332-9300
AGENCE DE VOYAGES VIAU	Carrefour Laval	688-6211
MONTAMBAULT INC.	512, boul. des Laurentides, Pont-Viau Centre d'achats Duvernay, 3001, boul. de la Concorde	669-1738 661-4860-4864
VOYAGES TRAVELAIDE	Centre Laval	688-5310
ST-EUSTACHE		
MONTAMBAULT INC.	350, boul. Sauvé, St-Eustache	627-4761
SAINT-JÉRÔME		
JARO VOYAGES	Appels de Montréal 22 rue Legault, Saint-Jérôme	430-3657 436-3520
RIVE-SUD		
AGENCE DE VOYAGES GASTON HOULE	536, Marie-Victorin Boucherville	655-0624
G.W. CLARK & CO. LTD.	43 rue Green, Saint-Lambert	671-5555
VOYAGES TRAVELAIDE	Centre Place Longueuil	679-3777

Voyagez rassuré, demandez à votre Agence de Voyages, l'assurance voyage souscrite auprès de Lloyd's de Londres par l'intermédiaire de l'Agence d'Assurance le Voyageur Ltée

Consultez nos pages touristiques chaque samedi

NOMBRE DE POSTES LIBRE-SERVICE AU QUÉBEC	
SHELL	38
B.P.	30
ESSO	10
SUNOCO	19
GULF	5
TEXACO	2

L'OPDQ appuiera ses travaux sur une série de principes

QUEBEC (PC) — Grâce à l'expérience acquise avec l'aéroport Mirabel, l'Office de planification et de développement du Québec a décidé d'appuyer désormais ses travaux sur une série de principes lui permettant de planifier à l'échelle provinciale et régionale.

C'est ce qu'a déclaré hier le président et gérant général de l'OPDQ, M. Yvon Tremblay, qui a traité de la gestion publique des impacts liés à une grande intervention gouvernementale telle que Mirabel, devant le Groupe de recherches sur les transports au Canada.

Dès 1970, le gouvernement du Québec avait confié à l'OPDQ la tâche de tirer le maximum possible des effets positifs de l'aéroport et d'orienter la définition de son action en vue de contrer les effets négatifs.

A ce moment, l'OPDQ avait à peine un an d'existence et en était encore à la phase des missions de planification des régions. De plus, il n'existait aucun organisme de coordination de l'action des ministères québécois dans la région de Montréal, ni de coordination de l'action conjointe des gouvernements provincial et municipal nécessaire à l'élaboration des impacts de Mirabel.

Action

Grâce au style de gestion, aux institutions nouvelles et aux mécanismes de concertation mis en place pour assurer la construction de Mirabel et la gestion des résultats, et à l'expérience acquise dans les autres régions du Québec, l'OPDQ propose maintenant d'appuyer à l'avenir ses travaux sur une série de principes. M. Tremblay a rapidement énuméré ces principes:

• L'action de l'OPDQ doit s'inscrire dans le circuit de décision normal de l'administration gouvernementale au moyen d'avis au gouvernement sur les priorités de développement et d'aménagement.

• Ses principaux travaux doivent être des documents de politique générale de développement socio-économique et spatial ainsi que des schémas de développement et d'aménagement pour l'ensemble du Québec et chacune de ses régions.

• Les travaux de l'OPDQ devront s'appuyer sur un postulat de base: celui d'être un processus continu de planification en quatre phases: élaboration de plans, programmation des activités, coordination de la mise en oeuvre et évaluation des résultats.

"C'est dans cette perspective que l'OPDQ entend travailler à l'avenir," a conclu M. Tremblay.

L'aéroport Mirabel sera prêt à fonctionner comme prévu en 75

QUEBEC (PC) — On a toutes les raisons de croire que l'aéroport Mirabel sera prêt comme prévu en avril

1975, même s'il reste plusieurs obstacles importants à surmonter, a déclaré hier M. André Gravelle.

"Même si c'est un fait reconnu que l'aéroport par lui-même n'engendrera pas une grande activité économique,

son impact sur le développement de la région n'en sera pas moins important," a déclaré l'ingénieur chargé de la planification et de la coordination du projet de l'aéroport international.

M. Gravelle était conférencier devant le Groupe de recherches sur les Transports du Canada, dont le congrès annuel de trois jours a débuté hier.

Le GRTC est une association volontaire des principales personnes intéressées à la recherche dans le domaine du transport. L'organisme groupe des universitaires, des représentants de centres de décision, d'agences du gouvernement et de grandes entreprises, importantes utilisatrices de transport.

Coût total

Le coût total du projet initial s'élève à \$275 millions, dont \$17 millions pour l'achat des terrains, \$8 millions pour dédommager l'Hydro-Québec, la compagnie Bell du Canada et le Canadien National pour le démantèlement de leurs services, \$10 millions de véhicules et d'aménagement de leurs services, \$10

millions de véhicules et d'équipement et \$30 millions pour l'administration du projet.

En plus de cette somme provenant du ministère fédéral des transports, différents ordres de gouvernement ont fourni environ \$150 millions pour l'amélioration de l'infrastructure générale existant actuellement dans la région. La construction de la route 13 est un exemple de l'amélioration de l'infrastructure régionale.

Des études sont actuellement en cours sur la création d'un vaste parc industriel au sud de l'aéroport.

On s'attend que la haute qualité de l'infrastructure éventuelle de la région stimulera le développement d'un secteur industriel dans le voisinage de l'aéroport.

Le transport en commun fait aussi l'objet d'une étude en profondeur et ses résultats préliminaires montrent la possibilité d'installer au début de 1980 un système ferroviaire basé sur les techniques ultra-modernes.

Tetley: le succès économique du Québec est sans précédent

TORONTO (PC) — Le Québec remporte depuis quelque temps un "succès économique sans précédent", a déclaré hier à Toronto le ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives dans le gouvernement québécois, M. William Tetley.

Cela, a-t-il ajouté, renforce la position du Québec dans la Confédération.

M. Tetley parlait à la réunion annuelle du Conseil canadien pour la vente au détail - Retail Council of Canada.

"Pour être fructueuse, une

association entre peuples doit comporter un élément d'égalité, a-t-il dit. Durant la dernière décennie, on avait quelquefois l'image d'une route difficile pour le Québec, mais maintenant les choses ne sont plus les mêmes, nous avons en effet trouvé l'abondance et nous apprenons à mieux vivre les uns avec les autres."

M. Tetley a parlé d'une étude qui a été faite sur le Québec par un journal. Il a souligné qu'on y notait les richesses du Québec en amiant, en fer et autres métaux, en forêts au bois mou et ainsi qu'en rivières. Les nombreuses rivières du Québec, a-t-il poursuivi, "fournissent l'énergie hydro-électrique à bon marché qui attire l'industrie manufacturière".

M. Tetley a enfin émis l'opinion que l'inflation et les grèves sont à un niveau moindre au Québec que pour l'ensemble du Canada, et cela, a-t-il dit, depuis nombre d'années.

Fermiers: une hausse du revenu net de 89 p. cent

TORONTO (PC) — Beryl Plumptre, présidente de l'Office de révision des prix des denrées alimentaires, a déclaré hier que le revenu net des agriculteurs canadiens, l'an dernier, a augmenté de 89 p. cent par rapport à 1972, mais que les fermiers n'ont pas tous profité également de cette hausse.

Prononçant une allocution devant les délégués à la réunion du Conseil des Détaillants du Canada, elle a précisé que les producteurs laitiers, dans toutes les régions, ont dû faire face à des augmentations considérables de leurs coûts d'exploitation.

"En raison de l'importance du lait et des produits laitiers dans notre diète, l'état instable de cette industrie, au niveau de la production et du marketing, constitue une inquiétude pour notre Office et pour beaucoup de Canadiens."

Elle a aussi affirmé que la politique nationale de mise en marché des oeufs a provoqué le désordre dans le marketing de ce produit.

"Notre politique divise le pays en marchés isolés, restreignant la production dans des régions à production efficace et développant des surplus dans d'autres régions."

Oui



1er mai 1974! Services dentaires gratuits pour les enfants du Québec âgés de moins de 8 ans.

Hé oui! 1er mai 1974, la date à laquelle tous les enfants du Québec âgés de moins de 8 ans peuvent bénéficier de services dentaires gratuits aussi bien en cabinet privé que dans les milieux hospitaliers, lorsque nécessaire. Tous les enfants du Québec de moins de 8 ans sont admissibles. La carte d'assurance-maladie est le meilleur moyen qui permet d'authentifier leur âge.

L'instauration de ces services dentaires gratuits vise d'abord la prévention qui est d'importance capitale surtout chez les jeunes.

Rappelez-vous:

- 1er mai 1974.
- Services dentaires gratuits aux moins de 8 ans.
- Le meilleur moyen de certifier l'âge: la carte d'assurance-maladie.
- Services gratuits en cabinet privé comme en milieu hospitalier, si nécessaire.



meilleures dents... meilleure santé!

RÉGIE DE
L'ASSURANCE-MALADIE
DU QUÉBEC

VISITEZ NOTRE USINE

NOTRE RÉPUTATION GARANTIT VOTRE SATISFACTION

PORTES ET FENÊTRES EN ALUMINIUM
Avent en fibre de verre

APPELEZ 322-7602
Ouvert tous les jours jusqu'à 5 h. Le samedi jusqu'à midi.
Service téléphonique 24 heures par jour.

Detenteur du permis No 100029 de l'Office de Protection du Consommateur.

ARCON CANADA
Division de A.B.P. Service Ltée
11996, rue Albert-Hudon Montréal-Nord.
2 succursales: Sorel 742-4232 - Berthier 836-6387

LIVRAISON RAPIDE
Garantie écrite du manufacturier.
Estimation gratuite

CONCOURS WEEK-ENDS la presse dans les Laurentides

À CHAQUE SEMAINE: 1 GAGNANT D'UN WEEK-END

comprenant repas et logement pour deux personnes dans l'un des grands hôtels des Laurentides (Alpine Inn, Le Chantier, Cutler's Tremblant Club, Estérel, Gray Rocks Inn "Le Château", Laurentides Chalet Suisse, Manoir Pinoteau, Mont-Gabriel Lodge, Mont-Habilla Lodge, Nicky's des Cascades, Parker's Lodge, La Reserve, La Sapinière, Sun Valley Hotel Suisse, Villa Bellevue) PLUS \$100 EN ARGENT.

LE CONCOURS A UNE DURÉE DE 15 SEMAINES

CETTE SEMAINE: participez au concours du WEEK-END GRAY ROCKS INN "LE CHATEAU" (St-Jovite) du vendredi soir 14 juin au dimanche soir 16 juin 1974 (pour deux personnes) PLUS \$100 EN ARGENT.

GRAY ROCKS Inn Le Château

COMMENT PARTICIPER:

1. Découper les coupons WEEK-ENDS LA PRESSE qui paraîtront dans le journal de 13 ou 18 mai.
2. Les faire parvenir après avoir inscrit son nom et adresse sur le coupon au 8 à l'adresse suivante: CONCOURS WEEK-ENDS LA PRESSE, Case Postale 4100, Station Place d'Armes, Montréal H2Y 1K9, Qué.
3. Les envois devront nous parvenir avant le 25 mai 1974.
4. Les envois devront contenir 6 coupons, numérotés de 1 à 6.
5. Chaque série ne peut servir que pour le concours du WEEK-END et être inscrite sur les coupons.
6. Les gagnants devront se présenter de leur plein gré devant le week-end prévu et les prix ne seront ni échangeables, ni transférables.
7. Les employés de La Presse et des hôtels mentionnés ci-haut ne sont pas éligibles.
8. La Presse se réserve le droit de publier le nom, la photo et le témoignage des gagnants, sans que ceux-ci puissent réclamer des droits de diffusion, d'impression ou autres.

WEEK-ENDS LA PRESSE

GRAY ROCKS Inn Le Château

2

Conservez ce coupon car seuls les envois contenant la série complète des six coupons numérotés de 1 à 6 (WEEK-END GRAY ROCKS INN "LE CHATEAU") seront éligibles.

AGENCE DE VOYAGES
VIAU

EUROPE 74
via viau

"LE TOURISME FRANÇAIS"

VOYAGES DE QUALITÉ EN EUROPE
HOTELS DE LUXE — DELICIEUX REPAS —
TARIFS AERIENS NON COMPRIS.

TOUR DE FRANCE 22 jours **\$730**
Normandie, Bretagne, Côte Atlantique, Pyrénées, Côte d'Azur, Alpes, Bourgogne, Alsace.

FRANCE - ITALIE - SUISSE 22 jours **\$815**
Côte d'Azur, Pise, Florence, Rome, Venise, Stresa, Lausanne, Bâle, Paris.

TOUR D'EUROPE 22 jours **\$850**
France, Italie, Autriche, Suisse, Allemagne, Pays-Bas.

ESPAGNE - MAROC - PORTUGAL 22 jours **\$650**
Madrid, Costa Del Sol, Tanger, Fes, Seville, Lisbonne, Porto.

ALLEMAGNE - AUTRICHE - SUISSE 23 jours **\$835**
Paris, Genève, Zurich, Vienne, Salzbourg, Munich, Berlin.

PAYSAGES D'ITALIE 12 jours **\$365**

PAYSAGES D'ESPAGNE **\$385**
VIAU A CHOISI
LE TOURISME
FRANÇAIS

Demandez la magnifique brochure illustrée

Sunflight

DEMANDEZ LA
BROCHURE SUNFLIGHT

MIAMI	\$193	JAMAÏQUE	\$268
FORT LAUDERDALE	\$229	BARBADE	\$317
FREEPORT	\$203	HAÏTI	\$324
NASSAU	\$203	SAINTE-LUCIE	\$379
ACAPULCO	\$317	HAWAÏ	\$507
ANTIGUA	\$309	COSTA DEL SOL	\$462

TRANSPORT — HOTELS — PRIX MINIMUM INDIQUE

QUEST CANADIEN
PAR AUTOBUS a partir de **\$539**
PAR AVION a partir de **\$710**
ALLER EN TRAIN
RETOUR AVION a partir de **\$725**

PALM BEACH
1 semaine — avion
hôtel et petits déjeuners
seulement **\$204**
Départ tous les samedis

CROISIÈRES VIAU
MS PUSHKIN sur le Saint-Laurent
SAGUENAY — GASPE
SAINT-PIERRE MIQUELON a partir de **\$195**
SS OCÉANIC à Nassau
Départ tous les samedis — a partir de **\$341**

L'EUROPE EN AUTO

Vente ou location de voitures — kilométrage illimité — autos impeccables livrées à l'aéroport — Avec toute réservation vous recevrez notre guide de l'Europe en auto.

VOITURE	6 JOURS	12 JOURS
Renault 4	\$72	\$144
Volkswagen	\$90	\$180
R-12	\$108	\$216
R-16	\$120	\$240
R-12 automatique	\$120	\$240
R-16 automatique	\$144	\$288
Peugeot 504	\$144	\$288

CLUB MÉDITERRANÉE
VACANCES EN FRANÇAIS
AUX 4 COINS DU MONDE
TOUT COMPRIS
VIN A VOLONTÉ
SPECIAL: PORT ROYAL — GUADELOUPE

RÉSERVEZ À L'UN DE NOS 4 BUREAUX

CARRÉ PHILLIPS 1218, rue UNION 866-9381 | 3428, RUE ST-DENIS 842-1751 | GALERIES D'ANJOU 353-7650

ET MAINTENANT AU
CARREFOUR LAVAL
688-6211
Regardez l'information Voyages au canal 10 le dimanche 5 h p.m.

en bref

Le remboursement moyen d'impôt est de \$188,00

OTTAWA — Le ministère du Revenu a envoyé jusqu'ici des remboursements d'impôt à 5,42 millions de contribuables, soit à 87 p. cent de tous les contribuables dont il a vérifié les déclarations.

Le total de ces remboursements est de \$1,021 milliard et le remboursement moyen de \$188. Jeudi dernier, le ministère du Revenu avait reçu 10,01 millions de rapports d'impôt, au regard de 9,89 millions à la même date l'an dernier et, sur les 10,01 millions de rapports qu'il avait reçus, il en avait vérifié 6,24 millions, contre 4,26 millions à la même date l'an dernier. Il y a un an, le remboursement moyen se situait à \$147, le total des remboursements était de \$548,2 millions et 3,73 millions de contribuables avaient reçu un remboursement.

Nouvelle forme de vente pyramidale sur la Côte-Nord

QUÉBEC — M. Lucien Lessard, député péquiste de Saguenay, a demandé aux ministres William Tetley et Jérôme Choquette de mettre en échec immédiatement une nouvelle forme de vente pyramidale qui prendrait racine sur la Côte-Nord.

Dans un télégramme adressé hier aux ministres des Institutions financières et de la Justice, M. Lessard affirmait:

"J'ai été informé que la compagnie Mind Dynamic, qui vend des cours suivant la méthode pyramidale, a commencé ses activités dans la région de Hauteville-Baie Comeau. Prière de faire enquête d'urgence de façon à arrêter toute activité illégale."

Le PQ veut que les citoyens de l'île d'Orléans soient consultés

QUÉBEC — Le Parti québécois de la région de Québec soutient que les citoyens de l'île d'Orléans devraient être consultés par le gouvernement au sujet du lien direct qui doit unir Lévis à Québec.

Dans un communiqué remis à la presse hier, le PQ affirme que le gouvernement du Québec "s'apprêterait à choisir le projet de l'île d'Orléans comme lien direct entre les deux rives".

Selon le PQ, ce projet risque d'avoir des conséquences majeures pour l'île, dont celui de lui faire perdre sa valeur historique et son cachet touristique.

Le PQ rappelle qu'il a déjà pris position en faveur d'un lien direct entre les deux rives, mais il se pose toujours des questions sur quel système le gouvernement doit arrêter son choix.

Le gouvernement, note le communiqué, n'a toujours pas répondu aux questions de la population à ce sujet.

Le Canada au congrès de l'Union postale universelle

OTTAWA — Une délégation canadienne dirigée par le vice-ministre des Postes du Canada, J.A.H. Mackay, assistera à Berne, en Suisse, à compter du 22 mai, au 17e congrès de l'Union postale universelle. On étudiera alors, entre autres choses, les moyens de rendre plus rapide la livraison du courrier international.

Ottawa procurera à plus de Canadiens les avantages de l'industrialisation

WASHINGTON (P.C.) — L'ambassadeur du Canada aux États-Unis, M. Marcel Cadieux, au cours d'un important discours d'orientation, a lancé, hier, l'avertissement que le Canada devra peut-être de plus en plus trouver des marchés d'exportation de produits manufacturés à même les marchés qui actuellement s'intéressent surtout à ses matières premières.

M. Cadieux s'adressait aux membres du Conseil économique du bassin du Pacifique réunis en conférence annuelle. Il a notamment souligné que le Canada est le seul grand État industriel qui n'ait pas un accès libre à un marché de plus de 100 millions d'humains.

En insistant sur le fait que le Canada doit profiter davantage de ses ressources naturelles, l'ambassadeur a déclaré que l'on devrait s'efforcer de procurer aux Canadiens les avantages des industries de transformation avant ceux de l'exportation.

Nos ressources "Une telle politique n'est pas destinée uniquement à trouver des prix plus élevés pour nos ressources naturelles. Mais, ce qui est plus important, elle touche également à l'emploi, à la nécessité de promouvoir le développement dans différentes régions du Canada et, en général, à procurer à plus de Canadiens les avantages de l'industrialisation."

M. Cadieux a ajouté: "Nous devons trouver des marchés d'exportation pour ces marchandises manufacturées. Et certains de ces marchés, nous devons nous les tailler à même la forte demande de nos ressources dans les plus importantes nations industrielles: le Japon, la Communauté économique européenne et les États-Unis."

Pour M. Cadieux, le Canada ne doit pas chercher à établir chez lui des services de transformation qui ne pourraient pas offrir une

compétition efficace sur les marchés mondiaux.

Transformation

Il a cité quelques exemples. "Il nous semble raison-

nable de suggérer que des pièces de zinc pourraient être coulé au Canada près des fonderies, plutôt que d'envoyer par bateau nos concentrés et nos lingots à l'étranger, ce qui augmente les frais de transport et nécessite que le produit final soit soumis à une nouvelle étape coûteuse et non nécessaire de transformation."



téléphoto PC

25,000 heures de vol...

Le ministre fédéral des Transports, M. Jean Marchand, a inauguré hier la sixième semaine annuelle des transports, à Ottawa, en accordant des certificats de mérite à six personnes oeuvrant dans ce secteur. On le voit ici en remettre un au capitaine Jack Jones, un des premiers pilotes d'Air Canada. Le capitaine Jones travaille pour la société d'État depuis 1938 et a 25,000 heures de vol à son actif.

appel d'offres

SERVICE GÉNÉRAL DES ACHATS

IMPORTANT: Identifiez toujours le projet qui vous intéresse par son numéro de code et sa description, que ce soit par écrit ou au téléphone.

Projet	Description	Livraison
7183	Fourniture de pneus et chambres à air pour automobiles, camionnettes, camions, tracteurs et niveleuses.	Charlebourg-ouest
7184	Fourniture de pneus et chambres à air pour automobiles, camionnettes, camions, tracteurs et niveleuses.	Montréal

Clôture des soumissions: 28 mai 1974 15.00 heures
Pour obtenir la documentation nécessaire à la présentation de soumissions pour les projets ci-après décrits, écrivez ou téléphonez au:

Gouvernement du Québec,
Ministère des Travaux Publics
et de l'Approvisionnement,
Bureau des appels d'offres
150 est, St-Cyrille
11ème étage,
Place de la Capitale
Québec,
Tel.: 643-5438

Le directeur général,
Jean-Claude Careau, ing.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Direction du Génie Service de l'Hydraulique agricole
Projet no 6120-29-745

Exécution de travaux de drainage dans les BRANCHES B, C et Henshaw de la Petite Rivière Montréal, en la municipalité du canton Hemmingford, comté de Huntingdon.

Sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur établissement principal dans la région no 15 (Sabalery), soit les comtés municipaux de Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon, Vaudreuil et Soulanges.

Les documents de soumission sont obtenus du directeur du service de l'Hydraulique agricole, ministère de l'Agriculture, édifice "Le 200", 200A, chemin Sainte-Foy, 9e étage, Québec (G1A 1E4), tel. 643-2450.

Un versement de \$10 sous forme de CHEQUE VISE ou de mandat, non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour obtenir les plans, devis et formules de soumission d'un projet.

Garanties: chèque visé à l'ordre du ministre des Finances ou cautionnement de soumission équivalent à 10% du montant total de la soumission.

Clôture de l'appel d'offres: 14 h 30 (h.a.e.), bureau du Sous-ministre à l'édifice "Le 200", 12e étage, Québec. L'ouverture des soumissions aura lieu publiquement et immédiatement après l'heure de la clôture de l'appel d'offres.

LE JEUDI, 30 MAI 1974.
Le ministre ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Gaëtan Lussier
Sous-ministre

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Projet 524-2101-4

Terrassement, structure de chaussée et construction d'un pont-métallique, sur le chemin Rang 1, dans la municipalité du Lac Drolet, comté de Mégantic-Compton.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les plans et devis à leur nom.

Un versement de \$25,00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des plans et devis du projet.

DÉPÔT de soumission exigé: cautionnement de soumission: \$9,000,00 ou chèque certifié: \$4,500,00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Salle des Soumissions, Ministère des Transports, Édifice "H", 1er étage, 875 est, Grande Allée, Québec 4.

Clôture des soumissions jusqu'à: 15:00 HEURES, LE MARDI, 28 MAI, 1974.

Le ministre ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre,
Claude Rouleau, ing.,

Projet: 883-2201-1

Revêtement en béton bitumineux sur pavage existant (couche d'usure) et travaux de revêtement en béton bitumineux sur gravier, sur les routes 46 (101) et 391, dans diverses municipalités des comtés de Pontiac-Témiscamingue et de Rouyn-Noranda. Longueur du projet: 49,77 milles.

Sont admis à soumissionner ceux qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront requis les devis à leur nom.

Un versement de \$25,00 non remboursable, à l'ordre du ministre des Finances, est requis pour l'obtention des devis du projet.

DÉPÔT de soumission exigé: cautionnement de soumission: \$52,000,00 ou chèque certifié: \$26,000,00.

La vente des documents ainsi que la réception des soumissions sont faites à l'adresse suivante: Salle des Soumissions, Ministère des Transports, Édifice "H", 1er étage, 875 est, Grande Allée, Québec 4.

Clôture des soumissions jusqu'à: 15:00 HEURES, LE MARDI, 28 MAI, 1974.

Le ministre ne s'engage à accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le Sous-ministre,
Claude Rouleau, ing.,

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES

Projet: 665-2302-1

Construction d'une passerelle pour piétons, relocalisation de services publics et revêtement en béton bitumineux, entre la station de Métro du Champ-de-Mars et le Champ-de-Mars, dans la ville de Montréal, comté de Saint-Louis.

Les soumissionnaires sont priés de prendre note que nonobstant les termes de l'appel d'offres publié antérieurement, la clôture des soumissions est reportée à:

15:00 HEURES, LE MARDI, 28 MAI, 1974.

Le Sous-ministre,
Claude Rouleau, ing.,

APPEL DE PROPOSITIONS

De: Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche à Québec.

Des propositions cachetées seront reçues par le Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche pour:

La construction d'un hôtel, d'un ensemble domiciliaire du type co-propriété et d'un centre commercial de voisinage dans le Parc du Mont-Sainte-Anne, comté de Montmorency.

Sont invités à présenter un projet, les individus, firmes ou corporations, ayant leur principale place d'affaires dans la Province de Québec, et qui sont aptes à signer un bail emphytéotique d'une durée de 54 ans, pour louer une parcelle de terrain située à l'intérieur des limites du Parc du Mont-Sainte-Anne; ils devront en outre répondre aux exigences décrites dans les documents intitulés: "DEMANDE DE PROPOSITIONS DE DÉVELOPPEMENT".

Un versement de \$100,00 (chèque visé ou mandat-poste) fait à l'ordre du Ministère des Finances est requis pour l'obtention des documents qui sont déposés au:

Cabinet du Ministre
Ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche
Édifice G, 7e étage
Hotel du Gouvernement
Québec

Par ailleurs, les documents peuvent être consultés au Chalet Central, au Parc du Mont-Sainte-Anne.

Un chèque visé au montant de \$14,750,00 devra être émis au nom du Ministère des Finances et à la signature de l'emphytéote des cautionnements d'exécution et des obligations envers les tiers, chacun pour 50% de la valeur totale du projet soumis devront être émis au nom du Ministère des Finances.

Des propositions seront reçues jusqu'à 15 heures le 6 juin 1974 au

Cabinet du Ministre
Ministère du Tourisme,
de la Chasse et de la Pêche
Édifice G, 7e étage
Hotel du Gouvernement
Québec

Le Ministre ne s'engage à accepter aucune des propositions soumises, et se réserve le droit de modifier la teneur du bail emphytéotique avant sa signature.

Le Sous-Ministre
P.-A. Brown

PROJET: 74-1-22 A

Des soumissions cachetées seront reçues par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, Service général de la Recherche et du Développement pour:

L'aménagement d'une piste pour le ski alpin sur le côté nord du Mont-Sainte-Anne.

Ces travaux sont effectués dans le cadre de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales, financés par le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada et mis en œuvre par le ministère provincial du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Seuls sont admis à soumissionner comme entrepreneurs généraux, les individus, les firmes, les compagnies ou corporations qui ont leur principale place d'affaires dans la province de Québec et qui auront obtenu les documents à leur nom.

Un versement de \$25,00 (chèque visé ou mandat-poste) non remboursable, fait à l'ordre du ministre des Finances est requis pour obtenir les documents de soumission à:

Bureau principal
Parc du Mont-Sainte-Anne
Ministère du Tourisme
de la Chasse et de la Pêche

GARANTIES

Entrepreneurs généraux — Un cautionnement de soumission de \$5,000,00 et des cautionnements d'exécution et des obligations envers les tiers, chacun pour 50% du montant total de la soumission émis au nom du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Chaque soumission devra être accompagnée d'une lettre de la caution garantissant qu'elle émettra les cautionnements exigés à la signature du contrat.

CLÔTURE DES SOUMISSIONS

vendredi le 31 mai 1974, à 15 h 00

Bureau principal
Parc du Mont-Sainte-Anne
Ministère du Tourisme
de la Chasse et de la Pêche

Le ministre ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

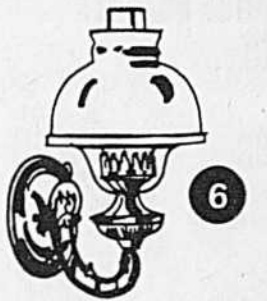
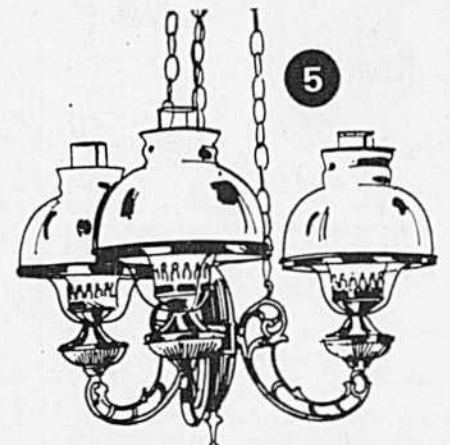
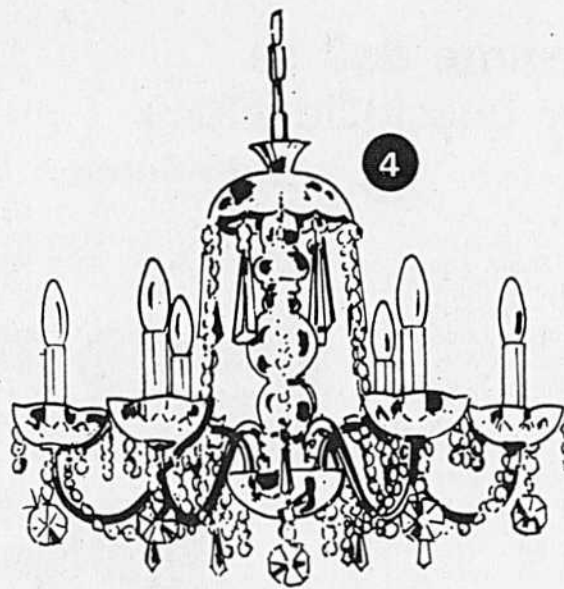
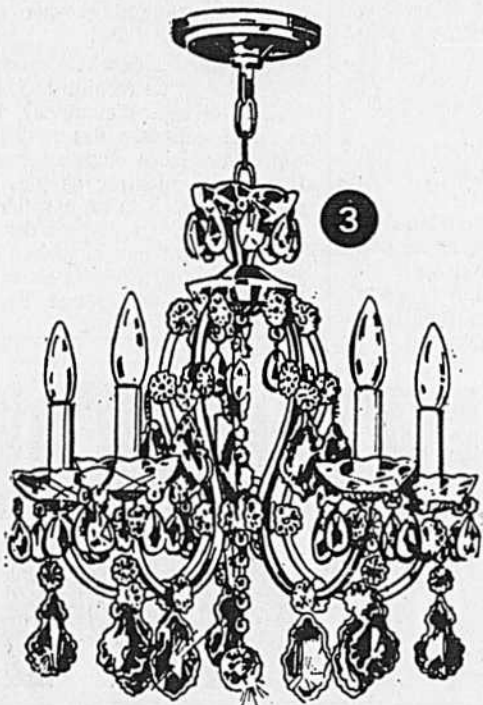
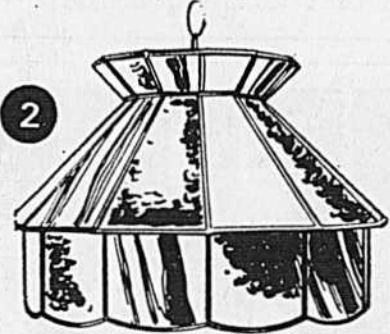
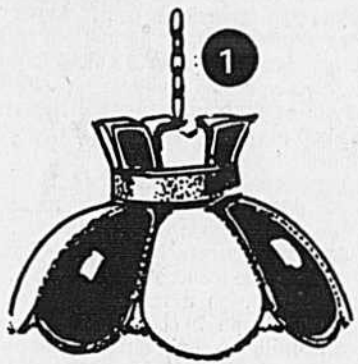
Le sous-ministre
P.-A. BROWN



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

À NOUVEAU DÉCOR

NOUVEL ÉCLAIRAGE



1 Tiffany. Choix de couleurs 106-58
Diamètre 18".
Prix Clovis

6995

2 1018-1 Tiffany — 18" diamètre.
Couleurs disponibles ambre et or,
abricot et vert.
Prix Clovis

6200

3 #1018 — Chandelier Marie-Thérèse à cinq
lumière. Diamètre 18". Hauteur 18". Long-
ueur hors tout 36". Lampe à base candéla-
bre à cinq branches, peuvent recevoir jusqu'à
60W. Métal fini laiton satiné.
Prix Clovis

6600

4 9182 Lustre laiton et cristal à 6 lumières.
Diamètre 23", longueur de fût 18".
Prix Clovis

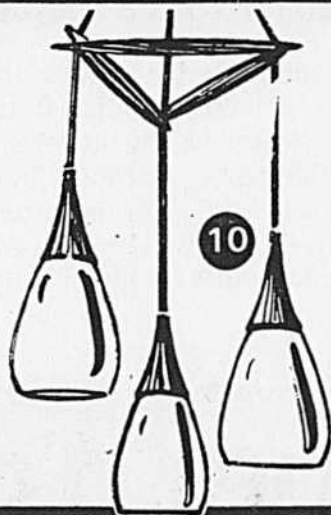
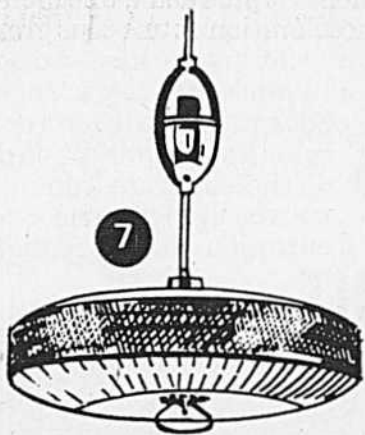
10000

5 P-4565 — Fixture "Early American"
fini bronze antique.
Prix Clovis

11830

6 P-3865 — Fixture murale "Early Ameri-
can" fini bronze antique.
Prix Clovis

3595



7 A 739 — Fixture sus-
pension fini laiton. Verre
cristallisé 18" de diamètre
pour ampoules de
60W.
Prix Clovis

4075

8 Lampe à chaîne
décorative. G
2005, H. 20", L.
12" fini laiton
couleur ambre.
Prix Clovis

2995

9 Lampe à chaîne
décorative. 62039
H. 22", L. 12" fini
laiton, couleur
ambre.
Prix Clovis

2995

10 A 473 — Plafon-
nier à 3 globes.
Prix Clovis

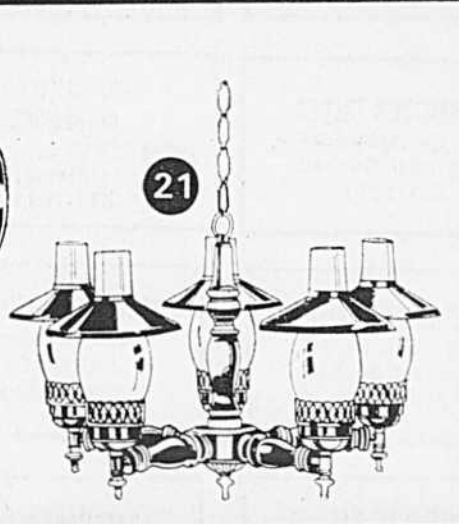
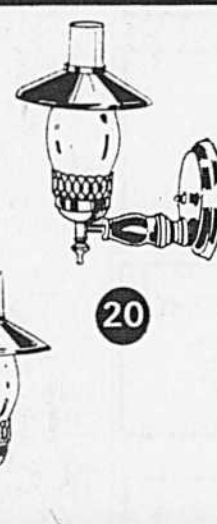
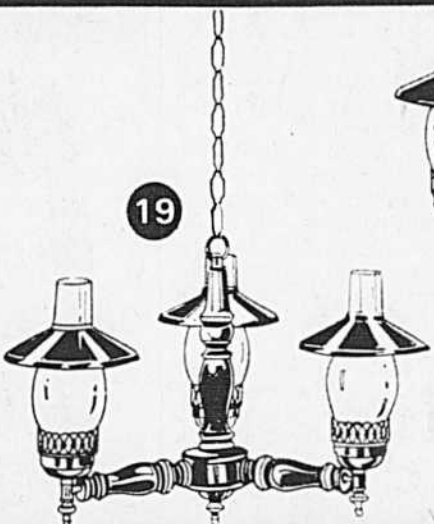
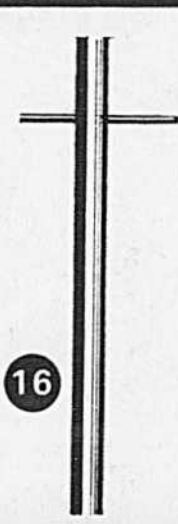
1495

11 Modèle 5364
Luminaire bronze
coulé verre façon-
né. 2 lumières.
Prix Clovis

2995

12 4111-31 — Fixture
moderne métal noir,
boule blanche. Aus-
si vert avacado ou
or moisson.
Prix Clovis

4330



13 SN 7430 — Haut. 18 1/2",
Largeur, 10 1/2".
Prix Clovis

4000

14 SN 7330 — Haut. 23 1/4",
Largeur, 10 1/2".
Prix Clovis

5695

15 SN 3430 — Haut. 19 1/4", Lar-
geur 10".
Prix Clovis

2630

16 P 5391 — Poteau Lanternes
d'aluminium coulé.
Prix Clovis

1400

17 Lanterne à poteau de 3", noire, avec
Verre ambré. 6535
Prix Clovis

1495

18 Modèle mural, noir avec verre ambré.
Prix Clovis

1495

19 Modèle 5003
Luminaire. 3 lu-
mières, fini cuivre.
Prix Clovis

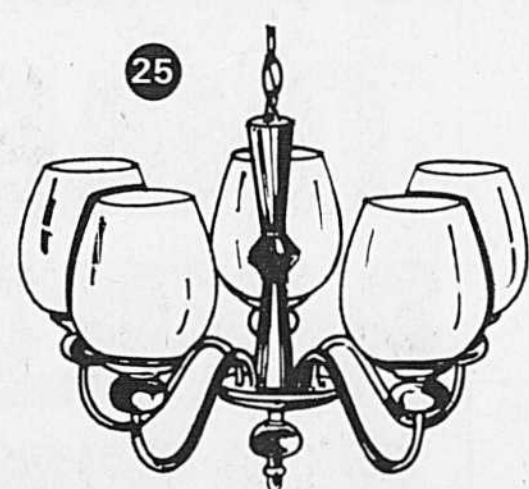
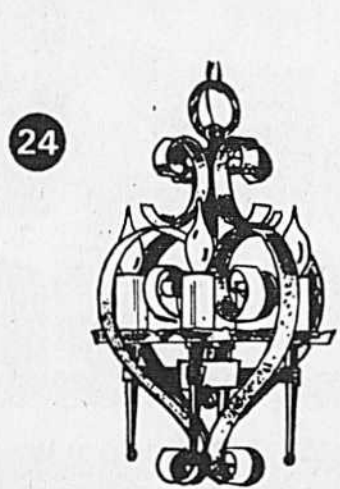
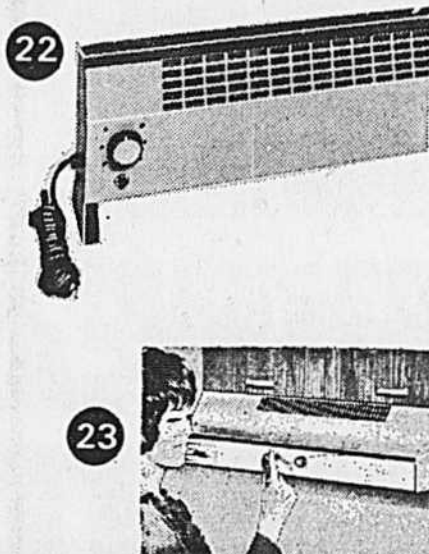
3800

20 Modèle 5000 —
Luminaire
mural, 1 lumie-
re.
Prix Clovis

975

21 Modèle 5005 — 5
lumières, fini cuivre
antique.
Prix Clovis

5650



TRÈS VASTE
CHOIX
D'ABAT-JOUR
POUR TOUS
GENRES DE
LAMPES POUR
CONVENIR
À TOUS
LES DÉCORS.

22 Chauffe-étuve Mark-Hot
Long. 36" — 1000 watts
Prix Clovis

2295

Long. 48" — 1500 watts
Prix Clovis

2495

23 Ventilateur de cuisine B-3303 Avec renvoi
extérieur, 3 vitesses, 30 pouces de large, cou-
leurs: cuivre antique, blanc, avacado.
Prix Clovis

5150

24 P 3742 — Accessoire en fer for-
gé d'inspiration espagnole.
Prix Clovis

\$4560

25 PT-4025 5-60W, médium, largeur
20", hauteur 14 1/2". Hauteur totale 32"
fini cuivre luisant avec des globes satinés
blancs.
Prix Clovis

3855

VASTE CHOIX DE GLOBES DE REMPLACEMENT



CLOVIS

LTEE

6924, rue SAINT-HUBERT

276-2621

1126 est, rue MONT-ROYAL

527-1261

5002, rue WELLINGTON

766-4333

DES AUBAINES À SE TIRER EN LAR

les peintures **Kem** de qualité... à prix pulvérisés. Vous ne paierez pas plus que



* Lorsque le contenant renferme une base de peinture, il reçoit de 2 à 4 onces de moins, pour permettre l'addition de colorants.

Voici des produits de qualité supérieure Kem, préparés par Sherwin-Williams. Kem-1-Couche, peinture extérieure blanche au latex qui vous donne toute la protection voulue en seulement une couche. Kem-Namel, latex semi-lustré au fini satiné qui dure et dure... et Super Kem-Tone, la peinture au latex pour vos intérieurs. Savez-vous que vous pouvez vous procurer Ken-Namel et Super Kem-Tone dans l'un des coloris de la collection Fashion-Right? Sans oublier le blanc. À vous qui attendez le moment propice pour peindre, n'hésitez plus, c'est en plein temps. En solde jusqu'à samedi dans les magasins de peinture, quincailleries, magasins à rayons, centres de rénovation domiciliaire et chez les détaillants Sherwin-Williams participants.

SHERWIN-WILLIAMS CO. OF CANADA LTD.

* Marque déposée.

CHARLEMAGNE ROBERT
5906 Boul. Monk,
767-6541

CHARLEMAGNE ROBERT
8862 Hochelaga,
353-0710

CHARLEMAGNE ROBERT
1439 Shevchenko,
Ville LaSalle
365-4110

CHARLEMAGNE ROBERT
8505 boul. St-Michel,
Montréal
729-2123

CHARLEMAGNE ROBERT
1477 Boul. St-Jean-Baptiste,
Pointe-aux-Trembles
645-1754

DÉCORATHÈQUE
2445 De Salaberry,
Montréal
331-2124

Drapeau & Gorak Enrg.,
4528 est. rue
Jean-Talon,
Montréal, Québec
725-1751

ANTOINE GERVAIS
1974, Jean-Talon est
Montréal
728-4851

LAMARCHE & FRÈRES
2273, rue Désormeaux,
Montréal, Québec
351-5270

**QUINCAILLERIE
OUTREMENT**
1224 Van Horne,
Montréal
271-1684

FERRONNERIE P. RIVET
5771, rue Marseille,
Montréal, Québec
255-7472

ROMUALD ROBERT
933 St-Zotique,
MONTREAL
277-8430

H. ROBITAILLE
421 Villieray est,
Montréal
272-1166

ROSEMONT DÉCOR
4209, rue Bélanger,
Montréal, Québec
722-7284

ROGER ROULEAU INC.
5126, rue Beaubien,
Montréal, Québec
254-9401

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
6080 ouest, rue
Sherbrooke,
Montréal 261, Québec
481-2759

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
4325, rue Papineau,
Montréal 178, Québec
526-1625

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
4232, rue Wellington,
Verdun 203, Québec
769-2795

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
7411, rue St-Hubert,
Montréal 328, Québec
279-7395

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
4883 ouest, rue Sherbrooke,
Montréal 215, Québec
482-8383

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
2818, rue Masson,
Montréal 405, Québec
525-2539

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
Centre d'Achats Dorval,
Dorval 780, Québec
631-8531

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
1224 Boul. Labelle,
Chomedey
688-2425

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
Centre d'Achats Fairview,
Montréal 403, Québec
697-3005

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
7637, boul.
Les Galeries d'Anjou
Anjou, Québec
363-5950

**THE SHERWIN WILLIAMS
CO. OF CANADA LTD.**
428, rue Victoria,
St-Lambert, Québec
671-1916

Les avoires des épouses de ministres, une question d'éthique politique

de notre bureau de Québec

QUEBEC — Les conflits d'intérêts que peuvent susciter les avoires financiers des conjoints de ministres ne mettent pas en cause les droits de la femme, estime le Conseil du statut de la femme.

"Il y a là avant tout un problème d'éthique politique, ce qui ne relève pas de la compétence du conseil", dé-

clare en effet cet organisme dans un communiqué remis à la presse hier.

On sait que le premier ministre Bourassa avait laissé entendre la semaine dernière qu'il faudrait consulter le Conseil du statut de la femme avant d'empêcher les épouses de ministres d'avoir des intérêts dans des entreprises qui transigent avec le gouvernement. Mme Robert

Bourassa est dans une telle situation.

D'autre part, le Conseil du statut de la femme déplore que le premier ministre ait soulevé la question de l'appartenance politique du conjoint d'un de ses membres.

M. Bourassa a en effet cité la présence de Mme Francine McKenzie, épouse du journaliste Robert McKenzie, du "Toronto Star", au sein du Conseil du statut de la femme comme preuve de "l'objectivité des décisions du gouvernement".

"M. McKenzie n'est pas un libéral, que je sache", avait-il dit.

Le conseil juge cet incident "regrettable" et espère que Mme McKenzie, qui a démissionné du conseil à la suite des propos de M. Bourassa, reviendra sur sa décision.

La femme doit se tailler une juste place

— Mme Bacon

Au cours de la prochaine décennie, la femme sera appelée à participer plus intensément à la vie économique, sociale et politique, a déclaré hier le ministre d'Etat aux Affaires sociales, Mme Lise Bacon.

Parlant devant le Club Richelieu de Saint-Lambert, en banlieue sud de Montréal, Mme Bacon a prédit que la dénatalité et le vieillissement de la population entraîneront une pénurie de main-d'œuvre, dont la solution sera la présence accrue des femmes au sein du marché du travail.

L'intégration de la femme au marché du travail sera possible à condition de faire disparaître les préjugés qui ont entraîné la répartition des rôles socio-économiques selon le sexe.

La femme a été perçue comme le soutien de l'homme, confinée au foyer, où lui était dévolue la responsabilité d'éduquer les enfants. La législation, surtout dans le domaine du travail, l'a confirmée dans ce rôle. Ces faits, selon le ministre, expliquent la concentration des femmes dans des emplois subalternes, auxiliaires et peu rémunérés.

Vie politique et sociale

"Si la femme doit se tailler une juste place sur le plan économique, elle doit aussi participer plus intensément à la vie politique et sociale.

"Cette participation, bien qu'accrue au cours de la dernière décennie, demeure insuffisante en raison d'un manque de confiance en soi et d'un sentiment d'impuissance à l'endroit des institutions et du système politique."

Pour le moment, de dire le ministre, "la femme s'intéresse de plus en plus à la vie politique, mais son intérêt n'est pas toujours suivi d'un engagement".

Mme Bacon a invité les femmes à faire connaître leurs besoins aux instances gouvernementales et à appuyer celles-ci dans le développement de programmes d'action appropriés. Elle a cité comme exemple le cas des garderies.

"Il faut que les femmes utilisent à plein les mécanismes de participation à leur disposition et qu'elles développent un maximum de solidarité entre elles," a conclu

Garderies : une situation urgente

QUEBEC (PC) — Les garderies pour enfants constituent une situation urgente et le gouvernement du Québec doit agir sans délai, selon le Conseil du statut de la femme.

Dans un communiqué remis à la presse hier, le Conseil du statut de la femme dévoile l'essentiel de la résolution adoptée à l'unanimité sur cette question lors de leur dernière réunion, il y a deux semaines.

Construction: réaménagement du système des soumissions

Le gouvernement québécois est en voie de réaménager le système des soumissions publiques dans le secteur de la construction, pour permettre à l'Etat et aux entrepreneurs d'en arriver à un juste prix pour l'exécution des travaux publics.

Dans une causerie prononcée hier devant l'Association canadienne des routes et transports du Canada, qui fête d'ailleurs son 60e anniversaire de fondation avec le ministre québécois des Transports, le ministre des Finances, M. Raymond Garneau, a expliqué quelles sont les nouvelles orientations que le gouvernement entend prendre.

Le ministère des Transports, le Conseil du Trésor et un comité du Conseil des ministres chargé d'examiner les programmes de dépenses des ministères et d'en approuver leurs engagements ont l'intention de se montrer de plus en plus exigeants quant à la préparation des plans et devis, quant au respect des appels d'offres et quant aux suppléments qui pourraient être accordés à l'entrepreneur.

En outre, un groupe de travail des

Transports procède à la révision de tous les excédents aux contrats. Sans le resserrement des contrôles, le système des soumissions publiques perd rapidement sa signification et ne répond plus aux objectifs poursuivis, a noté M. Garneau.

"Il faut bien sûr que le gouvernement lui-même ne contribue pas à fausser le jeu des soumissions, en permettant notamment que les entrepreneurs aient la possibilité d'obtenir des suppléments substantiels, par la faute des plans et devis incomplets ou fondés sur des données trop sommaires."

Le gouvernement consacre de \$15 à \$20 millions dans les études préliminaires et dans la surveillance des travaux. Mais une analyse gouvernementale indique à M. Garneau que ce n'est pas suffisant.

Par exemple, on a relevé pour l'année 1971-72 au-delà de 70 contrats d'une valeur de \$25.7 millions qui ont nécessité des paiements additionnels de \$6.2 millions. L'année suivante, sur 123 contrats octroyés pour \$51.8 millions, on a déboursé \$13 millions additionnels.

GRAND CONFORT. PETIT APPÉTIT.

La Renault 12 Station Wagon 1974 peut en prendre en grand. Même dans les pires endroits.

Comme toutes les Renault, c'est une traction avant. Les freins assistés, à disque à l'avant, les pneus radiaux à carcasse métallique, la suspension à grand débattement et l'équilibre calculé des masses vous assurent une stabilité et une tenue

de route, même à pleine charge, qui font l'envie de ses rivales.

Et parce que le système de traction par l'avant supprime le tunnel de transmission, elle vous offre un espace de chargement plus volumineux, vous permettant d'emporter plus de 58 pieds cubes de bagages.

Allez choisir votre Renault 12 SW chez votre concessionnaire Renault.

Puis, quelle que soit votre destination, embarquez, bagagez, emportez, filez, voyagez, explorez, excursionnez, contemplez, relaxez en grand confort. La Renault 12 Station Wagon 1974.

Elle en prend en grand. Même dans les pires endroits.

Nouvelles caractéristiques des modèles 74

- nouveau carburateur double corps et système d'injection d'air pour un meilleur démarrage hiver comme été, un roulement plus doux, une meilleure accélération et une plus grande économie • freins assistés — à disque à l'avant • pare-chocs renforcés pour une sécurité accrue • plus grande protection de l'acheteur grâce à un nouveau programme d'entretien plus économique.

RENAULT la traction avant

Automobiles Renault Canada Ltée, C.P. 6400, Montréal, Québec H3C 3L5



CHARGEZ, VALISEZ, ROULEZ, DÉCOUVREZ EN TRACTION AVANT RENAULT.

NORD

CONCORDIA AUTO LTÉE
4450 boul. Levesque
Laval, 661-0660

RENAULT CRÉMAZIE LTÉE
350 est. rue Crémazie
Montréal, 387-3781

SUD

J.P. GAUTHIER AUTO INC.
3995 rue Bannantyne
Verdun, 769-4545

PARIS AUTO INC.
825 boul. Taschereau
Greenfield Park, 672-6660
RENAULT LONGUEUIL
465 ouest, rue Curé-Poirier
Longueuil, 677-2876

RENAULT CENTRE VILLE

1824 ouest, rue Ste-Catherine
Montréal, 937-9551

EST

AU GRAND SALON LTÉE
5300 est. rue Sherbrooke
Montréal, 254-9971
AU PAVILLON DE L'AUTO INC.
7665 boul. Lacordaire
Montréal, 259-6981

LAREAU AUTO INC.

4476 de La Roche
Montréal, 523-2153

OUEST

MONTREAL DAUPHINE INC.
12050 boul. Laurentien
Montréal, 331-6130

Choix de meubles variés à prix d'aubaine!

PASCAL

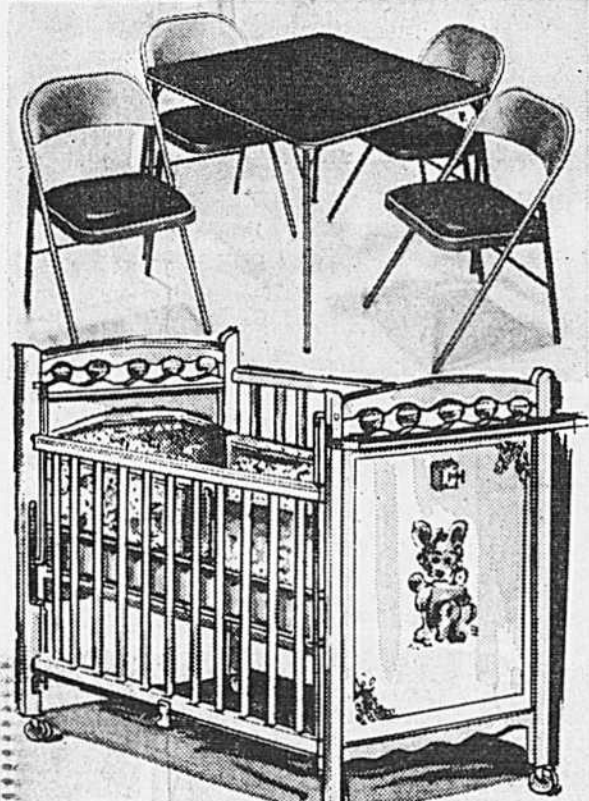
Chaises pliantes de qualité
Riche fini bronze métallique

\$5⁹⁹ ch. 2 pour \$10⁹⁹



Ci-dessous
Sièges rembourrés,
capitonnes **\$9³⁸ ch.**
Table appareillée **\$15⁹⁵ ch.**

Non illustrée
Siège et dossier de luxe
rembourrés, capitonnes **\$12¹⁰ ch.**
Table ronde d'occasion **\$26²⁵ ch.**



Lits d'enfants

Notre meilleure valeur en fait d'ensemble de lit. Lit de luxe moderne, panneaux pleins aux extrémités sommier robuste en acier réglable à plusieurs hauteurs. Côté s'abaissant avec le pied. Rails en plastique, pour faire les dents. Balles de jeu, roulettes à roulement doux.

Pour lit, matelas, boîte à musique, bourrures de protection. **\$79⁹⁵**
PRIX PASCAL



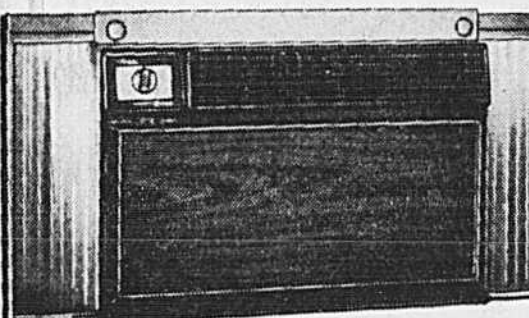
Dinette de style espagnol

Vous découvrirez toute la saveur méditerranéenne avec cet élégant ensemble en fer forgé! Table ovale 36" x 48" à double piedestal s'ouvre à 60° avec rallonge de 12". Le dessus est en arborite à motif chêne grenu-décoratif quoique résistant à la chaleur, les égratignures, les taches. Chaises à dossier élevé recouvertes en joli vinyle supporté pour un repas pris dans le confort.

PRIX PASCAL **\$119⁹⁵**

PASCAL VOUS OFFRE DES CLIMATISEURS DE RENOMMÉE CHRYSLER — ADMIRAL — WESTINGHOUSE

NOTRE VENDEUR SE FERA UN PLAISIR DE VOUS CONSEILLER DANS LE CHOIX DE L'APPAREIL QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX.



5000 BTU	\$149⁹⁵	8000 BTU	\$219⁹⁵
À PARTIR DE		À PARTIR DE	
6000 BTU	\$169⁹⁵	10,000 BTU	\$269⁹⁵
À PARTIR DE		À PARTIR DE	

GRANDE BIBLIOTHÈQUE

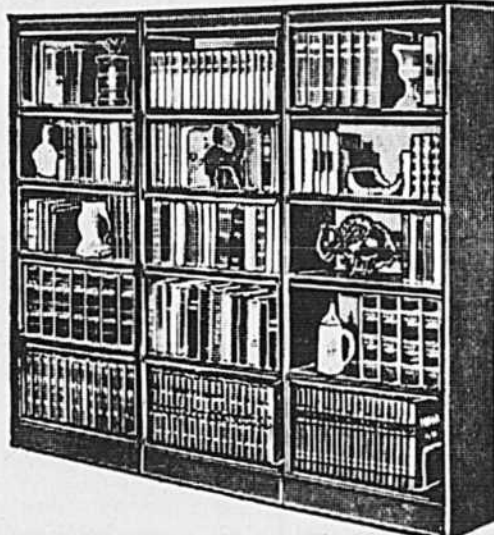
AU FINI NOYER

68" x 32" largeur x 12" profondeur. Construction robuste, au fini bois grenu résistant. Ces beaux meubles rehausseront l'apparence de toute pièce. Une seule de ces unités devient une élégante addition à toute pièce. Une seule de ces unités devient une élégante addition à tout décor pour loger livres, verrerie, bibelots. Achetez-les séparément ou en groupe de 3 pour la maison, le bureau, le vivoir ou étaler vos collections.

PRIX PASCAL **\$39⁹⁵ CH.**

3 SECTIONS (TELLES QU'ILLUSTRÉES)

\$115⁰⁰

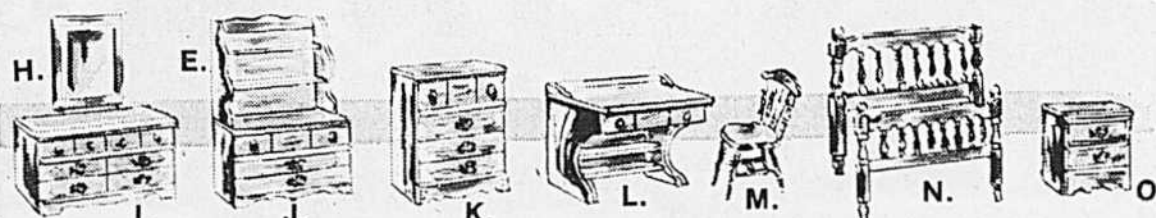


Mobilier style colonial, un favori qui satisfait tous les goûts.

Amélioré par le dessus en plastique qui résiste aux brûlures, aux éraflures et aux taches, panneaux contre-plaqués aux côtés, devantures sélectionnées, poignées antiques plaquées laiton, brun clair accentué, fini érable de salem. Vous économiserez à l'achat de ces luxueux meubles travaillés dans l'érable.



Vous économisez à l'achat de ces luxueux meubles travaillés dans l'érable



- | | |
|--|---------------------------|
| A. Modèle 30-12 Grande commode 19" x 51 1/2" x 17" | \$77⁹⁵ |
| B. Modèle 30-7 Secrétaire 30" x 43 1/2" x 17" | \$85⁹⁵ |
| C. Modèle 30-5 Bureau 5 tiroirs 30" x 45 1/2" x 17" | \$89⁹⁵ |
| D. Modèle 30-8 Pupitre d'étudiant 40" x 30 1/2" x 17" | \$74⁹⁵ |
| E. Modèle 30-10 Bibliothèque 40" x 36" x 10" | \$65⁸⁸ |
| F. Modèle 30 Miroir horizontal 48 1/2" x 32 1/2" | \$34⁹⁵ |
| G. Modèle 30-1 Bureau triple 58" x 35 1/2" x 17" | \$119⁹⁵ |
| H. Modèle 30-6 Miroir vertical 32 1/2" x 39 1/2" | \$26⁹⁵ |
| I. Modèle 30-2 Bureau double 50" x 32 1/2" x 17" | \$98⁹⁵ |
| J. Modèle 30-3 Bureau simple 40" x 30 1/2" x 17" | \$83⁹⁵ |
| K. Modèle 30-4 Bureau 4 tiroirs 30" x 38" x 17" | \$78⁸⁸ |
| L. Modèle 30-11 Pupitre du capitaine 30" x 30 1/2" x 23" | \$75⁸⁸ |
| M. Modèle 30-13 Chaise appareillée | \$34⁸⁸ |
| N. Modèle 30-39-54 Lit à fuseaux 39" ou 54" | \$65⁸⁸ |
| O. Modèle 30-9 Table de chevet 19" x 23" x 13 1/2" | \$43⁹⁵ |

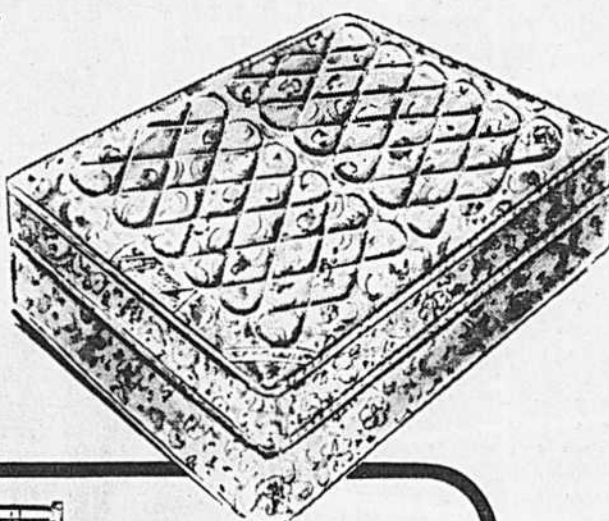
Beverley Matelas ou sommier-boîte

39" ou 54" de largeur

Un matelas construit par des artisans qui savent qu'un sommeil profond se prépare à l'intérieur du matelas. Un matelas de la meilleure fabrication avec les meilleurs matériaux... le tout basé sur plusieurs années d'analyses. Des caractéristiques de matelas se vendant ordinairement beaucoup plus cher.

"Concordia" 312 ressorts	"Majestic" Tel qu'illustré 405 ressorts	"Luxury Rest" 512 ressorts
\$47⁹⁹ ch.	\$59⁸⁸ ch.	\$66⁸⁸ ch.

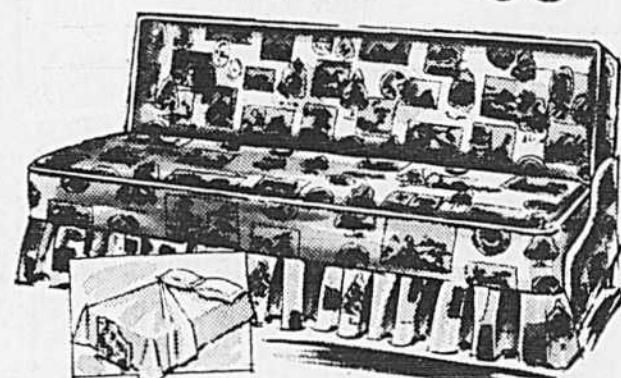
PRIX POUR MATELAS OU SOMMIER-BOÎTE



Pour espace restreint

Choix de 2 modèles, idéal pour le fumoir ou la salle de jeu, solide bâti de bois dur, siège et dossier garnis de ressorts à boudin, recouverts de mousse. Tiroirs de rangement pour literie. Montage permettant de le transformer en lit de 43" x 72".

PRIX PASCAL **\$69⁹⁵**

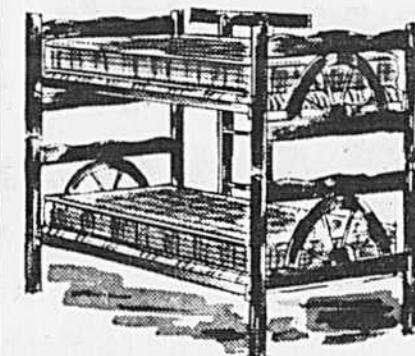


Ensemble de lit Jenny Lind



Un élément fini à barreaux tournés selon la vieille méthode. Vous obtenez une tête et un chevet de lit Jenny Lind finis de teinte lumière de chandelle. Matelas piqué et rails de métal. Grandeur 39 pouces.

PRIX PASCAL **\$99⁹⁵**



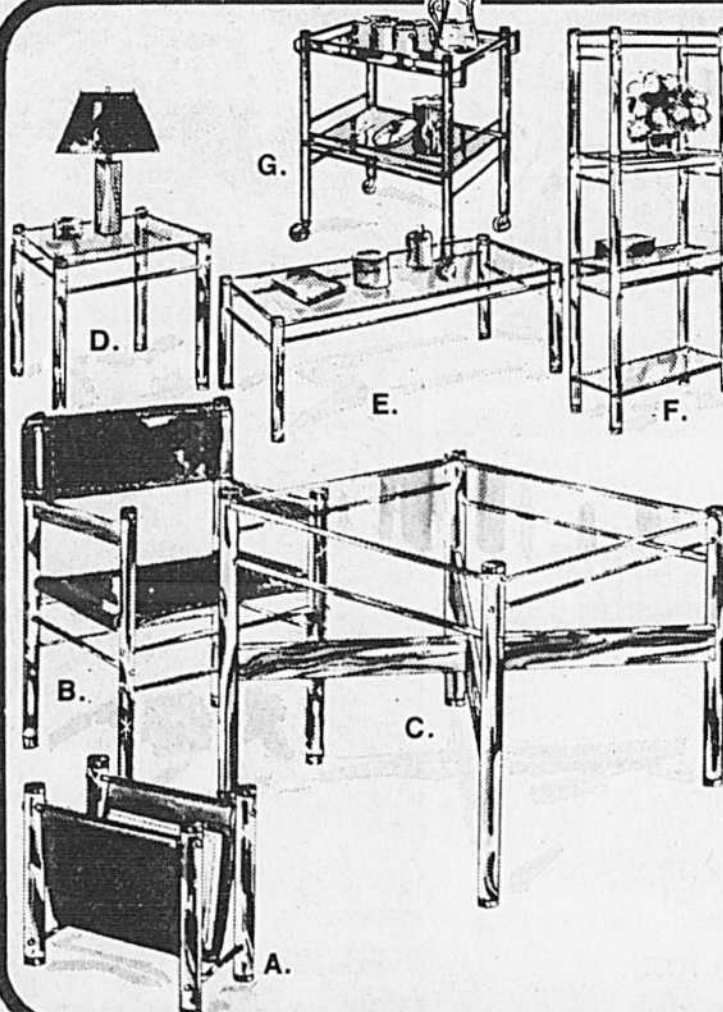
Lits superposés Wagon Wheel

Attrayant style colonial au fini érable antique, panneaux de posture spécialement conçus en rembourrage de feutre pour un support ferme et plus de confort.

PRIX PASCAL **\$144⁹⁵**

Pièces décoratives en verre et chrome

Maintenant vous pouvez vous acheter ces meubles d'apparence dispendieuse, à des prix plus que raisonnables. S'assemblent facilement avec des vis à tête hexagonale, à verrouillage positif. Verre transparent qui est très résistant.



- | | |
|---|--------------------------|
| A. Porte revues. Chrome et noir. | \$16⁸⁸ |
| B. Chaise - noyer, chrome et noir. | \$33⁸⁸ |
| Chaise berçante - noyer chrome et noir (non illustrée). | \$42⁸⁸ |
| C. Table de jeu ou de cuisine 30" x 30". | \$56⁸⁸ |
| D. Table à casse-croûte 18" x 18". | \$21⁸⁸ |
| Table à lampe 22 1/2" x 22 1/2". (non illustrée). | \$25⁸⁸ |
| E. Table à café ou cocktail. | \$42⁸⁸ |
| F. Étagère 62 1/2" x 26 1/2" x 12 1/2". | \$60⁸⁸ |
| Grande étagère 70" x 26 1/2" x 12 1/2". | \$69⁸⁸ |
| G. Desserte, sur roulette à billes. | \$56⁸⁸ |

Etagères Décoratives AU FINI NOYER

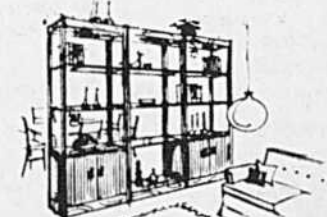
Rehaussez avec élégance votre décor à l'aide de ces uniques pièces d'ameublement en verre et chrome scintillants...

C'est une division de pièce ou une unité murale. Mais surtout, une impression qui ne sera pas sans attirer les commentaires! Mettez-y vos bibelots, trophées, livres, stéréo ou tout ce qui mérite un emplacement plus que spécial. Choisissez celle que vous préférez! Chacune d'elles saura satisfaire vos exigences.

Chacun des cabinets mesure 30" x 12" x 72" de hauteur.

A. \$89⁹⁵	B. \$69⁹⁵
-----------------------------	-----------------------------

Achetez 2 ou 3 unités pour une décoration murale prononcée



EN VENTE À CES SUCCURSALES SEULEMENT:

CÔTE-DES-NEIGES
CHEMIN BEDFORD

GREENFIELD PARK
BOUL. TASCHEREAU

CENTRE D'ACHATS
BOULEVARD
BOUL. PIE IX

CENTRE COMMERCIAL
NORMANDIE
BOUL. DE SALABERRY

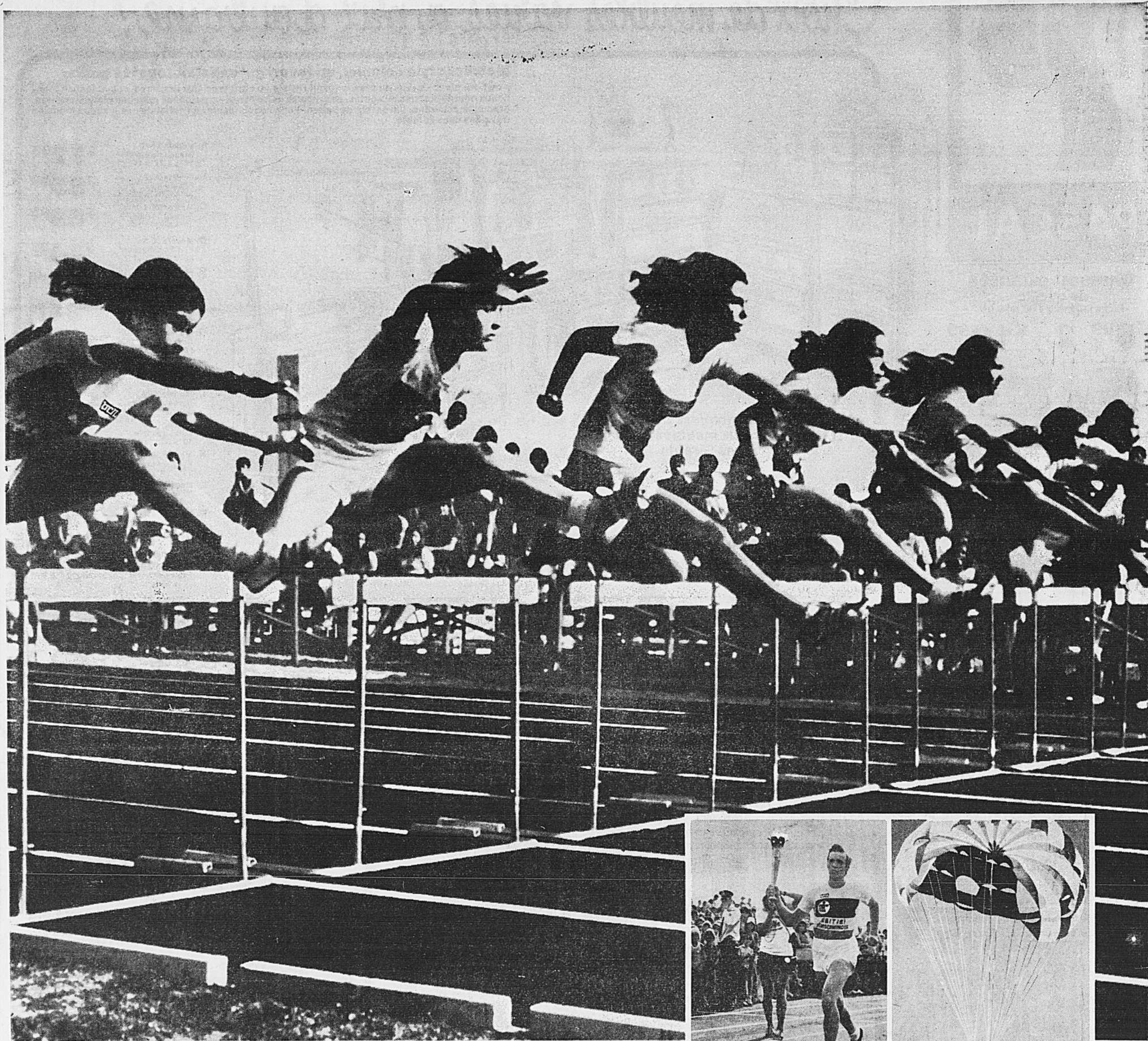
4050 RUE WELLINGTON
VERDUN

CENTRE D'ACHATS
DORVAL

PLACE VERSAILLES
7505, RUE SHERBROOKE
EST

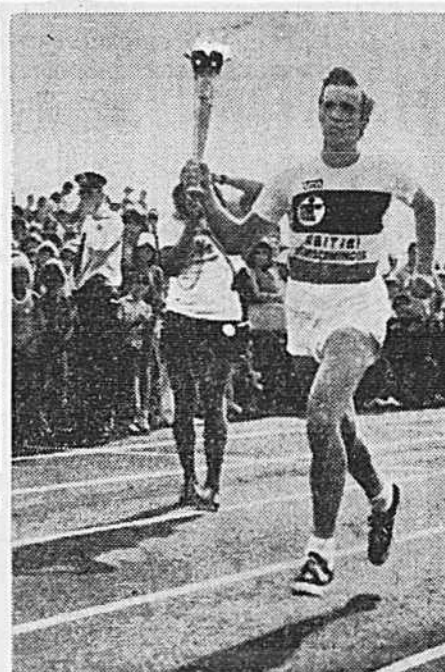
5742 AVE DU PARC

TERMES BUDGÉTAIRES. Vous pourrez faire ici vos achats avec le plan de paiement qui vous convient le mieux, que ce soit par notre propre plan de Crédit Pascal, Charge, Master Charge ou "Pascal Quick Charge".



Quand l'avenir est en jeu

L'avenir, c'est eux. Ils sont plus de 100,000, âgés de 10 à 20 ans, qui se réunissent chaque année lors des Jeux du Québec. 100,000 athlètes amateurs, c'est-à-dire qui *aiment* ce qu'ils font. Et pour qui l'important, comme se plaisait à le dire le baron de Coubertin, ce n'est pas tant de gagner que de participer. Participer, c'est-à-dire découvrir le plaisir du sport, de l'effort physique, de la camaraderie. Former une jeunesse heureuse, saine et dynamique, c'est préparer l'avenir du Québec. Voilà pourquoi la BCN est heureuse de contribuer au succès des Jeux du Québec. Quand l'avenir est en jeu ... la BCN est là!



Qu'il s'agisse de course à obstacles ou de natation, de lancer du poids ou de saut en parachute ou de toute autre discipline sportive, la jeunesse québécoise se donne rendez-vous chaque année aux Jeux du Québec.

 **Banque Canadienne Nationale**
La Banque qui vous aide à mieux vous servir d'une banque.

Le conflit du ciment s'envenime

par Jules BELIVEAU

La petite lueur d'espoir qu'avait allumée le ministre du Travail du Québec au-dessus de la crise du béton vendredi dernier s'est quelque peu affaiblie au cours de la dernière fin de semaine et hier. A tel point qu'il n'est plus possible maintenant de parler de la probabilité de la reprise des opérations au cours des prochaines heures dans les cimetières de Montréal et dans les chantiers de construction paralysés par la présente crise.

Il faut plutôt s'attacher à parler du dernier obstacle venu se placer en travers de la route au bout de laquelle

pouvait se trouver le règlement de la crise: la compagnie Miron Frères a déclaré hier qu'elle ne voulait d'aucune façon songer à réengager les trois employés qu'elle avait congédiés la semaine dernière, ce qui va évidemment diamétralement à l'encontre de l'exigence formulée par au moins une bonne partie de ses quelque 850 employés syndiqués.

Ces employés syndiqués, rappelons-le, ignorent toujours, tout autant d'ailleurs que leur employeur, à quel syndicat ils appartiennent puisque le Tribunal du travail n'a pas encore tranché le litige qui oppose chez eux

la section locale 415 du Syndicat international des travailleurs unis des industries du ciment, de la chaux et du gypse et la section locale 791 de l'Union internationale des opérateurs de machinerie lourde, tous deux affiliés à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

Ce fait, en passant, qui permet ou oblige la compagnie Miron à dire qu'elle ne peut entreprendre aucune négociation avec ses employés puisqu'ils ne sont représentés par aucun interlocuteur dûment et légalement autorisé, ne fait que compliquer davantage tout ce dossier déjà passablement nébuleux.

Quoi qu'il en soit, la compagnie a bien insisté hier, au cours d'une rencontre — sans doute "officiuse" — avec des représentants de ses employés, sur l'impossibilité de réembaucher les trois hommes congédiés.

Au représentant de LA PRESSE, un porte-parole de Miron s'est borné à dire que ces employés avaient été congédiés "pour cause". Un syndiqué rencontré parmi plusieurs collègues au "local de grève" des employés de Miron, plus loquace, a expliqué que les trois hommes, qui sont des soudeurs, sont probablement ceux que la

compagnie soupçonne d'être à l'origine du déclenchement du débrayage illégal déclenché le 2 mai, et qui a depuis fait bouler de neige jusque dans les chantiers de construction. Selon cette version, les trois hommes se seraient alors fortement opposés à entraîner une équipe de soudeurs mieux payés qu'eux que la compagnie avait fait venir de l'extérieur pour effectuer un travail urgent.

Voilà donc l'incident qui aurait mis le feu aux poudres. Quant aux autres raisons données jusqu'à ce jour pour expliquer le débrayage des 850 employés de Miron, et qui avaient trait notam-

ment à la lenteur des procédures en cours devant le Tribunal du travail, à l'interruption de la négociation d'une convention collective de travail et à une demande d'indexation des salaires au coût de la vie, elles n'auraient servi qu'à alimenter le brasier.

Quant à la déflagration qui s'en est ensuivie, elle ne pourra vraisemblablement pas être circonscrite avant que le Tribunal du travail aura rendu son jugement, attendu avant la fin de la présente semaine, sur le litige qui oppose chez Miron les deux syndicats engagés dans une dispute de juridiction.

Substance exclusive rétracte les hémorroïdes apaise la démangeaison

Une substance cicatrisante exclusive provoque la rétraction des hémorroïdes et la cicatrisation des tissus.

Un grand institut de recherche vient de mettre au point une substance cicatrisante sans pareille pour la rétraction des hémorroïdes, le soulagement de la démangeaison et la cicatrisation des tissus.

L'une après l'autre, les histoires de cas d'hémorroïdes ont rapporté "une amélioration évidente". On a pu observer un soulagement rapide de la douleur, une rétraction notoire des hémorroïdes. Mieux encore, ce soulagement s'est maintenu durant plusieurs mois.

Cette substance dont les résultats sont si merveilleux se nomme la Bio-Dyne; elle a pour effet de hâter la cicatrisation des cellules atteintes et de stimuler la

croissance des tissus nouveaux. La Bio-Dyne est offerte soit en onguent, soit en suppositoires, sous le nom de Préparation H.

En plus d'aider les hémorroïdes à se rétracter, la Préparation H agit comme lubrifiant et rend l'élimination moins douloureuse. Enfin, elle diminue les risques d'infection, l'une des causes connues d'hémorroïdes.

Demandez à votre pharmacien la Préparation H sous forme de suppositoires ou d'onguent (avec accessoire spécial). Satisfaction ou remboursement.

Préparation H

L'hôpital de Cartierville risque d'être complètement paralysé

par Jooneed J. KHAN

Les 1,100 membres du Syndicat des employés de l'hôpital Sacré-Coeur de Cartierville (CSN), soit 200 garde-malades et infirmiers auxiliaires, 700 employés de soutien et 200 employés de bureau, ont décidé de poursuivre aujourd'hui la session d'étude commencée hier matin, et il se pourrait que les 400 membres de l'Alliance des infirmières de Montréal (CSN) et les 100 membres de l'Alliance des paramédicaux (CSN) se joignent au mouvement de protestation qui a éclaté dans cet établissement de plus de 700 lits.

C'est ce qu'a annoncé à LA PRESSE le président du syndicat, M. Claude Beaudin, qui a accusé l'administration hospitalière d'avoir fait preuve de mauvaise foi dans l'application de la convention collective signée à l'issue de la grève des fonctionnaires en 1972. Cette convention n'arrive à terme qu'en juillet 1975.

Le syndicat proteste contre la sus-

pension d'un mois imposée à un aide féminin de service, Mlle Monique Ménard, qui s'était prévalu de ses congés statutaires accumulés, et contre la lenteur de l'administration dans le règlement de quelque 140 griefs, dont certains remontent à 1967.

Les 1,100 syndiqués avaient débrayé pendant une heure jeudi mais ils avaient repris le travail après avoir reçu l'assurance que la direction de l'hôpital entreprendrait des négociations le lendemain, a déclaré M. Beaudin.

Devant le silence de l'administration, ils ont toutefois débrayé à nouveau vendredi, de 14 à 17 h, et l'arrêt de travail s'est poursuivi hier matin, ce qui a obligé le conseil d'administration à se réunir d'urgence hier après-midi.

A 17 h, le directeur général de l'hôpital, M. Jérôme Marcoux, informait les syndiqués réunis en session d'étude que les négociations seraient entamées immédiatement après le re-

tour au travail mais cette offre a été repoussée à l'unanimité.

Selon M. Beaudin, l'offre de l'administration ne faisait que reprendre les vagues promesses faites jusqu'ici aux employés par la partie patronale et le syndicat ne croit plus à ces promesses, a-t-il dit.

L'arrêt de travail d'hier ne semble pas avoir nui au fonctionnement de l'hôpital mais la situation pourrait se détériorer rapidement si les infirmières et employés paramédicaux décidaient de donner leur appui aux employés de soutien et de bureau.

M. Beaudin a précisé qu'en cas de grève générale, les syndicats assumeraient la responsabilité du maintien des services essentiels, mais il n'a pas exclu la possibilité que la direction hospitalière fasse une demande d'injonction pour obliger les employés à reprendre le travail.

Il nous a été impossible, hier soir, de communiquer avec l'administration de l'établissement.

LE VINYLE RIGIDE

pour portes et fenêtres avec
"THERMOS"
SOLARIS®

- Infiniment meilleur que le bois ou le métal
- A l'épreuve de la corrosion, des effets de la pluie et du soleil
- Ne peut moisir, s'écailler ni rouiller
- D'un blanc pur, il ne requiert pas de peinture



- Réduit considérablement l'infiltration d'air
- Vision assurée en toute saison
- Préviens les pertes de chaleur
- GARANTIE 5 ANS

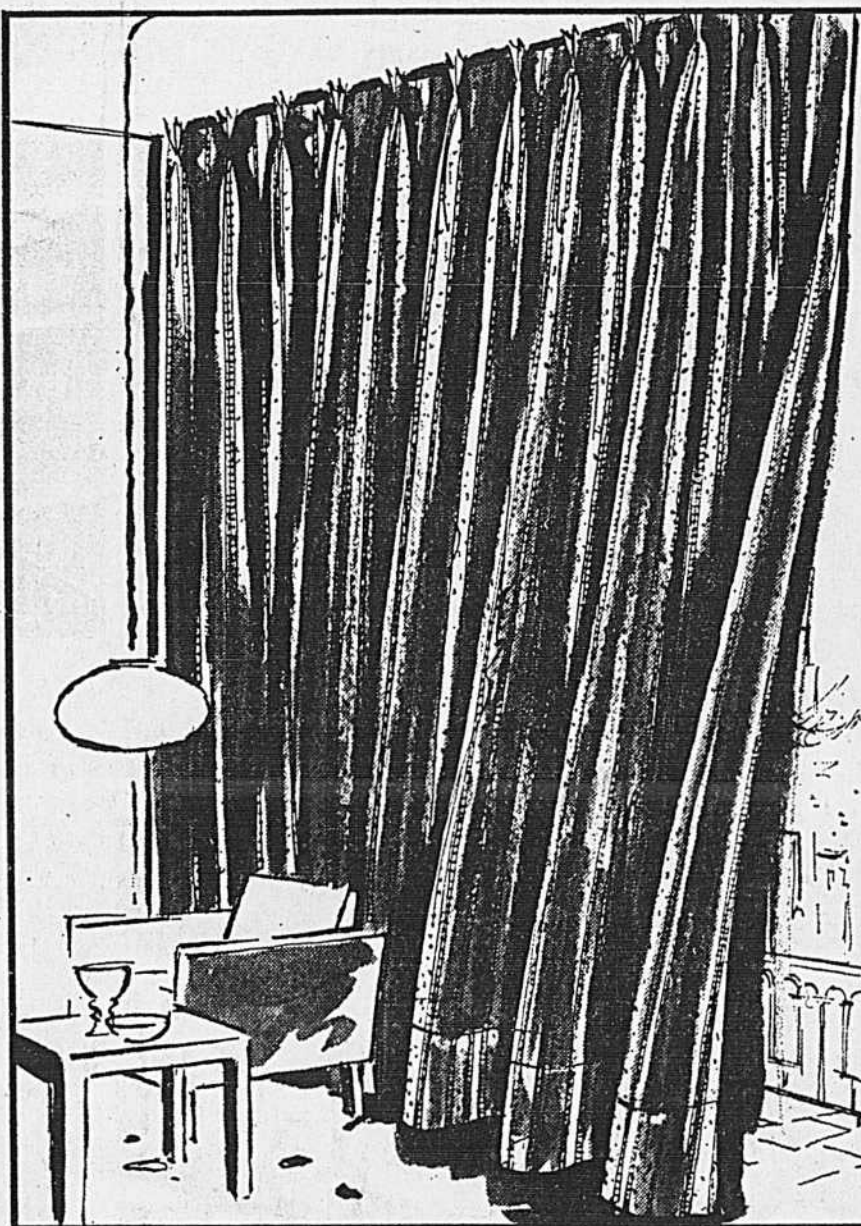
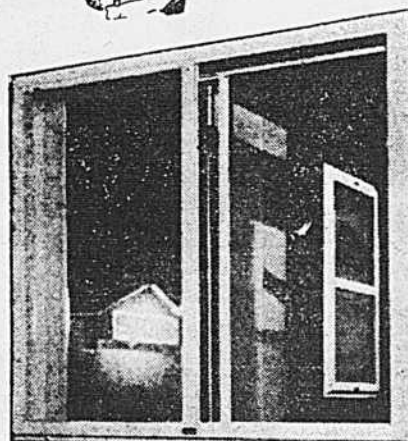
8585, 10e avenue,
Saint-Michel, Montréal 455
727-2843



LE VINYLE RIGIDE

OFFRE DE NOMBREUX AVANTAGES:

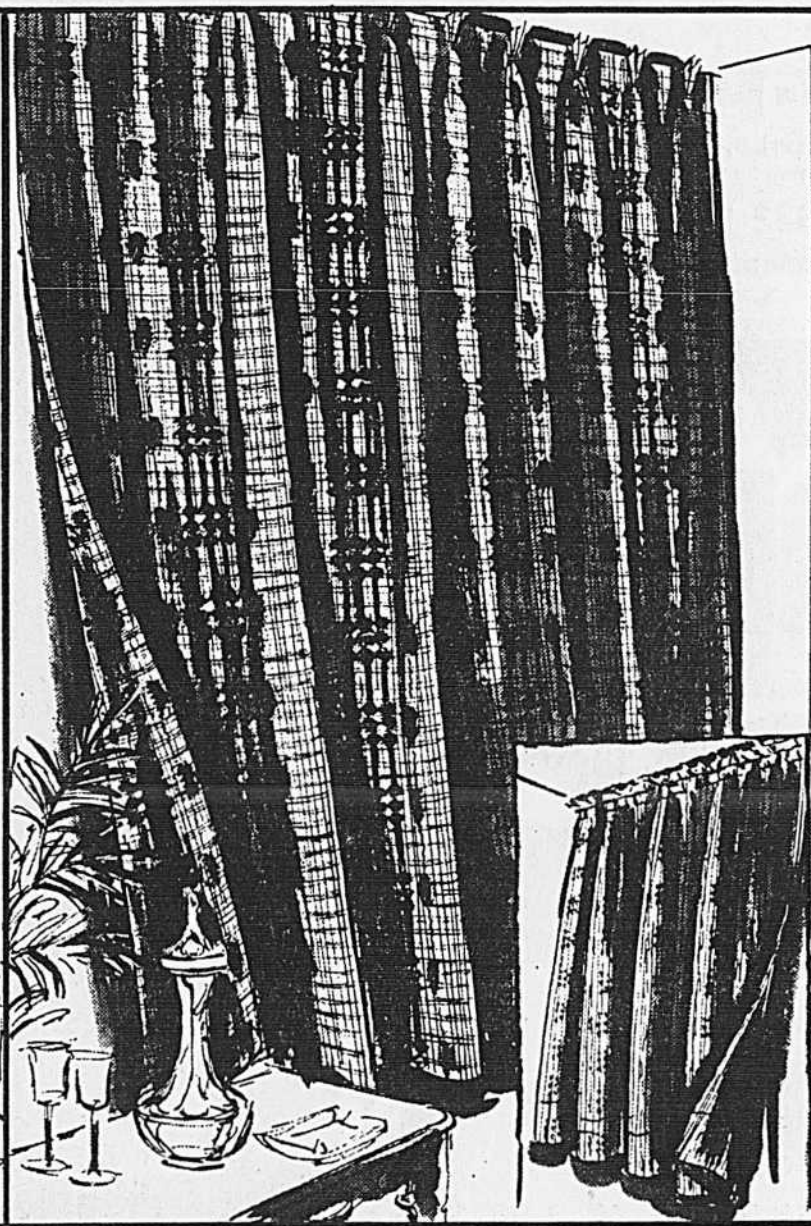
Demandez un représentant à domicile dès aujourd'hui et comparez les avantages de protection durable à votre maison que vous offre le vinyle rigide P.V.C.



Rideaux mur à mur en polyester bouclé

Rideaux en polyester facile d'entretien, lavables en machine, séchables étendus et ne demandant pas de repassage. Ourlet du bas de 4" et bord d'un pouce sur les côtés. Tête à plis pincés. En blanc, ivoire, vert, avocat, ton or, corail, rouge ou bleu.

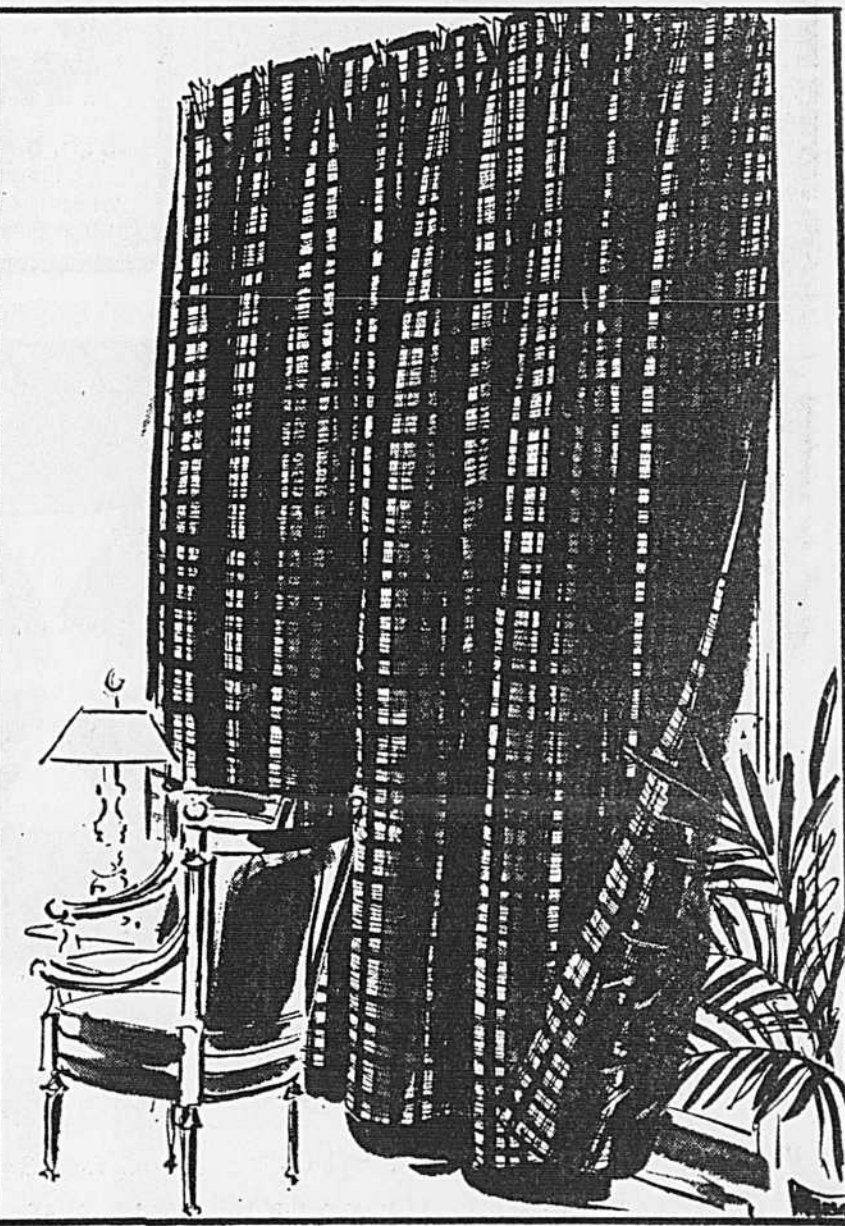
Dimensions	la paire
50" x 95"	22⁹⁹
100" x 95"	44⁹⁹
150" x 95"	69⁹⁹
Sur mesure (confection sans frais)	
108" de large	9⁹⁹ la verge



Rideaux de polyester assortis à vos tentures

Le complément parfait de vos tentures, ces rideaux sont en polyester lavables en machine, séchables étendus et ne nécessitant pas de repassage. Ourlet au bas de 4" et bord d'un pouce sur les côtés. Fond blanc à motif brodé en blanc, brun, corail, ton or ou vert avocat.

Tête à plis pincés	la paire	Tête à passants de tringles	ch.
Dimensions		Dimensions	
63" x 95"	24.99	58" x 45"	6.79
96" x 95"	37.99	58" x 54"	7.69
126" x 95"	49.99	58" x 63"	8.59
153" x 95"	62.99	58" x 72"	9.49
Rideaux de cuisine	Prix Eaton	58" x 82"	10.49
Bas 30" x 30"	8.99	58" x 90"	11.29
Cantonnière 60" x 12"	l'ens.	58" x 95"	12.19
Sur mesure (sans frais de confection)			
60" de large	3.99 la verge		



Tentures en acrylique pour rehausser votre décor

Changez l'allure d'une pièce en changeant les tentures. Choisissez ces tentures en acrylique lavables en machine, séchables étendus et qui ne demandent pas de repassage. Tête à plis pincés. Choix de rouge et noir, vert et bleu, corail, lilas, teinte naturelle, ton or ou brun.

Prêt à poser	la paire
150" x 95"	134⁹⁹
Sur commande (veuillez allouer 3 semaines pour la livraison)	
50" x 95"	44⁹⁹
75" x 95"	67⁴⁹
100" x 95"	89⁹⁹
125" x 95"	112⁴⁹
Sur mesure (confection sans frais)	
48" de largeur	7⁹⁹ la verge

EATON Centre-ville (sixième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish, Carrefour Laval, Rayon 267. Également à ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie) et à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore).

Venez ou téléphonez **842-9211**



Magasinez dans le confort de votre foyer! Composez 341-3000, poste 241 ou 242. Un représentant Eaton se rendra chez vous, même le soir et le samedi, avec des échantillons de tentures et de rideaux sur mesure, de moquettes, de housses et de revêtements. Aucune obligation de votre part.

EATON

La CSN veut hausser ses cotisations

RIMOUSKI (PC) — Les prochaines mesures fiscales que la CSN proposera à ses membres à l'occasion du congrès général de juin contiendront d'importantes hausses aux chapitres de l'administration générale et du fond de défense professionnel. Globalement, elles atteindront \$2.41 par mois par

un membre, ce qui portera à \$5.31 leur contribution mensuelle à la centrale. Le trésorier de la CSN, M. Guy Thibodeau, a expliqué dimanche aux militants rassemblés à Rimouski, lors du congrès de leur conseil central, la répartition de cette augmentation. Ainsi l'administration générale aura besoin d'une

hausse de \$0.50 sur la cotisation mensuelle de chacun des syndiqués, qui est présentement de \$1.50.

Les prochaines prévisions fiscales prévoient un déficit de \$600,000 sur un budget de \$7 millions pour une durée de 24 mois.

Un montant supplémentaire de \$0.07 est également requis pour le remboursement des emprunts de \$2,746,962.20 effectués par l'administration à même le fond de défense professionnels que se sont payés les travailleurs.

Enfin, ce même fonds aura également besoin d'un important apport financier pour hausser les prestations de secours en cas de conflit.

Le nouveau régime apporterait des modifications majeures aux prestations allouées pendant une grève ou un lock-out. Ainsi dès la deuxième semaine de conflit, les célibataires et les travailleurs mariés toucheraient respectivement \$30 et \$50 jus-

qu'à la fin de la sixième semaine de conflit.

De la septième à la 26e, les prestations seraient accrues de \$10 et, finalement, au-delà de cette période, elles atteindraient \$60 et \$80.

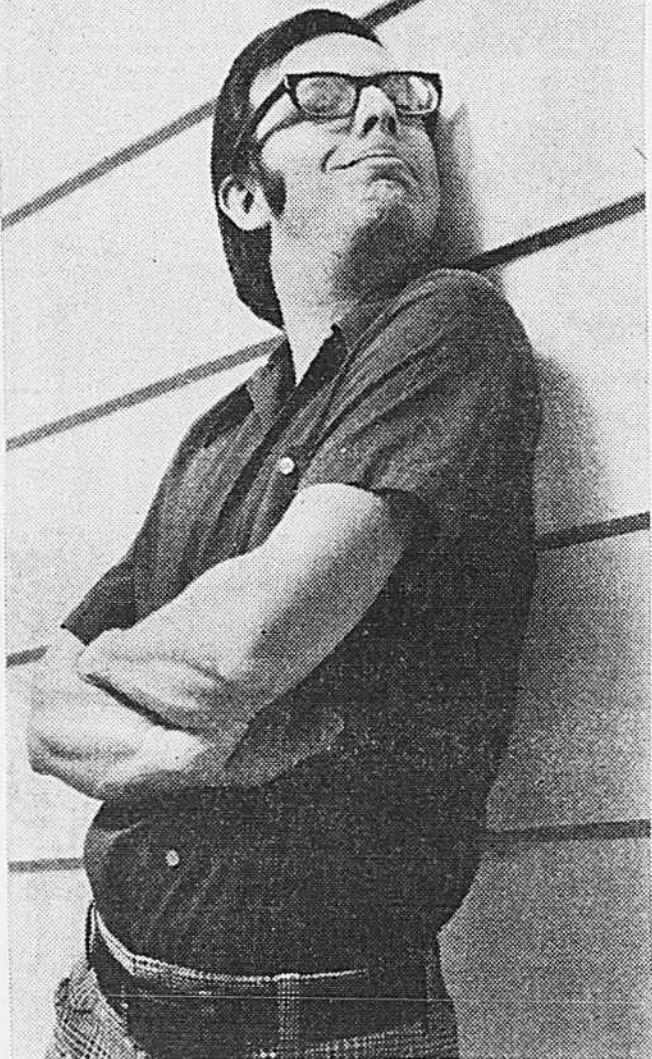
Déjà, ces majorations ont provoqué des objections de la part des employés des services publics et parapublics.

"Nous autres, après deux semaines au maximum de conflit, on nous oblige à retourner au travail en adoptant une loi d'exception", ont indiqué plusieurs d'entre eux.

Le président de la centrale, M. Marcel Pepin, a profité de l'occasion pour lancer un appel de solidarité, précisant aussi que ce fonds ne sert pas uniquement au secours direct aux syndiqués.

En plus de payer les prestations de grève, le fonds de défense doit pourvoir au secours de congédiement pour activités syndicales, aux frais juridiques et à la "publicité préventive".

Le revêtement Stelco:



beauté tenace

Le revêtement Stelco est en acier préfini Ultra-Stelcolour. C'est le revêtement métallique le plus solide que vous puissiez acheter. Il résiste à la décoloration et aux éléments comme aucun autre revêtement métallique. C'est pourquoi Stelco peut fournir la garantie la meilleure et la plus sérieuse sur le marché du revêtement.

Une belle maison, sans souci de peinture? Obtenez une estimation gratuite!

stelco

le seul revêtement en



Federal Maintenance Reg'd.
5170 Avenue Hampton
MONTREAL 488-1909

R.O.N. Aluminum & Steel
Construction Co. Ltd.
2049 Avenue Harvard
Ville St-Laurent
MONTREAL 482-8526

Les Industries B. M. S.
Limitée
55 Ouest, Mount Royal
MONTREAL 288-3220

J. P. Chartier Aluminum and
Steel Enrg.
579, 17ième Avenue
LACHINE 634-0427

Metropole Aluminum and Steel
Entreprises Enrg.
9703 87ième Avenue
MONTREAL 648-4487

David Aluminum and Steel
Corporation
3360 Sartelon
Ville St-Laurent
MONTREAL 331-3500

iw.h.perron

CYGN
Système
DÉTRUIT

• MINEUSE DE BOULEAU
• PUCERONS
• MITES OU ACARIENS
• PLUSIEURS AUTRES

UN EFFET QUI DURE
\$298
8 oz

Pour tous vos besoins de jardinage, visitez notre centre du jardin. Vous trouverez un assortiment complet d'insecticides, fongicides et herbicides.

Notre personnel qualifié vous aidera à résoudre vos problèmes de jardinage.

iw.h.perron

515, boul. Labelle, Chomedey, Laval
(1/2 mille au nord du pont de Cartierville)

Vaste terrain de stationnement **332-3610** Ouvert les jours et vendredis jusqu'à 9:00 p.m.

PAUSE SOLEIL

à partir de
\$889

CÔTE D'ÉMERAUDE ET MAJORQUE

Quittez balconville pour l'Espagne et le Portugal. Pour des côtes truffées de plages incomparables. Pour une île qui est l'une des plus belles au monde. Pour une vie au ralenti au contact de peuples qui connaissent l'art de vivre. Pour des villes riches en art et en histoire. Pour un climat que vous ne pourrez plus oublier. Pour des festivals et des fêtes dont l'ambiance est unique. Et pour le soleil!

Voyage de trois semaines. Avril et mai: \$889. Juin, juillet et août: \$974. Billet d'avion, transferts, hôtel, repas, excursions au Portugal et en Espagne compris.

Pour vous renseigner au sujet des Pausas-soleil, communiquez* avec Iberia ou faites parvenir ce coupon à:

IB IBERIA
Lineas Aereas Internacionales de España

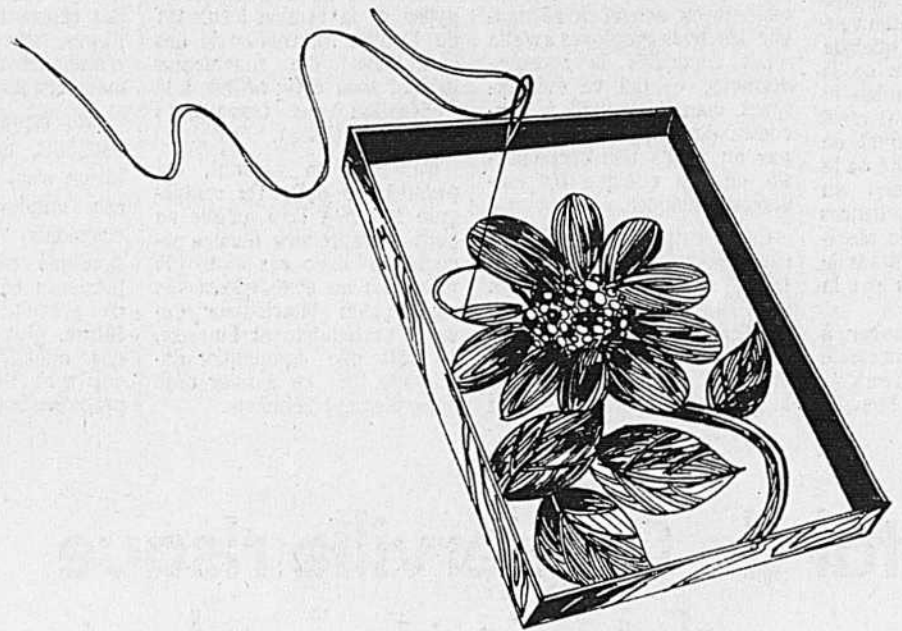
Pause-soleil
Lignes aériennes Iberia, 1245, rue Peel
Montréal, Québec H3B 2V1

Nom _____
Rue _____ App. _____
Ville _____ Code postal _____
Province _____

*Téléphone (sans frais): LP-5
• région 514: 1-800-361-4854
• régions 418-613-819: 1-800-361-4830
• ville de Québec: 692-1413

Les prix Pause-soleil sont établis d'après les Tarifs IT en vigueur. Tous les prix peuvent changer sans préavis.
Départs de Montréal à bord du El Jumbo d'Iberia.

EATON



Apprenez de nouveaux passe-temps aux démonstrations d'artisanat chez Eaton Centre-ville

Voici votre chance d'essayer des travaux d'artisanat au rayon de la laine. Dès cette fin de semaine, jeudi, vendredi et samedi, et jusqu'au 29 juin, vous pourrez assister à des démonstrations de tricot, broderie, crochet, tapisserie, travaux d'aiguille, confection de tapis et abat-jour faites par des artisans. Lors de votre visite, vous pourrez profiter des prix spéciaux non-annoncés sur les matériaux d'artisanat. EATON Centre-ville (deuxième étage) seulement. Rayon 224. Consultez nos annonces chaque mercredi dans le journal.

Les sandales tout confort pour l'été: «Air Step» de Brown



Cet été, accordez un peu de répit à vos pieds, laissez-les respirer dans des sandales en cuir «Air Step». Légères et aérées, elles accompagneront vos tenues mode-été avec beaucoup d'élégance. Elles sont offertes en pointures 7 à 10AA et 5 à 10B. EATON Centre-ville (deuxième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Rayon 238. Également à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore).

1. Rapture

2700
la paire

Sandale à bout ouvert et entrées élastifiées pour plus de confort. Empeigne en cuir à couture médiane. Talon-lanière réglable. En cuir de chèvre ton os, blanc, bleu ou ton chameau ou en cuir noir.

2. Cabana

2400
la paire

Sandale à bout ouvert et talon-lanière. Talon recouvert et semelle synthétique. Empeigne découpée en cuir de buffle ton chameau ou blanc ou en cuir verni noir.

Venez ou téléphonez **842-9211**

Alfred Dallaire INC.

SALONS FUNÉRAIRES

Alfred Dallaire Inc., Bonneville & Gingras Ltée, J.S. Vallée Ltée, J.A. Gauthier Engr., Geo. Vandellac Inc. et Adrien Bazinet Inc., vous offrent une nouvelle formule d'arrangements funéraires.

FIXEZ VOUS-MÊME LE PRIX DE VOS FUNÉRAILLES DANS LE CADRE DE NOTRE PLAN: «Pré-arrangements»

NOS SERVICES VOUS OFFRENT:

3675 rue Adam
2548 est, rue Beauharnois
3254 rue Bellechasse
5805 rue Boileau
2645 est, rue Henri-Bourassa
4201 rue Hochelaga
4201 rue Laurendeau, Côte-St-Paul
1111 rue Laurier ouest, Outremont
11813 est, rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles
781 rue Ogilvy
8671 boul. Riv.-des-Prairies
1922 Saul. Rosemont
2590 rue Rouen

1575 est, rue Ste-Catherine
2521 est, rue Ste-Catherine
4506 est, rue Ste-Catherine
4340 rue St-Denis
8328 rue St-Denis
6821 rue St-Hubert
4500 ave Verdun

REPENTIGNY:
222 rue Notre-Dame-des-Champs
438 rue Notre-Dame

STE-ANNE-DE-BELLEVUE:
107 rue Ste-Anne

MIAMI:
729 ouest, rue Flagler

- De vous adresser à l'une de nos 24 succursales
- De choisir le style de funérailles en fonction de vos principes.
- D'épargner des démarches pénibles à vos proches.
- De faire un choix entre l'inhumation et l'incinération ou encore de prendre des décisions (dons à certains organismes médicaux) concernant la disposition de votre corps.

C'est faire preuve de responsabilité envers soi-même et envers les siens que de prévoir jusqu'au dernier moment de sa vie.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec M. André Brazeau, directeur des Préarrangements

SIÈGE SOCIAL: 6821 rue St-Hubert, tél.: 270-3111.

Les Fédérations n'atteignent pas leur objectif

La Campagne des Fédérations a recueilli, cette année, la somme globale de \$9,143,580, soit \$300,000 de plus que l'an dernier mais \$850,000 de moins que l'objectif de \$10 millions qu'elle s'était fixé.

C'est ce qu'a annoncé hier soir M. Maurice D'Amours, président général de la Campagne des Fédérations 1974, au cours de la réunion de clôture, et il a imputé cet échec relatif à l'augmentation du coût de la vie et à la grève des postes.

"Il nous est difficile d'évaluer le nombre de souscriptions qui n'ont pas été envoyées à cause de cette grève, plusieurs personnes

ayant remis à plus tard l'expédition de leur chèque pour ensuite oublier de le faire." a déclaré M. D'Amours.

Les recettes de cette année constituent quand même un record et, selon le président général, cette campagne a mobilisé un plus grand nombre de bénévoles que durant les années précédentes.

Au cours de ce souper de clôture, M. Louis Hébert, président du conseil d'administration, a annoncé la nomination de M. Jean-Paul Gagnon, vice-président, zone de Montréal, au poste de président général de la campagne de 1975.

Tous les invités avaient payé le prix de leur repas à ce souper.

Schefferville: McNeil remet sa démission

SCHEFFERVILLE (PC) — Devant le tollé général qu'a soulevé sa nomination au poste de directeur général de la commission scolaire de Schefferville, M. Jerry McNeil a remis sa démission lundi soir, au cours de l'assemblée spéciale qui avait été convoquée à la demande des parents mécontents.

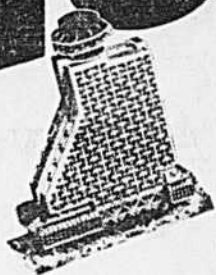
La commission scolaire étudiait encore vers minuit les conséquences de ce geste

et refusait de commenter pour le moment la nouvelle situation.

Quelque 350 personnes assistaient à la réunion de lundi soir au cours de laquelle M. McNeil lui-même a tenté de répondre à plusieurs questions qui lui étaient posées au sujet de son rôle au sein de cette commission scolaire comptant 505 élèves francophones contre 135 anglophones.

QUEBEC A LA LOEWS

C'est un restaurant tournant sur le toit, perché à 29 étages. C'est un appartement en duplex avec un feu de bois dans la cheminée. C'est une piscine ouverte où vous nagez à l'année longue, avec une entrée sous l'eau peu banale. C'est le charme excitant de l'hôtel Loews le plus récent et le plus sensationnel.



LOEWS Le Concorde
1225 Place Montcalm,
Quebec, P.Q. G1R 4W6, Canada
Tel.: (418) 647-2222

Pour réservations, appelez LRI (Loews Reservations Inc.) à Montréal (514-561-9074) — l'appel est gratuit dans votre région — ou bien consultez votre agence de voyage.

EATON

NIVEAU DU

MÉTRO

CENTRE-VILLE

et à LaSalle

(Centre commercial Pont-Mercier, 410 av. Lafleur).

Egalement à Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval à ou par Sherbrooke au Carrefour de l'Estrie et à ou par Ottawa au Centre commercial Bayshore

Faites provision de produits beauté-hygiène à prix spéciaux actuellement chez Eaton

Achat en personne seulement jusqu'à épuisement du stock

"Sudden Beauty" Prix Eaton .95 16 oz Fixatif capillaire pour maintenir soûplement la coiffure.	"Herbal Essence" Prix Eaton 1.33 16 oz Shampooing aux protéines de Clairol.	"Ultra-Ban" Prix Eaton 1.15 9 oz Nouveau anti-sudorifique plus efficace.	"Off!" Prix Eaton 1.09 5 oz Chasse-insectes aidant à éloigner moustiques et mouches.	Trousse "Curity" Prix Eaton 3.44 ch. Pratique à la maison ou dans l'auto pour premiers soins.	"Vaseline" Prix Eaton .85 7 oz plus 3 1/2 oz Lotion soins intensifs pour mains sèches.	"Q-Tips" Prix Eaton .49 boîte de 90 Coton-tige pour mille et un usages.	Lotion solaire Prix Eaton 1.55 4 oz Lotion "Sea & Ski" pour permettre un hâle dore rapide.	"Stayfree" Prix Eaton 1.61 boîte de 30 Maxi-serviettes hygiéniques très douces et absorbantes.	"Nice 'n Easy" Prix Eaton 1.47 ch. Shampooing colorant assurant une teinte naturelle. Nos 100, 101, 102, 106, 110, 114, 170 seulement.
"Ban" à bille Prix Eaton .89 1.5 oz Desodorisant anti-sudorifique extra-sec.	"Milk plus 6" Prix Eaton 1.63 12 oz Shampooing - conditionneur. Plus besoin de lotion à mise en plis.	"Flex" de Revlon Prix Eaton .99 12 oz Shampooing au balsam et protéines.	Fixatif "Flex" Prix Eaton 1.25 8 oz De Revlon. Maintient la coiffure à l'humidité.	"Secret" aérosol Prix Eaton .99 6 oz Protection anti-sudorifique et désodorisante.	Lames "Gillette" Prix Eaton 1.10 paquet de 10 lames Lames super en acier inoxydable.	Fixatif "Adorn" Prix Eaton 1.75 13 oz Maintient la coiffure en souplesse.	"Jergens" Prix Eaton 1.66 20 3/4 oz Lotion aidant à garder les mains douces et belles.	Rinçage-crème Prix Eaton 1.05 16 oz "Tame". Aide à coiffer les cheveux facilement.	"Foamy" Prix Eaton .89 11 oz De Gillette, la crème à raser au goût de tous. Formule ordinaire seulement.
"Right Guard" Prix Eaton 1.25 9 oz Desodorisant anti-sudorifique.	"Resdan" Prix Eaton .95 6 oz Traitement antipelluculaire efficace.	"Protein 21" Prix Eaton 1.33 13 oz Fixatif capillaire laissant les cheveux brillants.	"Alberto" Prix Eaton .89 7.5 oz Shampooing au balsam rendant les cheveux faciles à coiffer.	Pansements Prix Eaton 1.77 boîte de 200 De marque "Curad" s'enlevant sans douleur.	"Kotex" Prix Eaton 1.99 boîte de 48 Serviettes hygiéniques douces et absorbantes. Format régulier seulement.	"Pampers" nouveau-ne 1.75 bte pour le jour 1.95 bte En boîte de 30. Couches avec nouvelles attaches.	"Protein 21" Prix Eaton .99 7 oz Shampooing rendant les cheveux plus brillants et faciles à coiffer.	"Ultra-Brite" Prix Eaton .99 150 ml Dentifrice permettant des dents ultra-blanches.	Rince-bouche Prix Eaton .89 12 oz De marque Colgate 100 contre les bactéries qui causent la mauvaise haleine.



Avez-vous vérifié votre inscription dans l'annuaire?

Voyez-y tout de suite! L'impression du nouvel annuaire débutera sous peu! Pour toute correction, communiquez avec notre bureau d'affaires avant le 11 juin au numéro suivant: 844-9911.

Bell Canada

cette sacrée télé

PAR RUDEL-TESSIER

Les choses ne s'arrangent pas du côté de la radio, à Radio-Canada, et ce n'est pas si certain que les choses soient définitivement arrangées entre la direction et les réalisateurs de la télévision. Hier, les (des) réalisateurs de la télévision de Radio-Canada et de la CBC se demandaient encore s'ils ne débrancheraient pas encore une fois, pour se donner le temps d'examiner la situation — leur situation vis-à-vis de la direction, qui ne peut être très différente de ce qu'elle est à la radio. Enfin!

J'ai regardé, hier soir, le début d'"Appellez-moi Lise", parce que j'avais su que j'y retrouverais Jean-Marie Laurence, qui fut un des premiers linguistes à faire la part des choses... Et je me suis souvenu de Paul Morin, ce poète délicat (le poète du Paon d'émile) qui faisait notre joie il y a un quart de siècle, à Radio-Canada (c'était avant la télévision). Ceux qui ont l'âge qu'il faut se souviennent

des "Fureurs d'un puriste", ce pamphlet de la dernière virulence, que le vieux poète lançait sur les ondes, contre les fautes de français et les fautes de Paul Morin, qui avait été riche, était dans une sorte de misère dont on ne pouvait pas savoir si elle était réelle ou rêvée. Il était toujours élégant et sa canne était une canne de grand duc ou de dandy. Mais il me racontait sa misère atroce et ses malades avec une sorte de délectation. Mais on ne racontait, en même temps, ses extravagances, son domestique chinois (ou japonais) qu'il engageait pour huit jours, pour retrouver le goût de son ancienne opulence — du temps qu'il fréquentait le salon de la comtesse de Noailles.

Et puis, comme tout naturellement, je me suis souvenu de Miville Couture. Et de notre désaccord perpétuel! Je n'étais pas du tout d'accord avec lui, en effet, sur la prononciation des noms propres étrangers. Miville Couture était le polyglote

que l'on sait, alors il avait imposé aux annonceurs (il était chef du service) la "vraie prononciation" des noms propres étrangers. C'est ainsi que les télé-spectateurs et les auditeurs, qui savaient par leur journal que le chef du gouvernement de Hongrie s'appelait Nagy, ne reconnaissaient pas ce M. Nodge dont on parlait tout le temps dans les informations. Et il y en avait d'autres!

Miville Couture n'imposait pas seulement la "vraie prononciation", mais aussi l'accent, particulièrement des noms propres anglais. J'étais bien d'accord pour qu'on ne prononce pas Vachinton, mais j'en avais le frisson dans le dos quand on prononçait Washington en accentuant fortement la première syllabe. Ce que je n'ai pas pu changer le temps l'a fait! (Presque).

Dans le même ordre d'idée, il faut que vous sachiez que je me renfrogne quand j'entends, à Radio-Canada ou ailleurs, prononcer à l'anglaise des noms géographiques qui sont allemands ou même français. Et je grince des dents quand j'entends prononcer Magog, Mégog, et Sherbrooke, Sheurbrooke!

Le président Picard invité à intervenir à Radio-Canada

Le président de Radio-Canada, M. Laurent Picard, a été invité à intervenir dans le conflit opposant la direction de la société d'Etat à ses 70 réalisateurs de la radio française, qui sont en grève depuis une semaine.

L'Association des réalisateurs a fait savoir hier "qu'il est essentiel que M. Picard intervienne personnellement pour faire aboutir les négociations", qui actuellement n'apportent pas de résultats.

Le débrayage a entraîné l'annulation de toutes les émissions directes sur les ondes des 17 stations du Québec affiliées au réseau, mais n'a pas affecté les émissions de nouvelles, qui ne requièrent pas de producteurs.

Des discussions ont eu lieu hier entre la direction et les représentants des producteurs, mais rien n'indique que des progrès ont été enregistrés.

Le conflit a commencé lorsque la direction de Radio-Canada a congédié un journaliste pour un reportage qu'elle jugeait biaisé sur la grève contre la United Aircraft.

Il avait été réengagé à la condition d'effectuer un autre reportage sur la position patronale concernant le conflit de la United Aircraft, mais les producteurs ont fait valoir qu'ils n'avaient pas été consultés.

Ils revendiquent une meilleure définition de leur rôle dans l'élaboration des émissions et de leur juridiction sur les employés affectés à ces émissions.

La semaine dernière, 180 producteurs de la télévision française et anglaise avaient débrayé pendant 24 heures pour appuyer leurs collègues de la radio.

choix d'émissions

CE SOIR

- 18:00 **10** — Pierre, Jean jasant. Avec Alain Stanké et Pierre Lalonde, parce que c'est souvent intéressant, presque jamais ennuyeux, et que s'abstenir c'est risquer de manquer quelque chose! Mais aussi parce que Jean Duceppe, qui s'est laissé persuader de mettre la pédale douce, cet été, viendra à l'émission pour dire au revoir.
- 20:00 **2** — La Soirée du hockey. Parce que les Flyers de Philadelphie sont en train de gagner la coupe Stanley contre les Bruins de Boston.
- 21:30 **10** — Que reste-t-il... Parce que vous avez peut-être la nostalgie de Clairette, et peut-être parce que vous n'avez jamais vu cette émission animée par Claude Blanchard, qui va bientôt quitter le petit écran. Mais seulement, évidemment, si vous n'aimez pas le hockey.
- 23:00 **2** — Appelez-moi Lise. A 23 heures ou plus tard, car "la Soirée du hockey" risque de se prolonger au-delà de 10 h 30. Parce que comme à "Pierre, Jean jasant" (comme à "Feu Vert" quand les choses vont bien entre la direction et les réalisateurs), on ne sait jamais. En se couchant trop tôt on risque de manquer quelque chose!
- 23:55 **CBS** — Fright Night Theatre. Si vous avez le câble, ou si vous prenez CBOT, et si vous aimez les films d'horreur, il y a, pour les couche-tard, le "Fright Night Theatre" qui vous proposera, ce soir (mais en noir et blanc), "Curse of the Werewolf".
- 24:00 **2** — Long métrage. Mais là vous avez le choix, car, à minuit, le 2 vous proposera son long métrage, "la Fille d'en face". le 7 "les Truands", le 12 "Rebus" (en anglais). Mais vous serez peut-être en train de regarder, au 10, "le Loup de la frontière", qui aura débuté à 23 h 15.
- R.-T.



CFQR 92.5 CKMF 94.3
CBM 95.1 CJFM 95.9
CKVL 96.9 CHOM 97.7
CHRC 98.1 CBF 100.7
CHLT 102.7 CFDM 104.3
CFGL 105.7

MARDI 14 MAI

- 18:00 **CBF** Prélude au soir
Extr. des "Concerts royaux" (Couperin). Sonatine (Ravel): Vardis Nistr, piano.
- 18:30 **CFDM** Le monde en musique
L'Ukraine et Berlin.
- 19:00 **CBF** Les Musiciens par eux-mêmes
Invité: Jean-Christophe Benoit, baryton.
- 20:30 **CBF** Concert intime
Rhapsodie no 1 (Debussy), Nocturne pour clarinette et piano (Toscani), Sonate pour clarinette et piano (Bernstein), "Epithalame" pour clarinette et piano (Bozza), John van Bockern et Rachel Martel.

- 21:00 **CFDM** Place des Arts
Concert de jazz. Gerry Mulligan, saxophoniste.
- 22:00 **CBF** Un artiste se raconte
Invité: Béatrice Arnac. CKVL Ce soir à l'opéra
"La Fanciulla del West" (Puccini): Carla Gavazzi, Vasco Campanaro, Ugo Savarese.
- 22:15 **CFDM** L'art et le monde
Concerto pour deux hautbois (Vivaldi) et "L'Heritage de Flore", pour hautbois (Jean François).
- 23:03 **CBF** Vienne la nuit
La Vie et l'oeuvre de Haydn. Extr. de la Messe "Sainte-Cécile". Marie Stader, Marga Hoffgen, Richard Helm, Joseph Greindl, dir. Jochum.
- 0:03 **CBF** Les Chels d'oeuvre de la musique
Oeuvres de Janacek. Sonate pour piano et Concertino pour piano: Joseph Palenicek. Quatuor no 2: Quatuor Janacek.

MERCREDI

- 10:30 **CBF** Le Matin des musiciens
Ville Ordre (Couperin): Gustav Leonhardt, clavecin. "Ave Mater" (Lombardi): Eddy Ameling, Theo Altmeyer, Wilfried Brown et Bernhard Mickeles, Aïrs (Mozart): Leonie Price, soprano. Extr. du Concerto op. 4 (Paganini): Itzhak Perlman, violon, Consolation no 3 (Liszt): Augustin Anileva, piano. Concerto en ré (Hertel): Heinz Zickler, trompette.
- 12:03 **CBF** Les Petits ensembles
Sonate K. 481 (Mozart): Erica Morini, violon et Rudolf Firkušný, piano. Sonate en fa (Pergolesi): Rolf Dommisch, violoncelle et Ruth Ristenpart, clavecin.



- 6:00 **7 10** Pierre, Jean jasant
Inv.: Rod Tremblay, Gilbert Chénier, Denise Proulx, Réjeanne Desramaux et Huguette Proulx.

- 11:00 **2 7 9 11 13** Appelez-moi Lise
Inv.: Anne René, Pierre Roche, André Cailloux, et Sigrid Chatel.

MERCREDI

- 12:15 **10** Ligne ouverte
Inv.: Adamo.
- 2:25 **12** The Heritage Highways

TOURISME

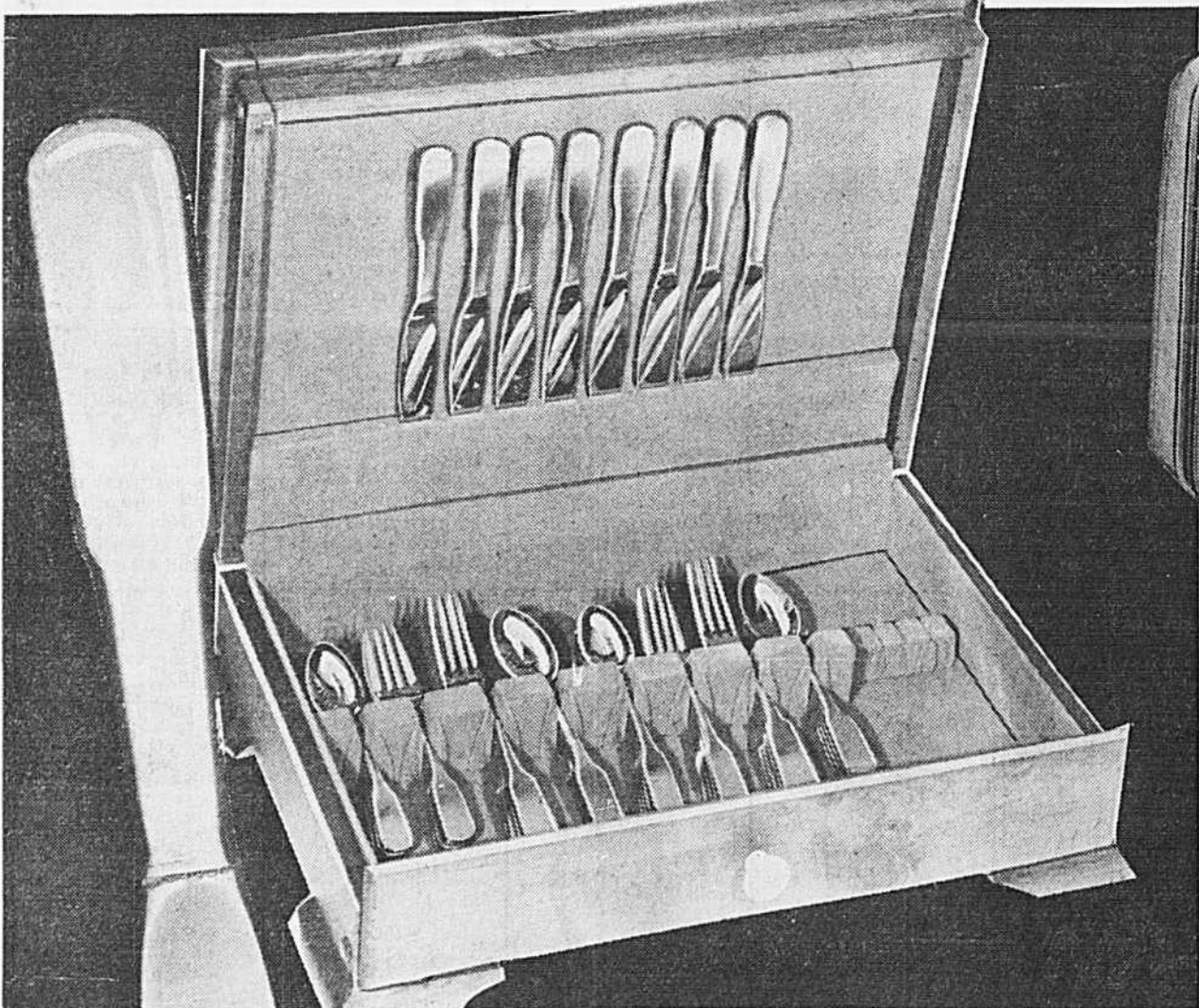
Une invitation au voyage.
Tous les samedis dans

la presse

ARTS ET LETTRES

La culture mise à la portée de tous dans La Presse du samedi.

la presse



Au goût du jour... Nouveau motif «1867» Heritage

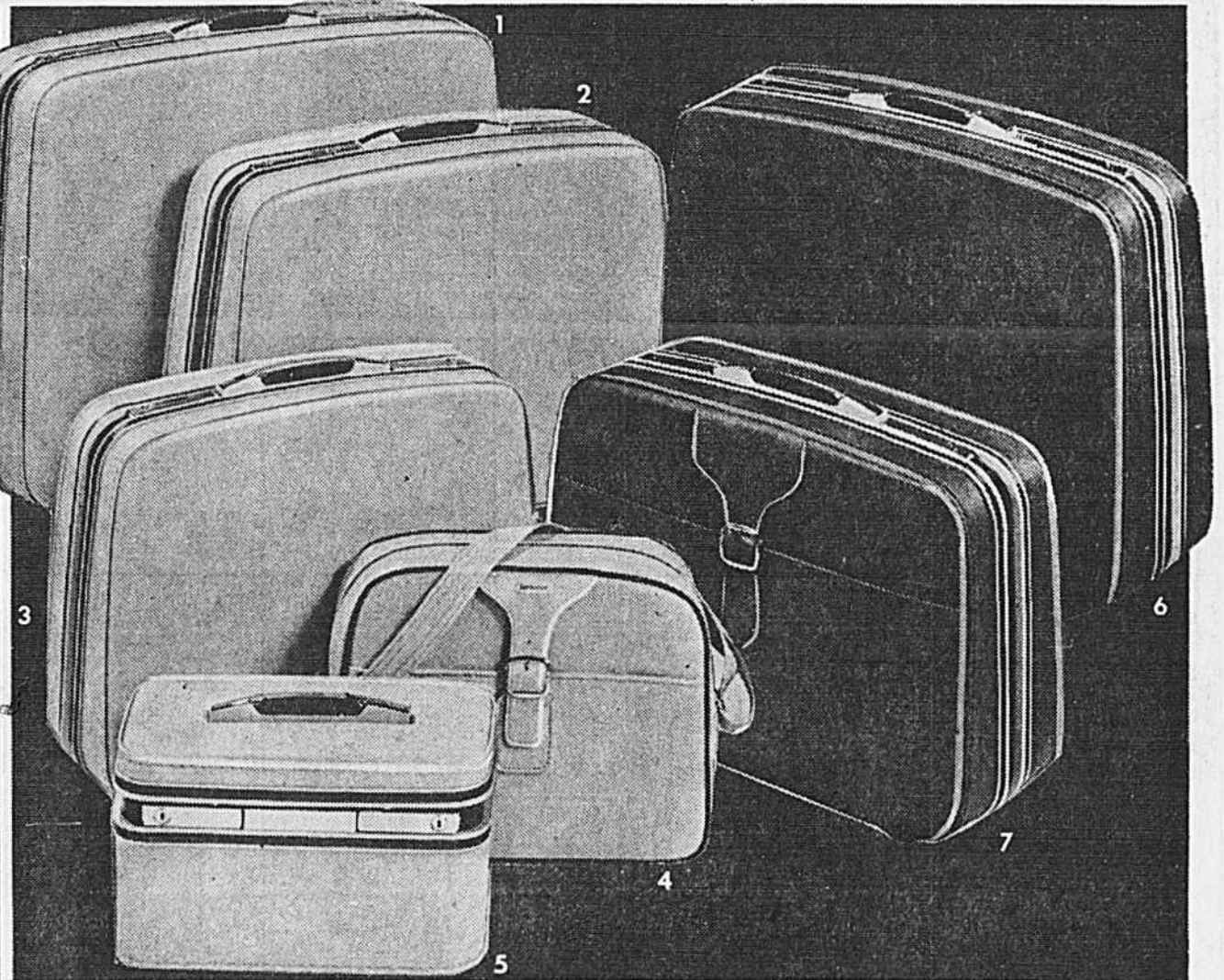
Élégance moderne des lignes de ce nouveau motif «Canadiana» offert en acier inoxydable de haute qualité. Le service de 40-pièces comprend 8 couverts de 5 pièces chacun: fourchettes à diner, couteaux à diner, cuillers à dessert, cuillers à thé, fourchettes à salade. Le coffret est en sus.

Avec l'achat de ce service de 40-pièces, vous pouvez vous procurer à prix d'occasion, le coffret pour seulement

Non représenté:	
Jeu de 4 fourchettes à fruits de mer	8.95
4 pièces de service	9.95
3 pièces de service	9.95
4 cuillers à parfait ou à thé glacé	8.95

EATON Centre-ville (rez-de-chaussée), Anjou, Pointe-Claire et Carrefour Laval — Rayon 515. A ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie) et à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore)

EATON



Commencez vos vacances en économisant! Les «Safari II» de Samsonite à prix réduits

Partez du bon pied! Faites des économies dès aujourd'hui ce qui vous permettra de vous gâter davantage durant vos vacances. Les bagages «Safari II» offrent une forme fuselée et légère malgré les 4 épaisseurs distinctes. Revêtement extérieur antiaffluers sur un rembourrage en mousse polyuréthane. Cadre ultra-léger et doublure à envers de mousse polyuréthane. Poignée escamotable. L'intérieur est élégamment assorti à la couleur du revêtement.

Pour dames: bleu, ivoire ou sable

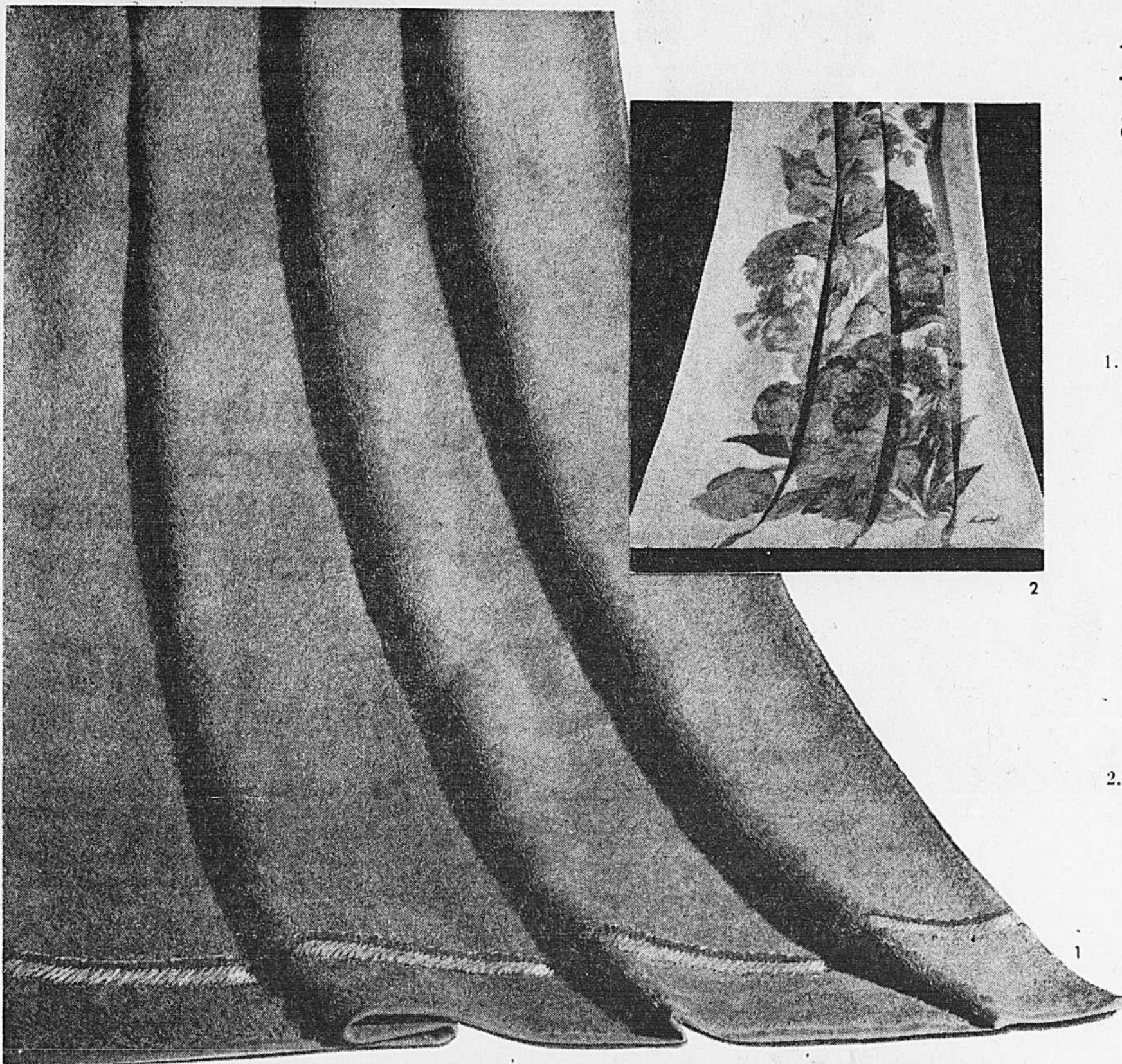
	Prix courant Eaton	
1. Pullman, 26"	72.95	62.95 ch.
2. Garde-robe, 24"	69.95	59.95 ch.
3. Court-séjour, 21"	54.95	44.95 ch.
4. Fourre-tout	21.95	19.75 ch.
5. Mallette à maquillage	49.95	39.95 ch.
Pour hommes: brun foncé		
6. 3-complets	74.95	64.95 ch.
7. 1-complet	56.95	46.95 ch.

EATON Centre-ville (sixième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval — Rayon 264

Venez ou téléphonez **842-9211**

EATON

Vente de linge de maison



Les grandes Caldwell à bons prix spéciaux

Serviettes unies «Ultra Velvet»

Prix Eaton **3⁹⁹** ch.

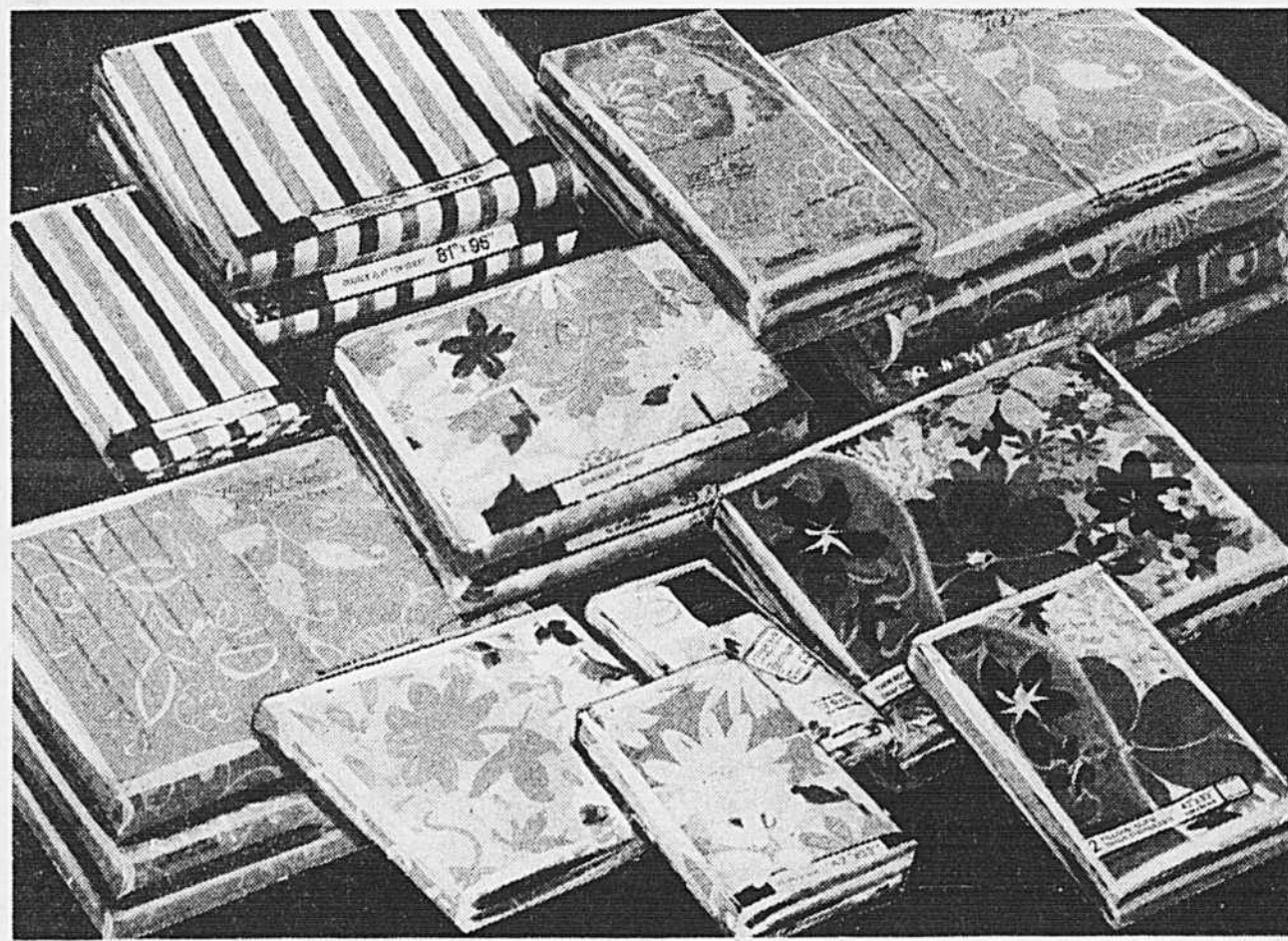
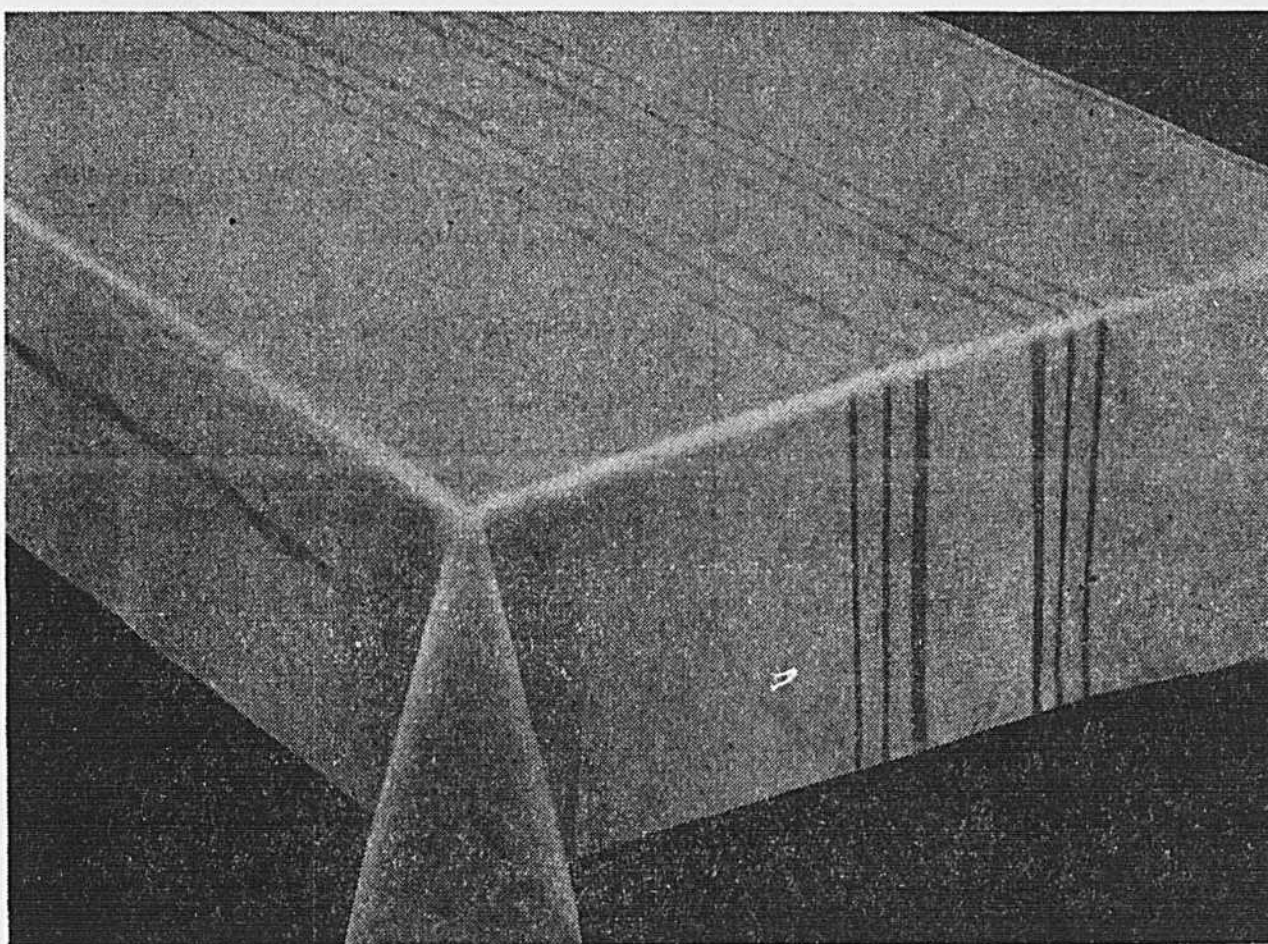
1. Imparfaites, ce qui ne devrait pas en affecter l'usage. Ces grandes serviettes de bain offertes à prix spécial vous permettront de compléter à bon compte vos accessoires de plage. Coton éponge rasé au riche fini velouté. Bouts ourlés. Tons unis de bleu brumeux, rose, jaune soleil, lavande. Environ 24" x 46". Essuie-mains assortis 2.39 ch. chez Eaton Centre-Ville seulement. Commandes téléphoniques pour les serviettes de bain seulement.

Variété de fleuris sur blanc

Prix Eaton **3⁹⁹** ch.

2. Légères imperfections qui ne devraient pas affecter l'usage ni la durabilité. Entièrement coton au fini rasé. Très bonne qualité dans une diversité de motifs fleuris colorés de bleu brumeux, rose vif, jaune soleil ou lavande. Environ 24" x 46". Quelques modèles possèdent la débarbouillette et l'essuie-mains.

Rayon 236.



Nappes et serviettes à prix modiques

Dimensions	Prix Eaton	Dimensions	Prix Eaton
52" x 70"	8⁴⁹ ch.	60" x 104"	14⁹⁹ ch.
60" x 90"	13⁴⁹ ch.	68", ronde	14⁹⁹ ch.
60" x 90", ovale	14⁴⁹ ch.	Serviettes	1¹⁹ ch.

Rayonne satinée traitée pour résister aux taches. Repassage facultatif. Ton or, vert, blanc, os, jaune. Rayon 236.

Grand solde! 1/3 de rabais! Draps et taies sans repassage

Valeur de 100, 000. à solder pour 66, 666.

Prix courant Eaton **3.98 à 13.58**

2⁶⁵ à 9⁰⁵

Grand choix d'unis et de motifs dernier cri dans les modèles droits et emboîtants avec taies assorties. Dans le lot, percale 180 fils au pouce carré et d'usage 128 fils au pouce carré. Des marques réputées, telles que Dominion Textile, Fieldcrest et Burlington, et autres. Rayon 436.

Achats en personne seulement

Toutes les dimensions sont approximatives. Venez ou téléphonez **842-9211** Livraison des commandes de 3.00 et plus.
Eaton Centre-ville (cinquième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Rayons 236-436

Le Club Profil Eaton
présente
«Les années trente»
Défilé de mode estivale

Deux représentations jeudi 16 mai à 17h30 et 19h00 Restaurant du 9ième étage

BILLETS: 1.50 (grand public)
1.00 (membres du Club Profil)

Disponible au Kiosque des Billets de Métro, rez-de-chaussée et au Bureau de poste, 4ième étage.
Magasin du centre-ville seulement.

Aubaines Eaton Canada *



Depuis 1969, une Aubaine Eaton Canada est une assurance-qualité; c'est l'effort le plus sincère qu'Eaton puisse faire pour vous assurer économie et satisfaction. Une quantité importante de marchandises a été achetée pour nos clients d'un littoral à l'autre.

**Chemises à
bas prix
votre étiquette
confort**

Prix Eaton

2 pour **15⁰⁰**
799^{ch.}

Des chemises à manches courtes, légères, confortables et sportives, qui vous mettront au diapason de l'été. De fabrication canadienne, elles sont lavables à la machine et ont une poche de poitrine. Tailles: P.M.G. et F.

1. Chemise fantaisie polyester «Fortrel» d'allure souple et décontractée. Choix de bleu pâle, beige ou jaune.
2. En tricot polyester «Fortrel» de couleurs unies bleu, jaune ou ton écru, personnalisée par des boutons carrés.
3. Chemise tricot polyester «Fortrel» à motifs de carreaux. Nette et sportive. Beige, bleu pâle ou vert.
4. L'apparence toile du mélange polyester «Fortrel» et soie fait la différence. Unies bleu pâle ou jaune.

Venez ou téléphonez **842-9211**

Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Rayon 428. Egalement à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore) et à ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie).



Menu spécial pour notre clientèle
des nouveaux magasins Eaton

Mail Cavendish
et

Carrefour Laval

Du lundi au vendredi

149

pour le plat principal, une boisson, plus une soupe ou un jus ou un dessert.

Eaton du Mail Cavendish, dans Côte St-Luc et Eaton du Carrefour Laval à Chomedey, Laval; ainsi qu'aux magasins d'Anjou et de Pointe-Claire.

EATON EST À VOTRE SERVICE.

Centre-ville

677 rue Ste-Catherine ouest

Pointe-Claire

Centre commercial Fairview

Anjou

Les Galeries d'Anjou

ET MAINTENANT VIENNENT S'AJOUTER:

Mail Cavendish et **Carrefour Laval**

Boul. Cavendish, quartier Côte St-Luc.

Sortie 7 de l'autoroute, Laval.

EATON